



N° 13-010-XIF au catalogue

# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Premier trimestre de 2005



Statistique  
Canada

Statistics  
Canada

Canada

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0** zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0<sup>s</sup>** valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

## Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : notre agent d'information, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3640; [iead-info-dcrd@statcan.ca](mailto:iead-info-dcrd@statcan.ca)).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	<a href="mailto:infostats@statcan.ca">infostats@statcan.ca</a>
Site Web	<a href="http://www.statcan.ca">www.statcan.ca</a>

## Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) et de choisir la rubrique Nos produits et services.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada  
Système de comptabilité nationale

# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Premier trimestre de 2005

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2005

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication peut être reproduit, en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux, et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire quelque contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, ou de le transmettre sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

**Juin 2005**

N° 13-010-XIF au catalogue, vol.4, no 1

Périodicité : trimestrielle  
ISSN 1703-7573

**Ottawa**

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

---

## Note de reconnaissance

*Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.*

## Produits et services connexes

### PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036.
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

### PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

### Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication:	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

### Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB,

### Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publication:	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF

### Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

### Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

### Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

## Table des matières

<b>À propos de cette publication.</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Politique de révision</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Révisions dans cette édition.</b> . . . . .	<b>5</b>
<b>Aperçu.</b> . . . . .	<b>6</b>
Le PIB par industrie : faits saillants pour mars 2005 . . . . .	8
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b> . . . . .	<b>10</b>
Hausse marquée des dépenses de consommation . . . . .	10
Ralentissement de l'accumulation des stocks . . . . .	11
Bond de l'investissement des entreprises en usines et en matériel . . . . .	12
Ralentissement de l'investissement au chapitre du logement . . . . .	12
Les exportations rebondissent . . . . .	13
Meilleure position de prêt net du secteur des sociétés . . . . .	13
L'excédent des administrations publiques diminue . . . . .	14
Léger repli de l'épargne nationale . . . . .	14
<b>PIB par industrie</b> . . . . .	<b>20</b>
Les fabricants de véhicules automobiles s'ajustent aux préférences . . . . .	20
L'extraction et l'exploration pétrolières fléchissent . . . . .	21
Le secteur de la construction recule pour un troisième mois consécutif . . . . .	21
Le commerce de gros poursuit sa montée . . . . .	21
Autres secteurs . . . . .	21
Profil des industries, premier trimestre de 2005 . . . . .	22
<b>Balance des paiements internationaux</b> . . . . .	<b>25</b>
Compte courant . . . . .	25
Autre recul de l'excédent au chapitre des biens . . . . .	25
Baisse des profits sur les investissements directs . . . . .	26
Légère progression du déficit au chapitre des services . . . . .	26
Compte financier . . . . .	27
Augmentation modérée des investissements directs à l'étranger . . . . .	27
Maintien de l'essor des investissements dans les obligations étrangères . . . . .	27
Montant record sur trois ans des investissements étrangers directs au Canada . . . . .	28
Les investissements étrangers dans les titres canadiens ont visé surtout les actions . . . . .	29
Autres investissements . . . . .	29
<b>Flux financiers</b> . . . . .	<b>32</b>
Recrudescence des emprunts des ménages . . . . .	32
Les sociétés continuent d'accumuler des excédents . . . . .	33
L'emprunt à court terme de l'administration fédérale est à la hausse, les provinces remboursent une partie de leur dette . . . . .	33

<b>Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre</b> .....	<b>39</b>
Une croissance de productivité comparable dans le secteur des services et celui des biens .....	40
Les entreprises resserrent le contrôle de leur coût unitaire de main-d'oeuvre .....	41
Les entreprises canadiennes continuent à traîner de l'arrière comparativement à leurs homologues américaines .....	41
Les entreprises canadiennes continuent de voir leur capacité concurrentielle s'effriter avec la vitalité du huard .....	42
Avec les révisions récentes dans les pays, l'écart de productivité persiste en faveur des États-Unis .....	43
<b>Bilan des investissements internationaux</b> .....	<b>48</b>
Hausse modérée des investissements directs canadiens à l'étranger .....	49
Les Canadiens achètent des obligations étrangères à un rythme plus rapide que les actions .....	49
Près des deux tiers des investissements directs proviennent toujours des États-Unis .....	49
Croissance régulière de la proportion des avoirs étrangers en actions canadiennes .....	49
Diminution du passif étranger net avec les États-Unis .....	50
<b>Comptes du bilan national</b> .....	<b>52</b>
La croissance de la valeur nette nationale s'accélère .....	52
La valeur nette des ménages augmente grâce aux biens immobiliers et aux actions .....	52
L'endettement des sociétés diminue .....	53
Le ratio de la dette des administrations publiques au PIB est à son point le plus bas des vingt dernières années .....	53
<b>Les révisions de 2001-2004 des Comptes des revenus et dépenses</b> .....	<b>57</b>
Introduction .....	57
Calendrier de révision .....	57
Révisions des comptes des revenus et dépenses .....	57
Répercussion des révisions sur le produit intérieur brut (PIB) .....	58
Certaines composantes - révision courante .....	58
Révisions des agrégats des revenus (tableau 3) .....	60
Révisions des agrégats des dépenses en prix courants (tableau 4) .....	62
Autres révisions appréciables .....	63

## À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

## Politique de révision

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:**

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

### PIB par industrie:

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

## Révisions dans cette édition

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2001.

### PIB par industrie:

Depuis la diffusion de la *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens* du troisième trimestre, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2004.

**Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 1981.

## Aperçu

Premier trimestre de 2005

Le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 0,6 % au premier trimestre de 2005, ce qui représentait une légère accélération par au trimestre précédent, alimenté par les dépenses de consommation et la forte croissance de l'investissement des entreprises en usines et en matériel. Les exportations ont rebondi après deux trimestres de baisse.

### Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)<sup>1</sup>

	Variation	Variation	Variation
	%		
		annualisée	d'une année à l'autre
Premier trimestre de 2004	0,6	2,6	1,6
Deuxième trimestre de 2004	1,2	5,0	3,1
Troisième trimestre de 2004	0,9	3,5	3,7
Quatrième trimestre de 2004	0,5	2,1	3,3
Premier trimestre de 2005	0,6	2,3	3,3

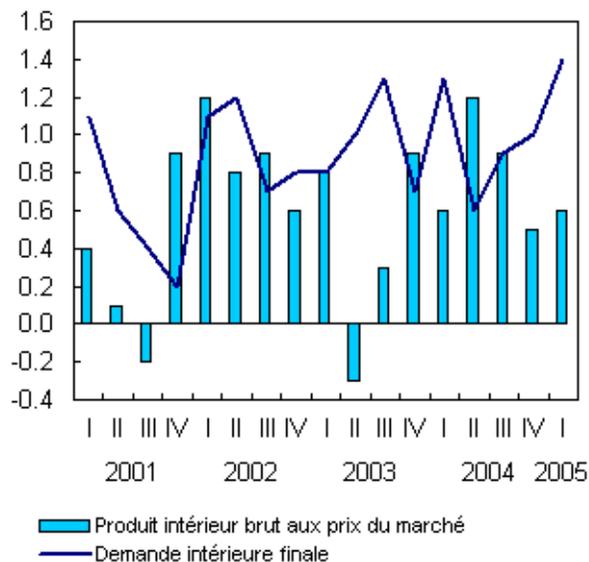
<sup>1</sup> La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

En mars, la production économique a reculé de 0,1 %, après avoir progressé de 0,2 % en janvier ainsi qu'en février.

Dans l'ensemble, l'économie canadienne a affiché un taux de croissance annualisé de 2,3 % durant les trois premiers mois de l'année, comparativement à un taux annualisé de 3,5 % pour l'économie des États-Unis.

### Le PIB augmente de 0,6 % grâce à la demande domestique finale

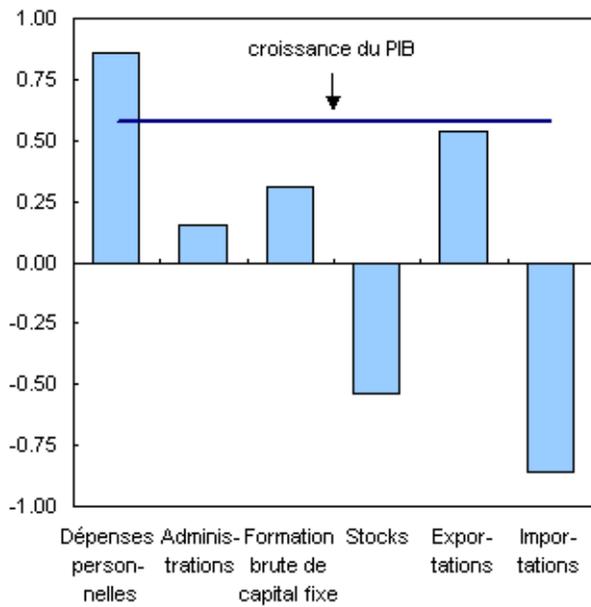
Variation trimestrielle en %, dollars (1997) enchaînés



Les dépenses de consommation ont augmenté de 1,5 %, hausse attribuable surtout aux fortes augmentations des achats de biens durables et semi-durables, tels que des articles d'ameublement ainsi que des vêtements et des chaussures. L'augmentation des dépenses de consommation s'est répercutée dans toute l'économie et, combinée à la croissance des dépenses des administrations publiques et de l'investissement des entreprises, a aidé à faire progresser la demande intérieure finale de 1,4 %.

## Les dépenses personnelles: principal apport à la croissance du PIB

Points de pourcentage



La production des secteurs du commerce de détail et du commerce de gros a bondi de plus de 2,0 %, et les détaillants ont déclaré une croissance généralisée des bénéfices. Globalement, les bénéfices des sociétés ont augmenté de 3,7 % au premier trimestre, une amélioration nette par rapport à la deuxième moitié de 2004, néanmoins sensiblement inférieure au rythme de 8 % enregistré aux premier et deuxième trimestres de 2004.

Pour le deuxième trimestre d'affilée, la croissance des industries productrices de services (+0,9 %) a été supérieure à celle des industries productrices de biens, dont la production s'est légèrement repliée (-0,1 %).

Le bond de la demande intérieure finale et l'augmentation des exportations ont contribué à ralentir l'importante accumulation des stocks qui avait eu lieu au cours de la dernière moitié de 2004. Bien que l'accumulation des stocks s'est poursuivie au premier trimestre, elle a été beaucoup plus lente chez les commerçants, particulièrement chez les grossistes, tandis que l'accumulation des stocks des fabricants a été semblable à celle du trimestre précédent.

La forte croissance des dépenses personnelles, l'augmentation du crédit à la consommation et la croissance modérée du revenu personnel ont conjointement poussé le taux d'épargne du secteur des ménages sous la barre du zéro. Malgré la tendance marquée des ménages à emprunter de plus en plus depuis l'an 2000 pour financer leurs achats de logements et d'articles coûteux, le ratio des paiements d'intérêts au revenu disponible demeure à un creux de 7,6% par rapport au sommet de 9,4 % en 1995. Cependant, le taux d'épargne nationale s'est établi à 11 %, la diminution de 5 milliards de dollars de l'épargne des ménages ayant été plus que compensée par l'augmentation de 9,9 % de l'épargne des sociétés, laquelle dépasse la barre des 100 milliards de dollars.

## Produit intérieur brut réel, aux prix de base

	Octobre 2004 <sup>r</sup>	Novembre 2004 <sup>r</sup>	Décembre 2004 <sup>r</sup>	Janvier 2005 <sup>r</sup>	Février 2005 <sup>r</sup>	Mars 2005 <sup>p</sup>
	Données désaisonnalisées, dollars enchaînés (1997), variation mensuelle en %					
<b>Ensemble des industries</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>
Industries productrices de biens	-0,1	0,2	0,2	0,1	-0,4	-0,6
Industries productrices de services	0,1	0,4	0,2	0,3	0,5	0,1
Production industrielle	-0,1	0,2	0,2	0,1	-0,4	-0,6
Fabrication	-0,4	0,2	0,3	0,4	-0,1	-0,9
Construction	0,1	0,4	0,7	0,1	-0,1	-0,3
Commerce de gros	0,3	1,6	1,0	-0,3	1,5	0,8

<sup>r</sup> Données révisées<sup>p</sup> Données provisoires

La production industrielle (soit la production des fabricants, des mines et des services publics) a fléchi de 0,2 % sous l'effet du recul du secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz. La production manufacturière a légèrement progressé, soit de 0,3 %, dans une large mesure grâce aux exportations à l'étranger des fabricants de machines et de matériel électronique. Globalement, les exportations ont augmenté de 1,5 % après deux trimestres de baisses, alimentées par les exportations de machines et de matériel (+4,1 %) et de produits de l'énergie (+5,6 %).

L'investissement des entreprises en construction résidentielle a reculé de 0,4 %, la valeur de la construction résidentielle neuve ayant diminué de 1,6 % après six augmentations trimestrielles consécutives. La plus grande partie du recul était attribuable à une baisse considérable dans la construction de logements unifamiliaux au premier trimestre. Par ailleurs, l'investissement en construction non résidentielle a affiché sa plus importante augmentation trimestrielle en six trimestres (+1,8 %).

Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont de nouveau augmenté de 0,4 % ce trimestre.

**Le PIB par industrie : faits saillants pour mars 2005**

L'activité économique a reculé de 0,1 % en mars, freinée dans une large mesure par une réduction de la production de véhicules automobiles, les fabricants s'adaptant aux préférences des consommateurs.

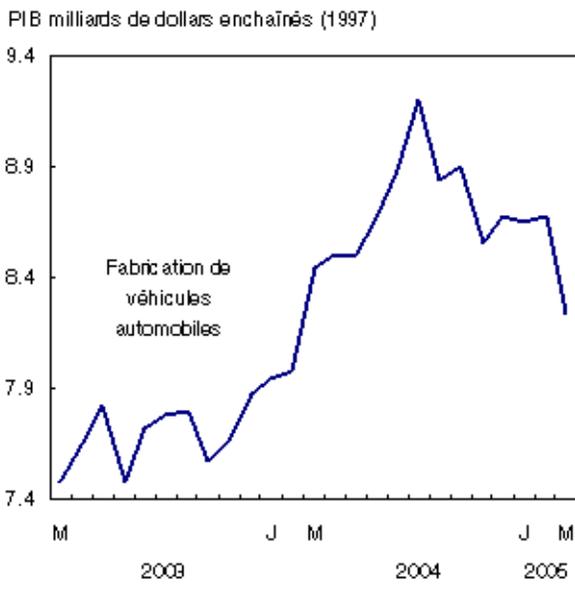
**Les fabricants de véhicules automobiles s'ajustent à la demande**

La production du secteur de la fabrication s'est repliée de 0,9 % en mars, sous l'effet des baisses enregistrées dans le secteur de l'automobile, soit les véhicules automobiles (-5,1 %) et les pièces (-3,8 %). La faiblesse dans le secteur de la fabrication était généralisée, 15 des 21 grands groupes, représentant 71 % de la valeur ajoutée du secteur, ayant affiché des baisses.

L'activité dans le secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz a reculé de 0,9 % en mars, sous l'effet de réductions dans l'extraction de pétrole et de gaz (-0,6 %), et les activités de soutien (-7,3 %). Les producteurs de pétrole des sables bitumineux se sont affairés à rétablir leurs niveaux de production à la suite d'une série de problèmes qui ont incommodé le secteur depuis janvier.

L'activité de construction s'est repliée de 0,3 % en mars. La construction résidentielle a enregistré sa troisième et plus forte baisse mensuelle consécutive (-1,4 %), tandis que la construction de bâtiments non résidentiels a avancé légèrement (+0,1 %). Les travaux de génie, les réparations et autres activités de construction ont également affiché une hausse (+0,5 %).

Le commerce de gros a progressé de 0,8 % en mars. Les grossistes de machines et de fournitures électroniques et de produits personnels et d'articles ménagers ont déclaré les gains les plus importants. Le commerce de détail a reculé de 0,2 %, suite à de fortes augmentations en janvier et en février. Les magasins d'alimentation ont affiché les hausses les plus marquées et les détaillants de produits automobiles, les baisses les plus fortes.



## Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars aux prix courants								
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b>								
Rémunération des salariés	626 652	633 052	641 204	647 288	654 312	660 360	617 753	643 964
	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>4,2</i>	<i>4,2</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	150 532	163 128	177 176	178 804	181 484	188 188	147 592	175 148
	<i>3,5</i>	<i>8,4</i>	<i>8,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>3,7</i>	<i>8,7</i>	<i>18,7</i>
Intérêts et revenus divers de placements	50 180	51 828	55 380	57 112	57 312	58 124	50 223	55 408
	<i>-3,2</i>	<i>3,3</i>	<i>6,9</i>	<i>3,1</i>	<i>0,4</i>	<i>1,4</i>	<i>6,5</i>	<i>10,3</i>
Revenu net des entreprises individuelles	80 024	81 496	83 712	85 068	85 296	85 644	78 438	83 893
	<i>2,5</i>	<i>1,8</i>	<i>2,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>4,4</i>	<i>7,0</i>
Impôts moins subventions	144 784	144 672	148 568	150 276	151 212	151 064	141 424	148 682
	<i>1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,1</i>	<i>5,1</i>
Revenu personnel disponible	725 864	733 644	747 232	751 336	757 772	759 996	719 553	747 496
	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>1,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>3,7</i>	<i>3,9</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	2,3	1,4	1,9	1,4	1,0	-0,6	2,4	1,4
	...	...	...	...	...	...	...	...
désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	624 446	633 820	637 204	642 702	648 794	658 810	619 401	640 630
	<i>0,1</i>	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>3,1</i>	<i>3,4</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	206 711	208 019	209 664	210 713	211 801	213 453	204 593	210 049
	<i>1,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe	233 051	236 204	237 551	241 206	245 637	249 755	225 199	240 150
	<i>2,0</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,8</i>	<i>1,7</i>	<i>5,9</i>	<i>6,6</i>
Investissements en stocks	9 831	3 944	2 367	17 458	22 370	15 815	11 065	11 535
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	448 909	449 268	469 204	465 940	462 289	469 010	439 784	461 675
	<i>3,3</i>	<i>0,1</i>	<i>4,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,5</i>	<i>-2,1</i>	<i>5,0</i>
Importations de biens et services	420 981	422 115	433 860	446 727	455 772	467 394	406 664	439 619
	<i>4,9</i>	<i>0,3</i>	<i>2,8</i>	<i>3,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,5</i>	<i>4,1</i>	<i>8,1</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 100 645	1 107 771	1 121 455	1 131 229	1 137 256	1 143 801	1 092 388	1 124 428
	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>2,0</i>	<i>2,9</i>
<b>PIB aux prix de base, par industrie</b>								
Industries productrices de biens	320 947	323 019	327 179	331 243	331 944	331 501	317 208	328 346
	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,7</i>	<i>3,5</i>
Industries productrices de services	704 532	708 786	715 853	721 276	725 621	731 901	697 886	717 884
	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>2,5</i>	<i>2,9</i>
Production industrielle	240 806	241 773	245 503	248 581	248 610	248 048	238 435	246 117
	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>3,2</i>
Fabrication de biens non durables	72 901	73 228	74 026	74 865	74 526	74 334	72 913	74 161
	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,7</i>
Fabrication de biens durables	103 385	103 783	106 724	109 086	109 154	109 936	101 679	107 187
	<i>2,6</i>	<i>0,4</i>	<i>2,8</i>	<i>2,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,2</i>	<i>5,4</i>
Secteur des technologies de l'information et des communications (TIC)	58 853	59 489	60 100	62 059	62 296	63 254	57 076	60 986
	<i>3,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>3,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,5</i>	<i>3,8</i>	<i>6,9</i>
Fabrication	176 482	177 209	180 911	184 092	183 808	184 375	174 820	181 505
	<i>2,1</i>	<i>0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>3,8</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 011	23 537	23 763	24 256	24 291	24 094	22 842	23 962
	<i>0,6</i>	<i>2,3</i>	<i>1,0</i>	<i>2,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>7,6</i>	<i>4,9</i>
Construction	57 520	58 167	58 314	58 810	59 499	59 835	56 273	58 698
	<i>1,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>0,6</i>	<i>4,4</i>	<i>4,3</i>
Commerce de gros	64 099	63 722	65 490	66 646	67 752	69 182	61 941	65 902
	<i>5,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,7</i>	<i>2,1</i>	<i>5,6</i>	<i>6,4</i>
Commerce de détail	57 419	58 581	58 896	59 796	60 325	61 560	57 126	59 399
	<i>-0,9</i>	<i>2,0</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>2,0</i>	<i>2,8</i>	<i>4,0</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

2 Taux actuel.

## PIB en termes de revenus et de dépenses

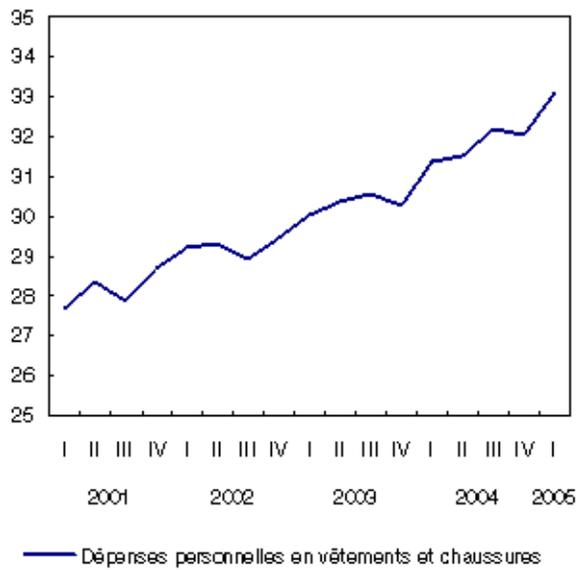
Premier trimestre de 2005

### Hausse marquée des dépenses de consommation

Les Canadiens ont pris d'assaut les magasins au premier trimestre de 2005. Les dépenses personnelles au chapitre des biens et services ont augmenté de 1,5 %, soit près du double de la moyenne de 0,8 % affichée aux trois trimestres précédents. Les dépenses au chapitre des vêtements et des chaussures ont augmenté de 3,3 %, taux semblable à celui enregistré au premier trimestre de l'année dernière, sous l'impulsion de l'utilisation accrue de cartes-cadeaux après Noël. Toute cette activité a aidé à accroître les bénéfices des magasins de vêtements ainsi que ceux des grands magasins.

### Les dépenses en vêtements et chaussures bondissent

Milliards de dollars enchaînés (1997)

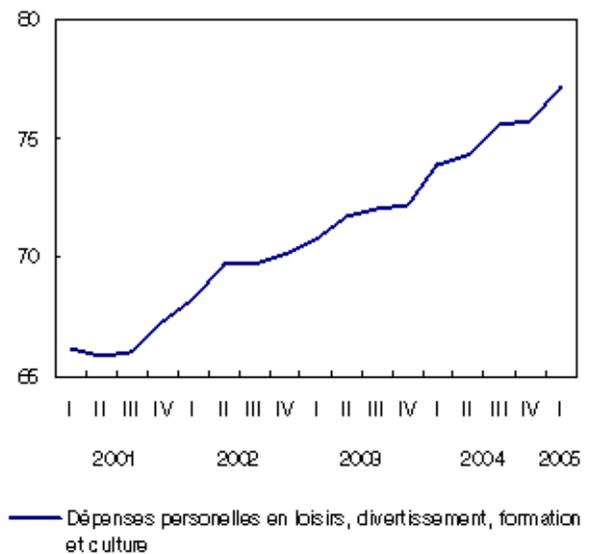


Les consommateurs ont également fait d'importants achats de meubles, d'articles d'ameublement et d'équipement ménager, venant accroître les bénéfices des détaillants de ces biens. Les dépenses au chapitre des aliments et des boissons non alcoolisées ont affiché une augmentation de 2,0 % et les achats de boissons alcoolisées en magasin ont progressé de 1,8 % après avoir reculé de 1,2 % au dernier trimestre.

Les dépenses au chapitre des loisirs, du divertissement, de la formation et de la culture ont augmenté de 1,9 % au premier trimestre, une accélération par rapport à 0,2 % au dernier trimestre. Même si les dépenses au chapitre des services de loisirs sont restées faibles, affichant une hausse marginale de 0,3 % après avoir baissé de 1,6 % au quatrième trimestre, les dépenses au chapitre du matériel de loisirs, de sport et de camping ainsi que celles au chapitre des fournitures de lecture et de divertissement ont bondi de 4,2 % et de 2,1 %, respectivement. Les dépenses au chapitre de tous ces biens et services ont augmenté progressivement au cours de la dernière décennie et représentent maintenant près de 12 % des dépenses personnelles totales.

### Les dépenses personnelles en loisirs, divertissements, formation et culture continuent de grimper

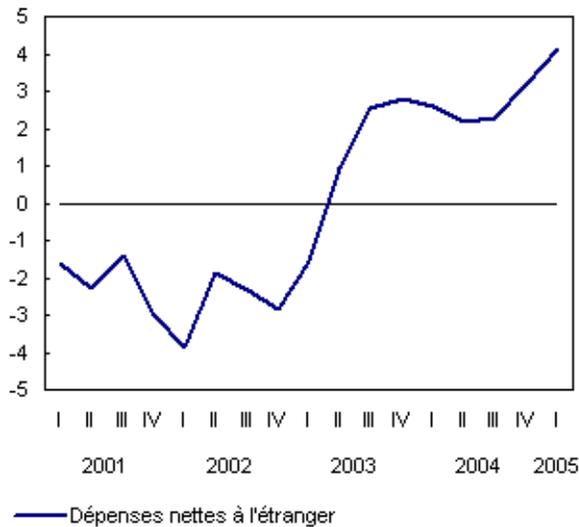
Milliards de dollars enchaînés (1997)



Si l'appréciation de la devise canadienne au cours des six derniers mois de 2004 a réussi à attirer des biens au Canada, elle a eu l'effet contraire sur les voyageurs. Le nombre d'étrangers qui ont visité le Canada et qui y ont passé au moins une nuit a baissé pour le troisième trimestre d'affilée. Le contraire était vrai pour les Canadiens, qui ont pris leur voiture ou l'avion pour se diriger au sud de la frontière. Le nombre de Canadiens revenant des États-Unis après y avoir passé au moins une nuit a augmenté de 3,3 % au premier trimestre de 2005 après avoir augmenté de 5,7 % au quatrième trimestre. Il en est résulté une autre augmentation à deux chiffres des dépenses nettes à l'étranger.

**Augmentation à deux chiffres des dépenses nettes à l'étranger**

Milliards de dollars enchaînés (1997)



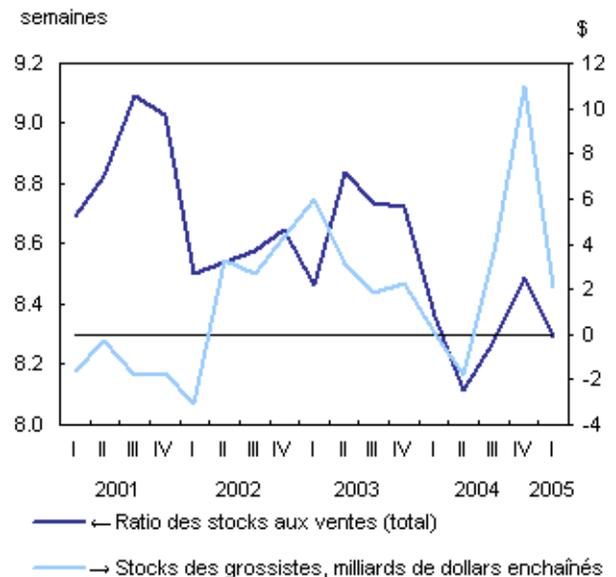
**Ralentissement de l'accumulation des stocks**

Les stocks des entreprises (à l'exclusion des stocks agricoles) ont augmenté de 13,0 milliards de dollars au premier trimestre, soit à un rythme beaucoup plus lent qu'au dernier trimestre de 2004. Les grossistes ont accumulé beaucoup moins de stock, la constitution de stocks de matériaux de construction se faisant à un rythme beaucoup moins rapide, tandis que les stocks de véhicules automobiles et d'autres biens durables ont été réduits.

Les stocks des fabricants ont continué d'augmenter, plus rapidement pour les matières premières et les produits en cours de fabrication, mais plus lentement pour les stocks de produits finis.

Le ratio des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a reculé légèrement, laissant des stocks suffisants pour satisfaire 61 jours de vente aux prix courants.

**Une accumulation plus lente des stocks des grossistes entraîne une légère diminution du ratio des stocks aux ventes**

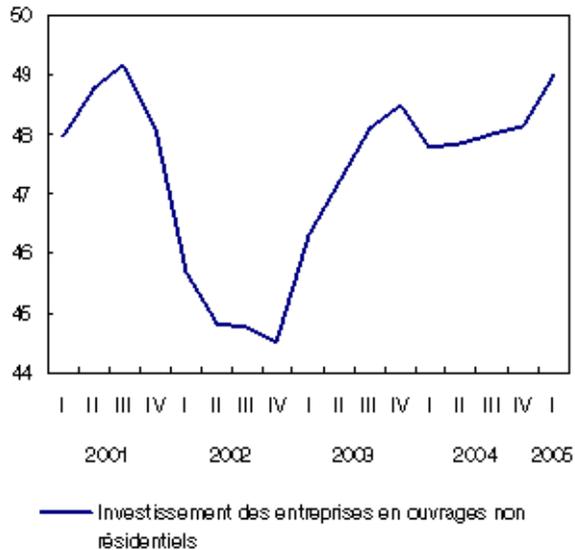


### Bond de l'investissement des entreprises en usines et en matériel

Globalement, l'investissement des entreprises en usines et en matériel a augmenté de 3,0 %, continuant la série de fortes avances enregistrées aux deux trimestres précédents, sous l'impulsion de la vigueur de l'investissement en machines et matériel et de la première augmentation trimestrielle solide de l'investissement en ouvrages non résidentiels depuis plus d'un an (+1,8 %). Les entreprises ont plus que triplé leur taux d'investissement en bâtiments au premier trimestre de 2005, en hausse de 3,2 %, retournant à un niveau d'investissement inégalé depuis le premier trimestre de 2002. Les dépenses au chapitre des ouvrages de génie ont également été importantes au premier trimestre, ayant affiché une hausse de 1,2 %.

### Reprise de l'investissement en ouvrages non résidentiels

Milliards de dollars enchaînés (1997)



L'investissement des entreprises en machines et matériel est demeuré vigoureux, ayant augmenté de 3,8 % au premier trimestre, ce qui représente une croissance de près de 3,5 % en moyenne sur trois trimestres consécutifs. Les entreprises ont continué d'investir massivement dans les ordinateurs et autre matériel de bureau (+10,9 %) ainsi que dans la machinerie industrielle (+6,5 %).

L'investissement en machines et matériel a continué de faire augmenter les importations totales de biens (+2,7 %), la quatrième forte hausse trimestrielle d'affilée. Les importations de machines et matériel, la plus importante composante des importations de biens, ont encore augmenté, de 2,7 %, une hausse toutefois inférieure à la moyenne de 3,9 % enregistrée au cours des trois trimestres précédents.

### Ralentissement de l'investissement au chapitre du logement

Tandis que les Canadiens achetaient de nouveaux articles d'ameublement, l'investissement en construction résidentielle s'est considérablement affaibli, ayant enregistré sa première baisse trimestrielle depuis 2000. En outre, la croissance au chapitre des rénovations a ralenti, mais les coûts de transfert de propriété ont rebondi, ayant augmenté de 1,8 %, après avoir baissé au cours des deux trimestres précédents, en raison d'un marché de revente plus vigoureux. Les ventes d'immeubles à logements multiples ont augmenté de 12,6 %, tandis que les ventes logements unifamiliaux ont connu une hausse marginale de 0,1 %.

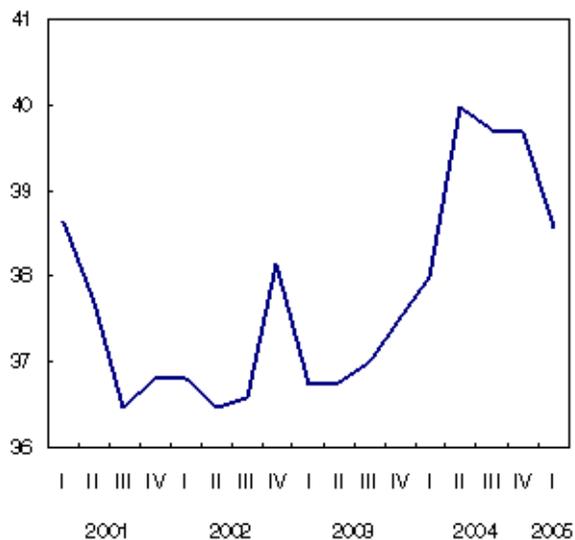
### Les exportations rebondissent

Les exportations ont rebondi de 1,5 % après deux trimestres de baisse, retournant au niveau record atteint au deuxième trimestre de 2004. Les exportations de produits de l'énergie (+5,6 %), de machines et matériel (+4,1 %) et de biens et matériaux industriels (+2,3 %) ont contribué le plus à la croissance des exportations, qui a été modérée par des baisses dans les produits automobiles et dans les produits de la forêt. Les exportations de produits de la forêt, vigoureuses aux deux premiers trimestres de 2004, ont diminué pour le troisième trimestre d'affilée, affichant une baisse additionnelle de 2,8 %. Les exportations de produits liés aux ressources sont demeurées vigoureuses, grâce aux gains enregistrés par les exportations de gaz naturel, de minerais de cuivre et de fer, de pétrole brut ainsi que de produits de l'agriculture et de la pêche.

En outre, les exportations de services ont affiché une hausse de 1,3 % sous l'impulsion d'une reprise des exportations de services de transport et de la croissance soutenue des services commerciaux.

### Les exportations de produits de la forêt diminuent

Milliards de dollars enchaînés (1997)

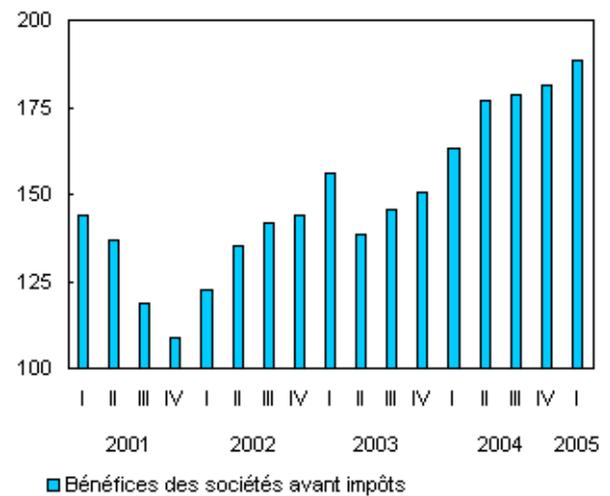


### Meilleure position de prêt net du secteur des sociétés

Les bénéfices des sociétés ont augmenté de 3,7 % au premier trimestre, soit à un taux sensiblement inférieur à celui de 8 % atteint aux premier et deuxième trimestres de 2004. Les sociétés minières et les banques ont déclaré des bénéfices vigoureux, tandis que ceux des fabricants de véhicules automobiles et de pièces ont été faibles. En raison des bénéfices accrus des sociétés et des dépenses considérablement réduites au titre des intérêts, des dividendes et des paiements divers, l'épargne des sociétés a atteint un niveau record dépassant le cap des 100 milliards de dollars.

### Les bénéfices des sociétés continuent de grimper

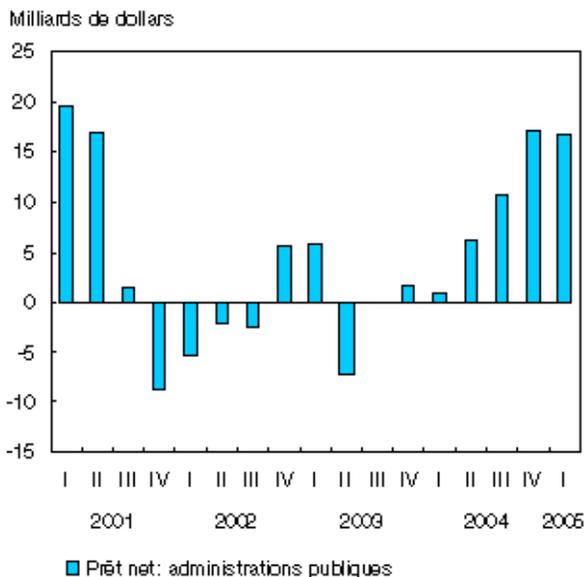
Milliards de dollars



### L'excédent des administrations publiques diminue

L'excédent du secteur des administrations publiques (sur la base de la comptabilité nationale) a légèrement reculé au premier trimestre, tout en demeurant élevé à 16,7 milliards de dollars. La croissance des recettes des administrations publiques a ralenti pour s'établir à 1,0 %, en raison, partiellement, de baisses des revenus de placement compensées par l'augmentation des impôts sur le revenu des sociétés et des particuliers. Les dépenses ont progressé plus rapidement, particulièrement celles des administrations publiques au titre des biens et services (+1,6 %) ainsi que des subventions aux produits (+9,7 %) incluant le paiement de remboursements au titre du gaz naturel en Alberta. Les transferts aux non-résidents ont augmenté de 28,4 % sous l'impulsion de l'aide apportée par les administrations publiques aux victimes du tsunami. L'augmentation des dépenses a été compensée quelque peu par la baisse des transferts gouvernementaux aux particuliers et des intérêts sur la dette publique.

### Légère diminution de l'excédent des administrations publiques

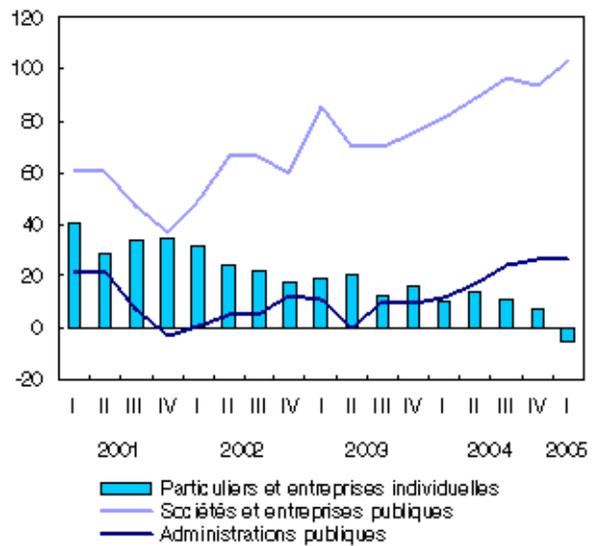


### Léger repli de l'épargne nationale

L'épargne combinée de tous les secteurs de l'économie a reculé de 0,8 % au premier trimestre après avoir augmenté de 22,2 % au troisième trimestre et de 10,0 % au quatrième trimestre. Alors que l'épargne des sociétés a augmenté, l'épargne des administrations publiques et des particuliers a diminué. Le total de l'épargne, soit les fonds pouvant servir à l'investissement, demeure bien au-delà des 100 milliards de dollars et a plus que doublé depuis le premier trimestre de 2002.

### L'épargne personnelle continue de diminuer tandis que l'épargne des sociétés bondit

Milliards de dollars enchaînés



**Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Rémunération des salariés	626 652 <i>1,2</i>	633 052 <i>1,0</i>	641 204 <i>1,3</i>	647 288 <i>0,9</i>	654 312 <i>1,1</i>	660 360 <i>0,9</i>	617 753 <i>4,2</i>	643 964 <i>4,2</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	150 532 <i>3,5</i>	163 128 <i>8,4</i>	177 176 <i>8,6</i>	178 804 <i>0,9</i>	181 484 <i>1,5</i>	188 188 <i>3,7</i>	147 592 <i>8,7</i>	175 148 <i>18,7</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	11 548 <i>9,7</i>	11 836 <i>2,5</i>	11 324 <i>-4,3</i>	12 084 <i>6,7</i>	12 124 <i>0,3</i>	12 700 <i>4,8</i>	11 630 <i>0,9</i>	11 842 <i>1,8</i>
Intérêts et revenus divers de placements	50 180 <i>-3,2</i>	51 828 <i>3,3</i>	55 380 <i>6,9</i>	57 112 <i>3,1</i>	57 312 <i>0,4</i>	58 124 <i>1,4</i>	50 223 <i>6,5</i>	55 408 <i>10,3</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1 932 <i>117,6</i>	2 220 <i>14,9</i>	2 828 <i>27,4</i>	3 364 <i>19,0</i>	3 052 <i>-9,3</i>	2 172 <i>-28,8</i>	1 280 <i>49,7</i>	2 866 <i>123,9</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	78 092 <i>1,1</i>	79 276 <i>1,5</i>	80 884 <i>2,0</i>	81 704 <i>1,0</i>	82 244 <i>0,7</i>	83 472 <i>1,5</i>	77 158 <i>3,9</i>	81 027 <i>5,0</i>
Ajustement de la valeur des stocks	1 000 ...	-4 444 ...	-5 856 ...	796 ...	2 828 ...	156 ...	5 075 ...	-1 669 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	57 136 <i>0,5</i>	57 576 <i>0,8</i>	58 508 <i>1,6</i>	58 672 <i>0,3</i>	59 160 <i>0,8</i>	59 160 <i>0,0</i>	56 376 <i>4,4</i>	58 479 <i>3,7</i>
<b>Produit intérieur net au prix de base</b>	<b>977 072</b> <b><i>1,2</i></b>	<b>994 472</b> <b><i>1,8</i></b>	<b>1 021 448</b> <b><i>2,7</i></b>	<b>1 039 824</b> <b><i>1,8</i></b>	<b>1 052 516</b> <b><i>1,2</i></b>	<b>1 064 332</b> <b><i>1,1</i></b>	<b>967 087</b> <b><i>5,9</i></b>	<b>1 027 065</b> <b><i>6,2</i></b>
Impôts moins subventions, sur produits	87 648 <i>1,7</i>	87 096 <i>-0,6</i>	90 060 <i>3,4</i>	91 604 <i>1,7</i>	92 052 <i>0,5</i>	91 904 <i>-0,2</i>	85 048 <i>0,6</i>	90 203 <i>6,1</i>
Provisions pour consommation de capital	166 364 <i>1,0</i>	168 948 <i>1,6</i>	171 540 <i>1,5</i>	173 552 <i>1,2</i>	175 408 <i>1,1</i>	177 228 <i>1,0</i>	163 602 <i>4,9</i>	172 362 <i>5,4</i>
Divergence statistique	1 296 ...	1 864 ...	1 220 ...	504 ...	-1 368 ...	-2 164 ...	454 ...	555 ...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 232 380</b> <b><i>1,3</i></b>	<b>1 252 380</b> <b><i>1,6</i></b>	<b>1 284 268</b> <b><i>2,5</i></b>	<b>1 305 484</b> <b><i>1,7</i></b>	<b>1 318 608</b> <b><i>1,0</i></b>	<b>1 331 300</b> <b><i>1,0</i></b>	<b>1 216 191</b> <b><i>5,4</i></b>	<b>1 290 185</b> <b><i>6,1</i></b>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

**Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	694 048	708 200	717 384	724 980	734 376	748 496	687 791	721 235
	<i>0,0</i>	<i>2,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,9</i>	<i>4,8</i>	<i>4,9</i>
Biens durables	91 332	93 688	94 412	95 236	96 964	99 840	93 600	95 075
	<i>-4,5</i>	<i>2,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,8</i>	<i>3,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>
Biens semi-durables	58 988	60 616	61 188	62 116	62 140	63 968	58 642	61 515
	<i>0,4</i>	<i>2,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>0,0</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>	<i>4,9</i>
Biens non durables	169 076	173 088	176 340	178 728	182 132	185 428	168 502	177 572
	<i>-0,1</i>	<i>2,4</i>	<i>1,9</i>	<i>1,4</i>	<i>1,9</i>	<i>1,8</i>	<i>6,4</i>	<i>5,4</i>
Services	374 652	380 808	385 444	388 900	393 140	399 260	367 047	387 073
	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>5,3</i>	<i>5,5</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	241 596	244 564	248 040	249 356	252 176	256 600	236 631	248 534
	<i>1,7</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>1,8</i>	<i>5,7</i>	<i>5,0</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	31 424	32 596	33 116	33 272	33 380	33 728	30 953	33 091
	<i>1,6</i>	<i>3,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>1,0</i>	<i>4,1</i>	<i>6,9</i>
Investissements des administrations publiques en stocks	36	-76	260	156	-256	36	15	21
Formation brute de capital fixe des entreprises	214 156	218 556	224 716	228 744	231 452	236 808	207 120	225 867
	<i>1,9</i>	<i>2,1</i>	<i>2,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>2,3</i>	<i>5,8</i>	<i>9,1</i>
Bâtiments résidentiels	77 196	79 820	83 016	84 876	86 516	87 020	72 971	83 557
	<i>3,5</i>	<i>3,4</i>	<i>4,0</i>	<i>2,2</i>	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>11,0</i>	<i>14,5</i>
Ouvrages non résidentiels	55 508	55 576	56 652	57 828	58 500	59 736	53 883	57 139
	<i>1,8</i>	<i>0,1</i>	<i>1,9</i>	<i>2,1</i>	<i>1,2</i>	<i>2,1</i>	<i>7,8</i>	<i>6,0</i>
Machines et matériel	81 452	83 160	85 048	86 040	86 436	90 052	80 266	85 171
	<i>0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>2,3</i>	<i>1,2</i>	<i>0,5</i>	<i>4,2</i>	<i>0,1</i>	<i>6,1</i>
Investissement des entreprises en stocks	5 760	-764	-1 276	13 636	19 436	12 780	7 239	7 758
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	3 940	-1 968	-2 708	12 088	17 636	11 760	6 018	6 262
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricultures	1 820	1 204	1 432	1 548	1 800	1 020	1 221	1 496
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	456 928	466 872	507 364	505 948	490 136	495 900	461 266	492 580
	<i>1,2</i>	<i>2,2</i>	<i>8,7</i>	<i>-0,3</i>	<i>-3,1</i>	<i>1,2</i>	<i>-3,5</i>	<i>6,8</i>
Biens	394 604	404 808	443 740	442 276	425 736	430 648	400 176	429 140
	<i>0,9</i>	<i>2,6</i>	<i>9,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>-3,7</i>	<i>1,2</i>	<i>-3,4</i>	<i>7,2</i>
Services	62 324	62 064	63 624	63 672	64 400	65 252	61 090	63 440
	<i>3,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>2,5</i>	<i>0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>-4,6</i>	<i>3,8</i>
Moins: Importations de biens et services	410 272	415 708	444 116	450 100	443 460	455 208	414 370	438 346
	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>6,8</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,6</i>	<i>-3,1</i>	<i>5,8</i>
Biens	336 228	340 772	367 712	375 832	368 000	377 928	342 611	363 079
	<i>1,5</i>	<i>1,4</i>	<i>7,9</i>	<i>2,2</i>	<i>-2,1</i>	<i>2,7</i>	<i>-4,0</i>	<i>6,0</i>
Services	74 044	74 936	76 404	74 268	75 460	77 280	71 759	75 267
	<i>2,6</i>	<i>1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>-2,8</i>	<i>1,6</i>	<i>2,4</i>	<i>1,2</i>	<i>4,9</i>
Divergence statistique	-1 296	-1 860	-1 220	-508	1 368	2 160	-454	-555
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 232 380</b>	<b>1 252 380</b>	<b>1 284 268</b>	<b>1 305 484</b>	<b>1 318 608</b>	<b>1 331 300</b>	<b>1 216 191</b>	<b>1 290 185</b>
	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>2,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>5,4</i>	<i>6,1</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 181 224</i>	<i>1 203 916</i>	<i>1 223 256</i>	<i>1 236 352</i>	<i>1 251 384</i>	<i>1 275 632</i>	<i>1 162 495</i>	<i>1 228 727</i>
	<i>0,8</i>	<i>1,9</i>	<i>1,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>1,9</i>	<i>5,1</i>	<i>5,7</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

**Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	624 446	633 820	637 204	642 702	648 794	658 810	619 401	640 630
	<i>0,1</i>	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>3,1</i>	<i>3,4</i>
Biens durables	93 590	96 473	97 320	98 552	100 130	102 848	95 189	98 119
	<i>-4,2</i>	<i>3,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>2,7</i>	<i>2,1</i>	<i>3,1</i>
Biens semi-durables	56 642	58 512	59 140	60 337	60 344	61 905	56 474	59 583
	<i>-0,3</i>	<i>3,3</i>	<i>1,1</i>	<i>2,0</i>	<i>0,0</i>	<i>2,6</i>	<i>3,4</i>	<i>5,5</i>
Biens non durables	140 994	142 733	142 697	143 747	145 154	147 405	140 349	143 583
	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>1,6</i>	<i>2,3</i>	<i>2,3</i>
Services	333 751	336 948	339 036	341 202	344 352	348 096	328 208	340 385
	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>3,7</i>	<i>3,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	206 711	208 019	209 664	210 713	211 801	213 453	204 593	210 049
	<i>1,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	30 842	31 743	31 635	31 614	31 894	32 284	30 237	31 722
	<i>2,0</i>	<i>2,9</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>4,5</i>	<i>4,9</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	32	-68	224	136	-216	32	14	19
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	202 282	204 552	205 996	209 654	213 796	217 519	195 047	208 500
	<i>2,0</i>	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>2,0</i>	<i>1,7</i>	<i>6,2</i>	<i>6,9</i>
Bâtiments résidentiels	63 697	65 048	66 017	67 165	68 019	67 736	61 436	66 562
	<i>2,0</i>	<i>2,1</i>	<i>1,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>6,2</i>	<i>8,3</i>
Ouvrages non résidentiels	48 499	47 785	47 815	48 018	48 124	49 007	47 534	47 936
	<i>0,8</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>1,8</i>	<i>5,7</i>	<i>0,8</i>
Machines et matériel	89 579	91 328	91 675	94 175	97 838	101 599	85 415	93 754
	<i>2,8</i>	<i>2,0</i>	<i>0,4</i>	<i>2,7</i>	<i>3,9</i>	<i>3,8</i>	<i>6,4</i>	<i>9,8</i>
Investissement des entreprises en stocks	9 798	4 021	2 118	17 308	22 619	15 777	11 052	11 517
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	5 773	834	-610	14 331	19 281	13 036	7 327	8 459
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricultures	3 745	2 881	2 369	2 285	2 555	2 014	3 438	2 523
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	448 909	449 268	469 204	465 940	462 289	469 010	439 784	461 675
	<i>3,3</i>	<i>0,1</i>	<i>4,4</i>	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,5</i>	<i>-2,1</i>	<i>5,0</i>
Biens	391 148	392 184	411 461	408 164	404 037	409 979	383 414	403 962
	<i>3,4</i>	<i>0,3</i>	<i>4,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,8</i>	<i>5,4</i>
Services	57 876	57 240	57 967	57 991	58 439	59 224	56 495	57 909
	<i>2,8</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>1,3</i>	<i>-4,0</i>	<i>2,5</i>
Moins: Importations de biens et services	420 981	422 115	433 860	446 727	455 772	467 394	406 664	439 619
	<i>4,9</i>	<i>0,3</i>	<i>2,8</i>	<i>3,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,5</i>	<i>4,1</i>	<i>8,1</i>
Biens	354 869	355 794	367 858	381 683	387 869	398 264	344 797	373 301
	<i>4,9</i>	<i>0,3</i>	<i>3,4</i>	<i>3,8</i>	<i>1,6</i>	<i>2,7</i>	<i>3,6</i>	<i>8,3</i>
Services	65 731	65 934	65 924	65 358	68 008	69 312	61 787	66 306
	<i>4,6</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>4,1</i>	<i>1,9</i>	<i>6,4</i>	<i>7,3</i>
Divergence statistique	-1 157	-1 645	-1 065	-440	1 180	1 856	-405	-493
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 100 645</b>	<b>1 107 771</b>	<b>1 121 455</b>	<b>1 131 229</b>	<b>1 137 256</b>	<b>1 143 801</b>	<b>1 092 388</b>	<b>1 124 428</b>
	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>2,0</i>	<i>2,9</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 063 642</i>	<i>1 077 392</i>	<i>1 083 788</i>	<i>1 093 886</i>	<i>1 105 353</i>	<i>1 121 022</i>	<i>1 048 895</i>	<i>1 090 105</i>
	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>3,6</i>	<i>3,9</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

2 Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilisent des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

**Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre au taux annuel, dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,3	6,1	2,2	3,5	3,8	6,3	3,1	3,4
Biens durables	-15,8	12,9	3,6	5,2	6,6	11,3	2,1	3,1
Biens semi-durables	-1,1	13,9	4,4	8,3	0,0	10,8	3,4	5,5
Biens non durables	2,0	5,0	-0,1	3,0	4,0	6,3	2,3	2,3
Services	4,2	3,9	2,5	2,6	3,7	4,4	3,7	3,7
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	5,0	2,6	3,2	2,0	2,1	3,2	2,9	2,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	8,0	12,2	-1,4	-0,3	3,6	5,0	4,5	4,9
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	32	-100	292	-88	-352	248	54	5
Formation brute de capital fixe des entreprises	8,2	4,6	2,9	7,3	8,1	7,1	6,2	6,9
Bâtiments résidentiels	8,2	8,8	6,1	7,1	5,2	-1,7	6,2	8,3
Ouvrages non résidentiels	3,3	-5,8	0,3	1,7	0,9	7,5	5,7	0,8
Machines et matériel	11,8	8,0	1,5	11,4	16,5	16,3	6,4	9,8
Investissement des entreprises en stocks[2]	7 573	-5 777	-1 903	15 190	5 311	-6 842	9 252	464
Non agricoles[2]	7 910	-4 939	-1 444	14 941	4 950	-6 245	4 936	1 132
Agricultures[2]	-589	-864	-512	-84	270	-541	4 193	-916
Exportations de biens et services	13,8	0,3	19,0	-2,8	-3,1	5,9	-2,1	5,0
Biens	14,1	1,1	21,2	-3,2	-4,0	6,0	-1,8	5,4
Services	11,7	-4,3	5,2	0,2	3,1	5,5	-4,0	2,5
Moins: Importations de biens et services	20,9	1,1	11,6	12,4	8,3	10,6	4,1	8,1
Biens	21,2	1,0	14,3	15,9	6,6	11,2	3,6	8,3
Services	19,8	1,2	-0,1	-3,4	17,2	7,9	6,4	7,3
Divergence statistique[2]	-271	-488	580	625	1 620	676	222	-88
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>3,6</b>	<b>2,6</b>	<b>5,0</b>	<b>3,5</b>	<b>2,1</b>	<b>2,3</b>	<b>2,0</b>	<b>2,9</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>2,8</i>	<i>5,3</i>	<i>2,4</i>	<i>3,8</i>	<i>4,3</i>	<i>5,8</i>	<i>3,6</i>	<i>3,9</i>

1 Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2 Variation en millions de dollars, au taux annuel.

**Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,040	0,844	0,301	0,481	0,526	0,860	1,769	1,933
Biens durables	-0,329	0,227	0,065	0,093	0,117	0,199	0,164	0,232
Biens semi-durables	-0,013	0,157	0,052	0,096	0,001	0,122	0,164	0,262
Biens non durables	0,069	0,169	-0,003	0,101	0,134	0,214	0,314	0,320
Services	0,313	0,291	0,188	0,191	0,275	0,324	1,126	1,118
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,240	0,124	0,154	0,096	0,099	0,150	0,564	0,521
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,049	0,074	-0,009	-0,002	0,022	0,031	0,118	0,126
Investissement des administrations publiques en stocks	0,003	-0,009	0,027	-0,008	-0,031	0,022	0,005	0,000
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,344	0,195	0,124	0,310	0,344	0,306	1,033	1,174
Bâtiments résidentiels	0,122	0,133	0,096	0,112	0,083	-0,027	0,356	0,509
Ouvrages non résidentiels	0,037	-0,067	0,003	0,019	0,010	0,081	0,247	0,039
Machines et matériel	0,185	0,128	0,025	0,179	0,252	0,252	0,430	0,627
Investissement des entreprises en stocks	0,630	-0,476	-0,155	1,228	0,414	-0,535	0,815	-0,009
Non agricoles	0,676	-0,416	-0,120	1,234	0,397	-0,503	0,452	0,065
Agricultures	-0,045	-0,060	-0,035	-0,006	0,017	-0,032	0,363	-0,073
Exportations de biens et services	1,200	0,030	1,677	-0,274	-0,299	0,539	-0,848	1,901
Biens	1,062	0,085	1,614	-0,276	-0,337	0,473	-0,633	1,774
Services	0,139	-0,056	0,063	0,002	0,038	0,065	-0,214	0,127
Moins: Importations de biens et services	1,585	0,090	0,936	1,014	0,685	0,856	1,460	2,707
Biens	1,315	0,071	0,937	1,065	0,457	0,747	1,084	2,284
Services	0,271	0,019	-0,001	-0,050	0,227	0,110	0,376	0,423
Divergence statistique	-0,025	-0,044	0,052	0,056	0,143	0,059	0,020	-0,007
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>0,897</b>	<b>0,647</b>	<b>1,235</b>	<b>0,872</b>	<b>0,533</b>	<b>0,576</b>	<b>2,017</b>	<b>2,933</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>0,673</i>	<i>1,237</i>	<i>0,570</i>	<i>0,885</i>	<i>0,991</i>	<i>1,346</i>	<i>3,484</i>	<i>3,753</i>

1 Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de croissance du PIB.

**Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	111,1 <i>-0,1</i>	111,7 <i>0,5</i>	112,6 <i>0,8</i>	112,8 <i>0,2</i>	113,2 <i>0,4</i>	113,6 <i>0,4</i>	111,0 <i>1,6</i>	112,6 <i>1,4</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	116,9 <i>0,5</i>	117,6 <i>0,6</i>	118,3 <i>0,6</i>	118,3 <i>0,0</i>	119,1 <i>0,7</i>	120,2 <i>0,9</i>	115,7 <i>2,7</i>	118,3 <i>2,3</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	101,9 <i>-0,3</i>	102,7 <i>0,8</i>	104,7 <i>1,9</i>	105,2 <i>0,5</i>	104,7 <i>-0,5</i>	104,5 <i>-0,2</i>	102,4 <i>-0,4</i>	104,3 <i>1,9</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	105,9 <i>-0,1</i>	106,8 <i>0,8</i>	109,1 <i>2,2</i>	109,1 <i>0,0</i>	108,3 <i>-0,7</i>	108,9 <i>0,6</i>	106,2 <i>-0,4</i>	108,3 <i>2,0</i>
Exportations de biens et services	101,8 <i>-2,0</i>	103,9 <i>2,1</i>	108,1 <i>4,0</i>	108,6 <i>0,5</i>	106,0 <i>-2,4</i>	105,7 <i>-0,3</i>	104,9 <i>-1,4</i>	106,7 <i>1,7</i>
Moins: Importations de biens et services	97,5 <i>-3,0</i>	98,5 <i>1,0</i>	102,4 <i>4,0</i>	100,8 <i>-1,6</i>	97,3 <i>-3,5</i>	97,4 <i>0,1</i>	102,0 <i>-6,9</i>	99,8 <i>-2,2</i>
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>112,0</b> <b><i>0,4</i></b>	<b>113,1</b> <b><i>1,0</i></b>	<b>114,5</b> <b><i>1,2</i></b>	<b>115,4</b> <b><i>0,8</i></b>	<b>115,9</b> <b><i>0,4</i></b>	<b>116,4</b> <b><i>0,4</i></b>	<b>111,4</b> <b><i>3,3</i></b>	<b>114,7</b> <b><i>3,0</i></b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>111,1</i> <i>0,1</i>	<i>111,7</i> <i>0,5</i>	<i>112,9</i> <i>1,1</i>	<i>113,0</i> <i>0,1</i>	<i>113,2</i> <i>0,2</i>	<i>113,8</i> <i>0,5</i>	<i>110,8</i> <i>1,4</i>	<i>112,7</i> <i>1,7</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.



d'établissements. Les usines de papier journal (+2,9 %) ont repris une partie du terrain perdu en janvier et en février.

Stimulée par les brasseries et les vineries, la fabrication de boissons a grimpé de 3,6 %. La fabrication de meubles et de produits connexes a augmenté de 2,2 % grâce, entre autres, à la hausse de la production de meubles de bureau. L'industrie de la production primaire d'aluminium (+4,8 %) a poursuivi la reprise de ses activités après le conflit de travail survenu au troisième trimestre de 2004.

#### L'extraction et l'exploration pétrolières fléchissent

En mars, le secteur de l'extraction minière et du pétrole et de gaz s'est contracté de 0,9 %, entraîné par le ralentissement des activités d'extraction pétrolière et gazière (-0,6 %) et de soutien (-7,3 %). Suite à divers problèmes ayant contrarié les activités des producteurs de pétrole extrait des sables bitumineux depuis janvier, ils se sont affairés à redresser les niveaux de production.

Pour leur part, malgré un bond de 14 % du prix moyen du pétrole brut lourd sur les marchés internationaux, les activités d'exploration ont été entravées par une température trop clémente. La réduction de la production de pétrole s'est également soldée par un recul de 0,7 % du transport de pétrole brut par oléoduc. La distribution de gaz naturel a enregistré une hausse de 3,1 %.

La production des mines métalliques a chuté de 4,1 %, en dépit d'une hausse de 5,3 % de la production des mines d'or et d'argent, l'extraction de cuivre, de nickel, de plomb et de zinc ayant dégringolé de 10 %, notamment en raison de la fermeture de mines. La production de minerais non métalliques a fait un bond de 6,7 %, qui a plus que contrebalancé le repli des mines métalliques.

#### Le secteur de la construction recule pour un troisième mois consécutif

Le secteur de la construction a fléchi de 0,3 % en mars. La construction résidentielle a subi sa troisième baisse consécutive (-1,4 %), la plus marquée, retournant ainsi presque au niveau moyen de 2004. La croissance des activités de construction d'appartements en mars n'a pas suffi à neutraliser le repli de la construction de maisons individuelles et de maisons jumelées. Les mises en chantier en région urbaine ont grimpé en Colombie-Britannique et dans les Prairies, tandis que l'Ontario, le Québec et la région de l'Atlantique ont tous accusé un recul.

#### Le secteur de la construction résidentielle se replie

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



La construction de bâtiments non résidentiels a légèrement progressé (+0,1 %) en mars. La hausse dans la construction d'immeubles commerciaux a à peine compensé les baisses d'activité dans la construction d'édifices institutionnels et industriels. Les travaux de génie, les réparations et les autres travaux de construction, en hausse de 0,5 %, ont permis de contenir le mouvement général de déclin dans ce secteur.

#### Le commerce de gros poursuit sa montée

Le commerce de gros a progressé de 0,8 % en mars. Les plus fortes hausses ont été enregistrées par les grossistes de machines et de fournitures électroniques, ainsi que d'articles personnels et ménagers. En revanche, les grossistes de pièces et d'accessoires de véhicules automobiles, de produits agricoles et de produits divers ont signalé des baisses.

Le commerce de détail a reculé de 0,2 % en mars suite à de fortes progressions en janvier et février. Les magasins d'alimentation et de boissons ont affiché les plus fortes hausses, tandis que les magasins liés à l'automobile et les magasins de vêtements et d'accessoires ont enregistré les baisses les plus importantes.

#### Autres secteurs

En mars, la faiblesse économique a provoqué un ralentissement des activités de transport ferroviaire (-0,8 %) et de camionnage (-1,8 %). La contraction du secteur des services d'enseignement a été largement attribuable à la grève des étudiants au Québec.

### Profil des industries, premier trimestre de 2005

L'économie a progressé de 0,5 % au premier trimestre de 2005, la croissance s'étant concentrée en janvier et en février. Cette expansion s'est surtout fait sentir dans les industries de services (+0,9 %), les industries productrices de biens ayant fléchi de 0,1 %.

Stimulé par la forte demande d'articles personnels et ménagers de même que de machines et de fournitures électroniques, le commerce de gros a grimpé de 2,1 %. Les ventes en gros de pièces et d'accessoires automobiles ont cependant diminué.

Les détaillants ont intensifié leurs activités de 2,0 %, et presque toutes les catégories de magasin ont affiché des hausses. La fin de la grève des employés de la Société des alcools du Québec ainsi que la popularité croissante des bons-cadeaux ont donné un élan à ce secteur au premier trimestre. Les progressions les plus fortes ont été observées dans les magasins d'alimentation et de boissons, les magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques, et les magasins de marchandises diverses, qui incluent les grands magasins.

Le secteur des finances, des assurances, de l'immobilier et de la location a progressé de 1,0 %. L'activité des banques et des autres établissements d'intermédiation financière par dépôts s'est accrue de 1,2 %. La hausse du volume des opérations sur les marchés boursiers canadiens a contribué à l'augmentation de 3,5 % de la production des courtiers en valeurs mobilières. Le raffermissement du marché de la vente de maisons au premier trimestre de 2005 s'est traduit par une progression des activités des agents et courtiers immobiliers (+2,9 %).

La production industrielle (celle des fabricants, des mines et des services publics) a diminué de 0,2 %. La production du secteur de la fabrication a augmenté de 0,3 %, tout comme celle des services publics, mais ces hausses ont été plus qu'effacées par une chute de 2,1 % du secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle s'est accru de 0,9 % : les secteurs de la fabrication et de l'extraction minière ont affiché des hausses, alors que les services publics ont reculé.

La production manufacturière s'est accrue de 0,3 %, 12 des 21 grands groupes, constituant 53 % de la valeur ajoutée du secteur, ayant progressé. Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées par les fabricants de machines (+3,2 %), de produits informatiques et électroniques (+5,0 %), et de produits métalliques (+1,8 %). La fabrication de matériel des technologies de l'information et des communications a grimpé de 3,7 %. Les industries des produits en bois (-3,3 %), du papier (-2,3 %), des véhicules automobiles (-2,2 %) et des pièces de véhicules automobiles (-1,4 %) ont subi les baisses les plus importantes.

Le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière a fléchi de 2,1 %, surtout en raison des problèmes de production éprouvés dans les gisements de sables bitumineux, lesquels se sont traduits par une baisse de 1,7 % dans l'extraction de pétrole et de gaz. Les activités de soutien à l'extraction minière, de pétrole et de gaz (principalement le forage et le montage) ont également diminué au premier trimestre de 2005 (-8,3 %), suite au niveau élevé d'exploration pétrolière et gazière enregistré en 2004. La production du secteur de l'énergie s'est contractée de 1,3 %.

Le secteur de la construction a progressé de 0,6 % au premier trimestre de 2005. La construction résidentielle a fléchi de 0,7 %, tandis que la construction de bâtiments non résidentiels a connu une croissance de 1,2%. C'est la première fois depuis le deuxième trimestre de 2000 que le secteur de la construction résidentielle accuse une baisse trimestrielle. Les travaux de génie, les réparations et les autres activités de construction se sont eux aussi intensifiés (+1,4 %) au premier trimestre de 2005.

**Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]**

	Octobre 2004	Novembre 2004	Décembre 2004	Janvier 2005	Février 2005	Mars 2005	Mars 2004 à mars 2005
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)							%
<b>Ensemble des industries</b>	<b>1 053 466</b>	<b>1 056 742</b>	<b>1 059 060</b>	<b>1 061 238</b>	<b>1 063 100</b>	<b>1 061 948</b>	
	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<b>2,4</b>
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>331 221</b>	<b>331 987</b>	<b>332 625</b>	<b>333 007</b>	<b>331 706</b>	<b>329 789</b>	
	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,6</i>	<b>1,4</b>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	24 399	24 335	24 140	24 261	24 079	23 942	
	<i>0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,6</i>	<b>1,3</b>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	37 774	37 782	37 398	37 290	36 802	36 462	
	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,3</i>	<i>-0,9</i>	<b>-2,9</b>
Services publics	26 275	26 443	26 994	26 682	26 483	26 818	
	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>2,1</i>	<i>-1,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,3</i>	<b>8,7</b>
Construction	59 180	59 443	59 874	59 917	59 879	59 709	
	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,3</i>	<b>2,0</b>
Fabrication	183 368	183 795	184 260	185 019	184 840	183 267	
	<i>-0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,9</i>	<b>1,6</b>
<b>Industries productrices de services</b>	<b>723 370</b>	<b>725 902</b>	<b>727 592</b>	<b>729 412</b>	<b>732 706</b>	<b>733 584</b>	
	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<b>2,8</b>
Commerce de gros	66 800	67 897	68 558	68 321	69 329	69 897	
	<i>0,3</i>	<i>1,6</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,5</i>	<i>0,8</i>	<b>7,0</b>
Commerce de détail	60 685	60 542	59 747	61 099	61 854	61 727	
	<i>0,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,3</i>	<i>2,3</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,2</i>	<b>3,8</b>
Transport et entreposage	50 788	50 673	50 868	51 103	51 111	51 056	
	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<b>3,2</b>
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 153	43 441	43 663	43 820	43 892	44 014	
	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<b>3,7</b>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	211 799	212 565	213 296	213 940	214 704	215 159	
	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<b>3,3</b>
Services professionnels, scientifiques et techniques	46 550	46 535	46 534	46 581	46 676	46 805	
	<i>0,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<b>1,4</b>
Services administratifs et gestion des déchets	22 082	22 176	22 234	22 207	22 285	22 404	
	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<b>2,5</b>
Services d'enseignement	45 612	45 791	46 044	46 116	46 214	45 727	
	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-1,1</i>	<b>2,2</b>
Soins de santé et assistance sociale	62 859	62 846	62 845	62 725	62 867	63 025	
	<i>-0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<b>0,9</b>
Arts, spectacles et loisirs	9 273	9 363	9 503	9 361	9 506	9 407	
	<i>-3,2</i>	<i>1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,5</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,0</i>	<b>-2,2</b>
Hébergement et services de restauration	23 574	23 570	23 662	23 564	23 606	23 538	
	<i>-0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<b>0,8</b>
Autres services, sauf les administrations publiques	24 684	24 728	24 749	24 698	24 818	24 859	
	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<b>1,8</b>
Administrations publiques	57 084	57 450	57 614	57 653	57 702	57 886	
	<i>-0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<b>1,4</b>
<b>Autres agrégations</b>							
Production industrielle	248 096	248 663	249 071	249 296	248 223	246 626	
	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,6</i>	<b>1,3</b>
Fabrication de biens non durables	74 375	74 493	74 710	74 555	74 224	74 222	
	<i>-0,7</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,0</i>	<b>0,7</b>
Fabrication de biens durables	108 865	109 176	109 422	110 359	110 525	108 923	
	<i>-0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>-1,4</i>	<b>2,3</b>
Secteur des entreprises	896 172	898 823	900 738	902 988	904 581	903 724	
	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<b>2,6</b>
Secteur non commercial	157 526	158 150	158 554	158 488	158 755	158 462	
	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<b>1,2</b>
Secteur des TIC, total	62 017	62 693	62 179	62 838	62 825	64 099	
	<i>-0,2</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>2,0</i>	<b>7,5</b>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

**Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)								
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>320 947</b>	<b>323 019</b>	<b>327 179</b>	<b>331 243</b>	<b>331 944</b>	<b>331 501</b>	<b>317 208</b>	<b>328 346</b>
	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,7</i>	<i>3,5</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 011	23 537	23 763	24 256	24 291	24 094	22 842	23 962
	<i>0,6</i>	<i>2,3</i>	<i>1,0</i>	<i>2,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>7,6</i>	<i>4,9</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	37 662	37 717	38 113	37 874	37 651	36 851	36 797	37 839
	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>-2,1</i>	<i>3,9</i>	<i>2,8</i>
Services publics	25 406	25 636	25 412	25 951	26 571	26 661	25 818	25 892
	<i>-0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>2,1</i>	<i>2,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-2,3</i>	<i>0,3</i>
Construction	57 520	58 167	58 314	58 810	59 499	59 835	56 273	58 698
	<i>1,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>0,6</i>	<i>4,4</i>	<i>4,3</i>
Fabrication	176 482	177 209	180 911	184 092	183 808	184 375	174 820	181 505
	<i>2,1</i>	<i>0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>3,8</i>
<b>Industries productrices de services</b>	<b>704 532</b>	<b>708 786</b>	<b>715 853</b>	<b>721 276</b>	<b>725 621</b>	<b>731 901</b>	<b>697 886</b>	<b>717 884</b>
	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>2,5</i>	<i>2,9</i>
Commerce de gros	64 099	63 722	65 490	66 646	67 752	69 182	61 941	65 902
	<i>5,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,8</i>	<i>1,8</i>	<i>1,7</i>	<i>2,1</i>	<i>5,6</i>	<i>6,4</i>
Commerce de détail	57 419	58 581	58 896	59 796	60 325	61 560	57 126	59 399
	<i>-0,9</i>	<i>2,0</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>0,9</i>	<i>2,0</i>	<i>2,8</i>	<i>4,0</i>
Transport et entreposage	48 697	49 030	50 166	50 412	50 776	51 090	47 954	50 096
	<i>2,5</i>	<i>0,7</i>	<i>2,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>4,5</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	41 948	42 183	42 897	43 105	43 419	43 909	42 354	42 901
	<i>-1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>1,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>2,3</i>	<i>1,3</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	205 194	207 360	209 617	210 744	212 553	214 601	203 060	210 069
	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>2,2</i>	<i>3,5</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	45 515	45 942	46 336	46 391	46 540	46 687	45 391	46 302
	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>3,1</i>	<i>2,0</i>
Services administratifs et gestion des déchets	21 664	21 799	21 981	22 033	22 164	22 299	21 531	21 994
	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>3,9</i>	<i>2,2</i>
Services d'enseignement	44 828	44 662	45 270	45 453	45 816	46 019	44 854	45 300
	<i>0,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>
Soins de santé et assistance sociale	62 283	62 468	62 165	62 996	62 850	62 872	61 755	62 620
	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>3,9</i>	<i>1,4</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 549	9 594	9 558	9 674	9 380	9 425	9 508	9 552
	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>-3,0</i>	<i>0,5</i>	<i>3,8</i>	<i>0,5</i>
Hébergement et services de restauration	23 319	23 239	23 282	23 408	23 602	23 569	22 909	23 383
	<i>2,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,7</i>	<i>2,1</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	24 359	24 421	24 519	24 562	24 720	24 792	24 184	24 556
	<i>0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>
Administrations publiques	56 857	57 010	57 134	57 568	57 383	57 747	56 438	57 274
	<i>0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>2,9</i>	<i>1,5</i>
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	240 806	241 773	245 503	248 581	248 610	248 048	238 435	246 117
	<i>1,4</i>	<i>0,4</i>	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>3,2</i>
Fabrication de biens non durables	72 901	73 228	74 026	74 865	74 526	74 334	72 913	74 161
	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,7</i>
Fabrication de biens durables	103 385	103 783	106 724	109 086	109 154	109 936	101 679	107 187
	<i>2,6</i>	<i>0,4</i>	<i>2,8</i>	<i>2,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,2</i>	<i>5,4</i>
Secteur des entreprises	868 142	874 414	885 457	893 662	898 578	903 764	858 512	888 028
	<i>1,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>2,2</i>	<i>3,4</i>
Secteur non commercial	156 343	156 411	156 656	158 006	158 077	158 568	155 550	157 287
	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>2,2</i>	<i>1,1</i>
Secteur des TIC, total	58 853	59 489	60 100	62 059	62 296	63 254	57 076	60 986
	<i>3,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>3,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,5</i>	<i>3,8</i>	<i>6,9</i>

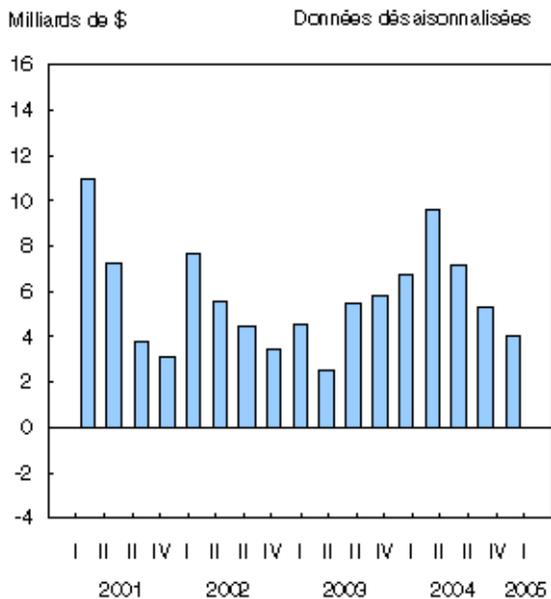
1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

## Balance des paiements internationaux

Premier trimestre de 2005

L'excédent du **compte courant** du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a chuté de 1,3 milliard de dollars au premier trimestre de 2005 pour s'établir à 4,0 milliards, soit son plus bas niveau depuis le deuxième trimestre de 2003. L'augmentation des importations de marchandises explique cette troisième baisse consécutive de l'excédent du compte courant.

### Le surplus du compte courant en baisse pour un troisième trimestre de suite



Pour le compte capital et financier (non désaisonnalisé), la croissance de l'actif international du Canada a surpassé celle du passif international pour un sixième trimestre consécutif. Il y a eu une augmentation modérée à la fois de l'actif et du passif des investissements directs, concurremment avec une croissance continue des avoirs canadiens d'obligations étrangères.

### Compte courant

#### Autre recul de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent au chapitre du commerce des biens a chuté de 1,3 milliard de dollars pour s'établir à 13,2 milliards au premier trimestre. Les importations ont augmenté de 2,5 milliards de dollars au cours du trimestre, tandis que les exportations ont repris après une baisse marquée au quatrième trimestre.

Il s'agit de la troisième baisse consécutive de l'excédent au chapitre des biens. Depuis le deuxième trimestre de 2004, le surplus au chapitre des biens a rétréci de près de 6 milliards de dollars.

Pour ce qui est des importations, les plus fortes augmentations ont été enregistrées dans les produits de machines et équipement et dans les biens industriels. Les importations de voitures particulières et de camions ont également augmenté mais cette hausse a été partiellement contrebalancée par de plus faibles importations des pièces de véhicules automobiles.

Les exportations ont progressé de 1,2 milliard de dollars, avec l'augmentation la plus prononcée dans les biens industriels. Pour le troisième trimestre consécutif, les exportations de produits automobiles ont diminué. Les exportations de produits du pétrole brut ont également beaucoup diminué en raison de la baisse des prix.

#### Note aux lecteurs

##### Nouvelle série sur les instruments du marché monétaire étranger

La couverture des investissements de portefeuille canadiens dans les titres étrangers (actif du Canada) a été élargie et elle comprend maintenant les instruments du marché monétaire étranger. La nouvelle série pour ces opérations commence au premier trimestre de 2002. Ces opérations étaient incluses précédemment à l'actif sous Autres investissements, et ils restent dans cette catégorie pour les périodes antérieures au premier trimestre de 2002.

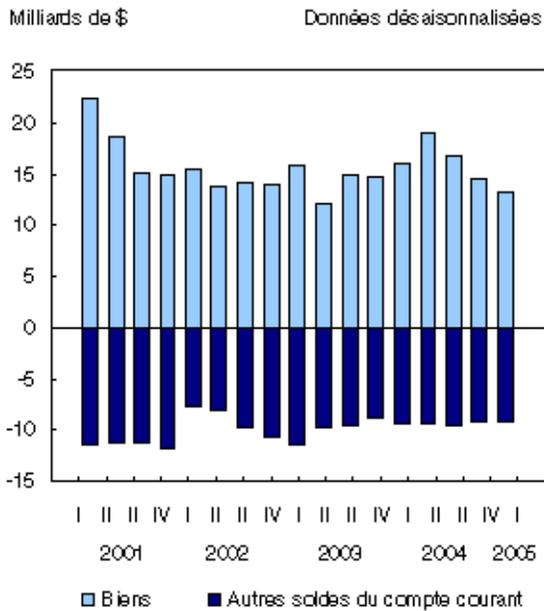
La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le **compte courant** et le **compte capital et financier**.

Le **compte courant** couvre les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements, et les transferts courants. Les transactions telles les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

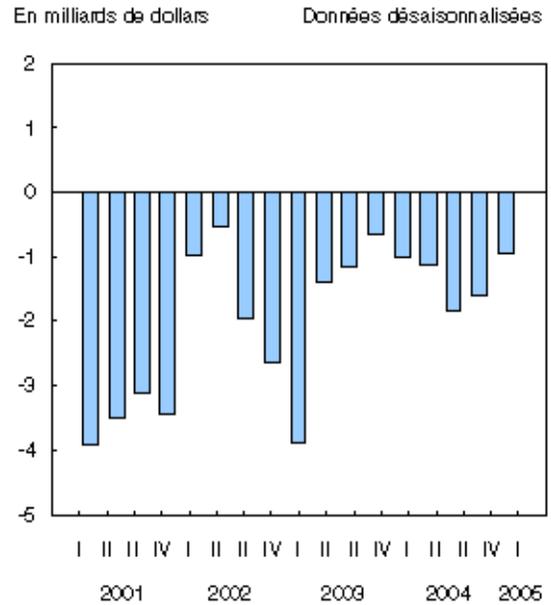
Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif du Canada), soit à des étrangers (passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

### Le surplus des biens poursuit sa descente



### Plus petit déficit sur les profits sur l'investissements directs



### Baisse des profits sur les investissements directs

Le déficit au chapitre du revenu de placements a diminué de 0,4 milliard de dollars pour s'établir à 5,7 milliards. Il s'agit de la deuxième fois seulement en 11 ans que le déficit au chapitre du revenu de placements est inférieur à 6,0 milliards de dollars.

Les profits réalisés sur les investissements directs étrangers au Canada ont reculé de 1,5 milliard de dollars au premier trimestre, et les baisses les plus prononcées se sont produites dans les secteurs de l'énergie et de la construction. Les dividendes versés sont revenus à un niveau normal après des versements élevés au quatrième trimestre.

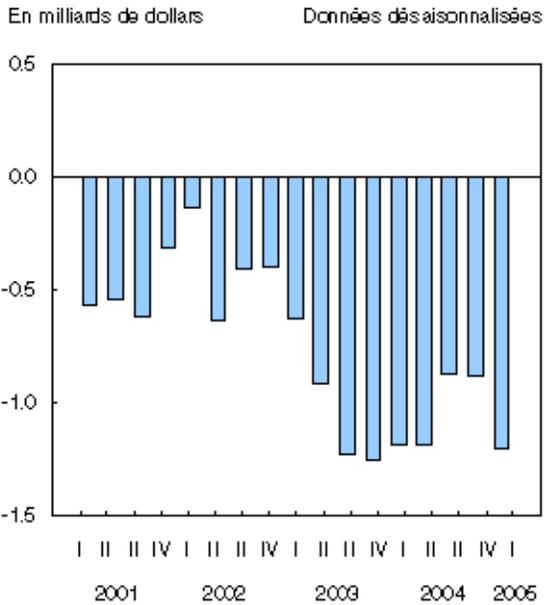
Les profits réalisés sur les investissements directs canadiens à l'étranger ont baissé de 0,8 milliard de dollars pendant le trimestre. Les dividendes gagnés sur les actions de portefeuille étrangères ont également baissé.

### Légère progression du déficit au chapitre des services

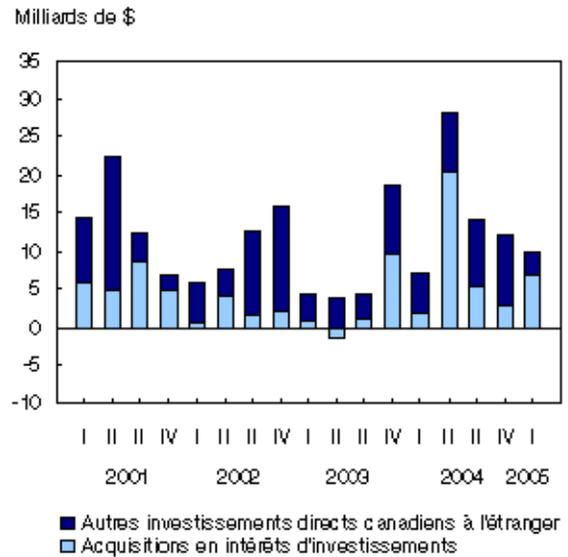
Au premier trimestre, le déficit au chapitre du commerce des services a augmenté de 0,2 milliard de dollars pour s'établir à 3,2 milliards. Les voyages ont été le seul élément principal qui a beaucoup varié.

Les paiements pour les services de voyage ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, tandis que les recettes n'ont pas varié au premier trimestre. Au cours du trimestre, un nombre record de Canadiens ont visité des pays autres que les États-Unis et le nombre de Canadiens qui ont passé au moins une nuit aux États-Unis a atteint son plus haut niveau depuis 1997.

**Le déficit des voyages s'accroît avec la hausse du nombre de voyageurs canadiens à l'étranger**



**Les acquisitions dominent les investissements directs à l'étranger<sup>1</sup>**



1. Signes renversés de la balance des paiements.

**Compte financier**

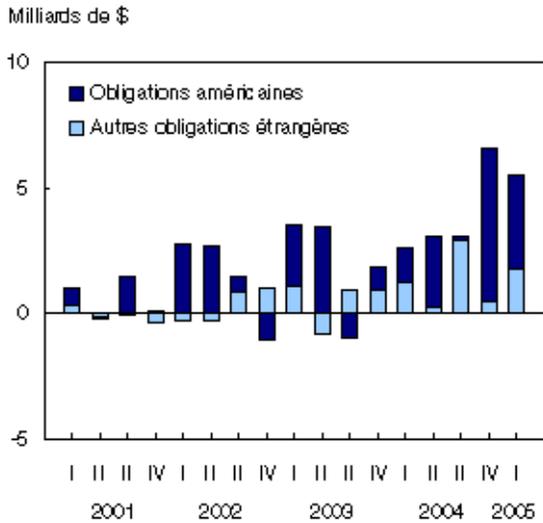
**Augmentation modérée des investissements directs à l'étranger**

Les investissements directs canadiens à l'étranger, qui se sont élevés à 10 milliards de dollars, ont encore ralenti par rapport au sommet atteint au deuxième trimestre de 2004. L'acquisition par une société canadienne d'une entreprise dans le secteur financier aux États-Unis a représenté l'investissement le plus important au cours du trimestre. Les acquisitions ont représenté les deux tiers du total des investissements trimestriels, alors que les quatre cinquièmes étaient investis aux États-Unis.

**Maintien de l'essor des investissements dans les obligations étrangères**

La demande de titres étrangers au Canada est restée vigoureuse au cours du trimestre et la plus grande partie des investissements se sont faits dans les obligations, tendance qui se poursuit depuis deux ans. Au cours du trimestre, les investisseurs canadiens ont fait l'acquisition de titres étrangers pour une valeur de 6,7 milliards de dollars, dont plus des quatre cinquièmes en obligations étrangères. Les investissements dans les titres étrangers ont été les plus élevés depuis le deuxième trimestre de 2002.

**La forte demande pour les obligations étrangères se poursuit<sup>1</sup>**



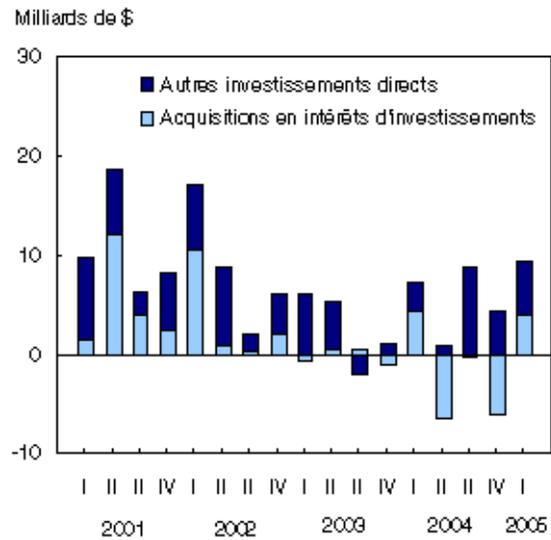
1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les investisseurs canadiens ont acheté des obligations étrangères pour une valeur de 5,5 milliards de dollars au cours du trimestre, soit 1,1 milliard de moins que leurs achats records au trimestre précédent. La moitié des achats au premier trimestre ont été faits en obligations de sociétés des États-Unis, et le reste en obligations étrangères et en obligations du Trésor américain. La poussée en achats d'obligations étrangères est attribuable en partie aux émetteurs étrangers, qui lancent de plus en plus d'obligations sur les marchés financiers canadiens. Ces obligations étrangères sont libellées en dollars canadiens.

Par ailleurs, les Canadiens ont acheté pour une valeur de 896 millions de dollars d'actions étrangères au premier trimestre. La demande canadienne d'actions étrangères a été moindre depuis cinq trimestres. La plus grande partie des investissements au cours du trimestre ont été en actions américaines (769 millions de dollars), et le reste en actions d'outre-mer (127 millions de dollars).

Les investisseurs canadiens ont également acheté au cours du premier trimestre des effets du marché monétaire étranger. Leurs achats ont totalisé 330 millions de dollars, surtout des titres d'outre-mer à court terme.

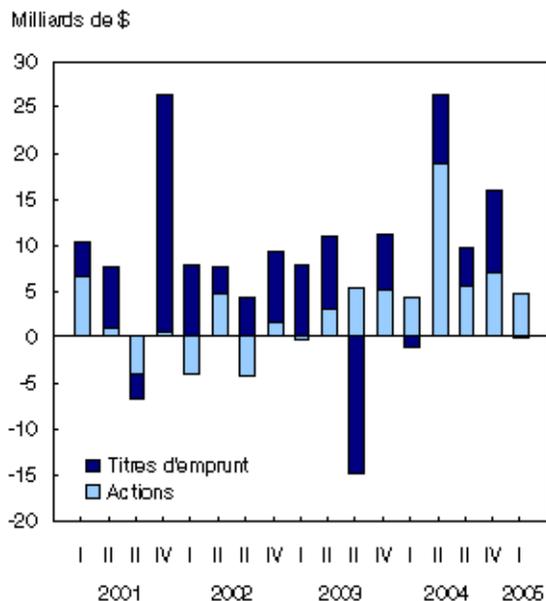
**Les investissements directs étrangers au Canada rebondissent**



**Montant record sur trois ans des investissements étrangers directs au Canada**

Les investisseurs étrangers directs ont fait leurs investissements trimestriels les plus élevés en trois ans. En effet, le montant total de 9,4 milliards de dollars au premier trimestre a été plus élevé que le total annuel des deux dernières années. Les investissements étrangers ont servi à la fois à faire des acquisitions et à augmenter le fonds de roulement. Pour le trimestre, la plupart des investissements sont venus des États-Unis (78 %), et, sur le plan sectoriel, ils ont été concentrés dans le secteur des aliments et boissons et dans celui de l'énergie et des minerais métalliques.

## Les investisseurs de portefeuille étrangers ciblent les actions canadiennes



## Les investissements étrangers dans les titres canadiens ont visé surtout les actions

Les investisseurs de portefeuille étrangers ont augmenté leurs avoirs de titres canadiens de 4,7 milliards de dollars au cours du trimestre, soit moins du tiers du montant de 16 milliards de dollars au trimestre précédent. Les investisseurs étrangers ont acheté surtout des actions, car leurs investissements dans les instruments d'emprunt ont été négligeables.

Plus de la moitié des investissements de 4,8 milliards de dollars dans les actions canadiennes au cours du trimestre ont été faits dans d'autres transactions, en raison principalement de la prise de contrôle d'une entreprise étrangère par une société canadienne. Cette transaction a été constituée en partie par un échange d'actions, c'est-à-dire que les actionnaires de l'entreprise étrangère ont reçu de nouvelles actions de trésorerie de l'acheteur canadien. Alors que le prix des actions a augmenté de près de 4 % au cours du trimestre, les autres investissements étrangers ont été faits dans des actions canadiennes en circulation (1,9 milliard de dollars), ce qui représente une baisse par rapport à la moyenne de 4,4 milliards au cours des deux trimestres précédents.

Les investissements étrangers dans les obligations canadiennes ont été relativement modestes, soit 900 millions de dollars. Les investisseurs étrangers ont acquis des obligations émises par les gouvernements provinciaux, mais ils ont vendu celles du gouvernement fédéral et leurs obligations de sociétés. Au cours des trois

trimestres précédents, les investissements étrangers en obligations se sont élevés en moyenne à 6,1 milliards de dollars.

Ce sont des investisseurs européens qui ont acquis des obligations canadiennes, tandis que les investisseurs américains ont vendu une partie de leurs avoirs. Sur le plan des devises, les investisseurs ont acheté des obligations canadiennes libellées dans d'autres devises, mais ils ont vendu celles qui sont libellées en dollars américains. Comme les non-résidents ont réduit leurs avoirs en obligations libellées en d'autres devises étrangères, la situation fut contraire à celle de 2004 où les acquisitions de 20,1 milliards de dollars se répartissaient à peu près également entre les obligations libellées en dollars américains et en dollars canadiens.

Les investisseurs étrangers ont vendu pour une valeur de 1,1 milliard de dollars d'effets à court terme canadiens. Il s'agit surtout d'effets émis par des entreprises fédérales, tandis que les investisseurs étrangers ont acheté de petits montants d'effets émis par des sociétés et le gouvernement fédéral. Les taux à court terme aux États-Unis ont poursuivi leur hausse par rapport au creux historique enregistré en janvier 2004. Comme les taux au Canada ont été relativement stables au cours de cette période, l'écart s'est rajusté pour favoriser marginalement les investissements aux États-Unis (18 points de base).

## Autres investissements

Les opérations nettes dans le compte des autres investissements ont fait l'objet d'une importante sortie de capitaux, pendant que l'actif des autres investissements augmentait plus rapidement que le passif. L'augmentation du passif s'est produite après deux trimestres de diminution.

Pour un deuxième trimestre consécutif, l'actif-dépôts a beaucoup augmenté en raison surtout des opérations entre entreprises, c'est-à-dire entre les banques canadiennes et leurs sociétés affiliées étrangères. Il y a eu aussi au cours du trimestre la plus forte augmentation des réserves internationales du Canada en cinq ans (3,4 milliards de dollars), laquelle a annulé en partie la réduction au trimestre précédent. Pour ce qui est du passif, l'augmentation est attribuable entièrement aux prêts avec convention de rachat, qui ont beaucoup augmenté.

Après une forte appréciation au cours du dernier trimestre de 2004, le dollar canadien a perdu un peu de terrain par rapport au dollar américain au cours du trimestre, puisqu'il a clôturé le premier trimestre à 82,67 cents US. Toutefois, le dollar a affiché des gains importants par rapport à la plupart des autres devises étrangères, en particulier le franc suisse, l'euro et le yen.

**Balance des paiements**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
données non désaisonnalisées, millions de dollars								
<b>Compte courant</b>								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	112 498	115 395	129 792	125 875	119 889	120 458	459 697	490 950
Biens	98 540	101 679	114 377	107 439	105 639	106 139	400 175	429 134
Services	13 958	13 716	15 415	18 436	14 250	14 319	59 522	61 816
Revenus de placements	8 465	8 469	10 004	9 841	10 072	8 630	29 999	38 385
Investissements directs	4 609	4 549	5 716	5 429	5 629	4 288	13 733	21 324
Investissements de portefeuille	2 232	2 232	2 388	2 426	2 655	2 556	9 414	9 701
Autres investissements	1 624	1 688	1 900	1 985	1 788	1 786	6 853	7 361
Transferts courants	1 758	1 998	1 683	1 644	1 946	2 187	6 614	7 272
Recettes du compte courant	122 721	125 862	141 479	137 360	131 907	131 275	496 310	536 607
<b>Paiements</b>								
Biens et services	101 516	103 804	114 596	110 101	109 065	111 488	413 523	437 566
Biens	83 850	84 764	95 853	91 319	91 140	91 842	342 608	363 076
Services	17 666	19 040	18 743	18 782	17 925	19 647	70 915	74 490
Revenus de placements	13 677	15 083	16 274	16 136	15 827	14 882	57 991	63 321
Investissements directs	5 023	6 220	7 697	7 484	7 155	5 897	22 387	28 556
Investissements de portefeuille	6 965	6 938	7 017	6 999	6 795	6 758	28 980	27 749
Autres investissements	1 690	1 925	1 560	1 653	1 877	2 227	6 625	7 016
Transferts courants	1 518	2 179	1 442	1 538	1 786	2 972	6 398	6 944
Paiements du compte courant	116 712	121 066	132 312	127 774	126 679	129 342	477 913	507 830
<b>Soldes</b>								
Biens et services	10 982	11 591	15 196	15 774	10 823	8 970	46 174	53 384
Biens	14 690	16 915	18 524	16 120	14 499	14 297	57 567	66 058
Services	-3 708	-5 324	-3 328	-346	-3 676	-5 328	-11 393	-12 674
Revenus de placements	-5 212	-6 614	-6 271	-6 295	-5 756	-6 252	-27 992	-24 935
Investissements directs	-413	-1 671	-1 981	-2 055	-1 526	-1 609	-8 654	-7 232
Investissements de portefeuille	-4 732	-4 705	-4 629	-4 572	-4 141	-4 202	-19 566	-18 048
Autres investissements	-67	-237	340	332	-89	-441	228	345
Transferts courants	239	-181	242	107	160	-785	215	328
Solde du compte courant	6 009	4 797	9 167	9 585	5 228	1 933	18 397	28 777
<b>Compte capital et financier<sup>[1]</sup></b>								
<b>Compte capital</b>	<b>923</b>	<b>933</b>	<b>1 209</b>	<b>1 118</b>	<b>1 148</b>	<b>1 067</b>	<b>3 977</b>	<b>4 407</b>
<b>Compte financier</b>	<b>-6 377</b>	<b>-6 756</b>	<b>-7 560</b>	<b>-5 024</b>	<b>-7 571</b>	<b>-12 199</b>	<b>-20 108</b>	<b>-26 912</b>
<b>Actif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-18 646	-7 173	-28 228	-14 216	-12 120	-9 957	-30 058	-61 737
Investissements de portefeuille	-6 096	-3 348	-3 780	-5 046	-6 349	-6 734	-15 720	-18 523
Obligations étrangères	-1 877	-2 612	-3 057	-3 030	-6 563	-5 509	-7 974	-15 262
Actions étrangères	-3 250	163	-1 498	-644	387	-896	-4 438	-1 592
Effets du marché monétaire étranger	-968	-899	776	-1 372	-174	-330	-3 308	-1 669
Autres investissements	-7 060	2 729	-14 073	5 082	2 744	-15 018	-20 395	-3 518
Prêts	3 034	-611	-1 886	911	4 935	-1 846	7 586	3 349
Dépôts	-9 133	725	-7 432	7 147	-7 938	-5 925	-22 646	-7 497
Réserves internationales	1 749	-236	243	-517	3 937	-3 437	4 693	3 427
Autres actifs	-2 711	2 850	-4 998	-2 459	1 810	-3 809	-10 028	-2 797
Total de l'actif du Canada, flux nets	-31 801	-7 792	-46 080	-14 179	-15 726	-31 710	-66 173	-83 778
<b>Passif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	-129	7 221	-5 649	8 408	-1 793	9 390	8 896	8 187
Investissements de portefeuille	11 237	3 374	26 348	9 726	16 023	4 656	20 322	55 471
Obligations canadiennes	5 054	1 635	5 054	6 373	7 001	900	8 293	20 063
Actions canadiennes	5 227	4 351	18 914	5 450	7 123	4 825	13 491	35 838
Effets du marché monétaire canadien	956	-2 612	2 380	-2 097	1 900	-1 069	-1 461	-430
Autres investissements	14 316	-9 559	17 821	-8 979	-6 076	5 465	16 846	-6 792
Emprunts	4 212	1 198	4 024	-6 876	-1 414	6 210	1 422	-3 067
Dépôts	10 135	-10 519	14 714	-1 095	-3 654	-1 380	18 318	-554
Autres passifs	-31	-238	-917	-1 008	-1 008	635	-2 894	-3 171
Total du passif du Canada, flux nets	25 424	1 036	38 520	9 155	8 154	19 511	46 064	56 865
<b>Total du compte capital et financier, flux nets</b>	<b>-5 455</b>	<b>-5 824</b>	<b>-6 351</b>	<b>-3 906</b>	<b>-6 424</b>	<b>-11 132</b>	<b>-16 132</b>	<b>-22 505</b>
Divergence statistique	-554	1 027	-2 816	-5 679	1 196	9 199	-2 265	-6 272

1 Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

**Compte courant**

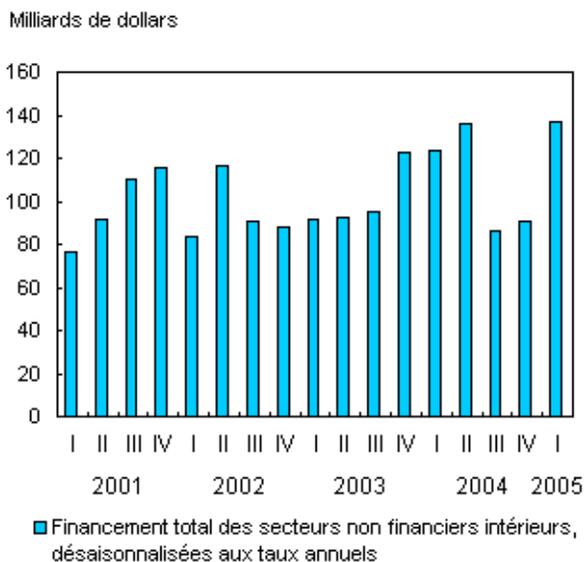
	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	113 836	116 334	126 433	126 065	122 118	123 541	459 697	490 950
Biens	98 656	101 208	110 929	110 564	106 434	107 663	400 175	429 134
Services	15 180	15 127	15 504	15 501	15 684	15 878	59 522	61 816
Voyages	3 788	3 999	4 172	4 210	4 329	4 301	14 776	16 709
Transports	2 554	2 614	2 806	2 923	2 711	2 776	9 836	11 053
Services commerciaux	8 464	8 153	8 139	7 977	8 271	8 392	33 475	32 540
Services gouvernementaux	374	361	387	392	373	408	1 434	1 513
Revenus de placements	8 295	8 771	9 874	9 786	9 954	8 960	29 999	38 385
Investissements directs	4 368	4 815	5 639	5 456	5 414	4 582	13 733	21 324
Intérêts	67	118	153	160	149	104	339	581
Bénéfices	4 301	4 697	5 486	5 295	5 265	4 477	13 394	20 743
Investissements de portefeuille	2 285	2 234	2 337	2 403	2 727	2 559	9 414	9 701
Intérêts	555	499	585	603	673	729	2 108	2 359
Dividendes	1 730	1 735	1 752	1 801	2 053	1 829	7 306	7 342
Autres investissements	1 641	1 722	1 899	1 927	1 813	1 820	6 853	7 361
Transferts courants	1 620	1 787	1 842	1 847	1 796	1 926	6 614	7 272
Privé	573	687	634	675	634	695	2 473	2 629
Officiel	1 047	1 100	1 209	1 172	1 161	1 232	4 141	4 642
<b>Total des recettes</b>	<b>123 751</b>	<b>126 892</b>	<b>138 150</b>	<b>137 698</b>	<b>133 868</b>	<b>134 427</b>	<b>496 310</b>	<b>536 607</b>
<b>Paiements</b>								
Biens et services	102 353	103 730	110 825	112 334	110 677	113 597	413 523	437 566
Biens	84 052	85 195	91 924	93 955	92 001	94 486	342 608	363 076
Services	18 301	18 535	18 901	18 380	18 675	19 111	70 915	74 490
Voyages	5 043	5 183	5 356	5 085	5 216	5 499	18 805	20 839
Transports	3 649	3 764	3 979	4 050	4 051	4 130	14 333	15 844
Services commerciaux	9 374	9 354	9 326	9 006	9 170	9 245	36 826	36 857
Services gouvernementaux	235	233	239	239	238	237	950	950
Revenus de placements	13 986	14 864	15 897	16 527	16 034	14 629	57 991	63 321
Investissements directs	5 427	6 268	7 155	7 711	7 422	5 971	22 387	28 556
Intérêts	470	559	565	569	565	565	1 898	2 259
Bénéfices	4 956	5 708	6 590	7 141	6 858	5 406	20 489	26 297
Investissements de portefeuille	6 961	6 935	7 013	7 002	6 799	6 758	28 980	27 749
Intérêts	6 182	6 161	6 232	6 209	6 014	5 972	25 850	24 616
Dividendes	779	774	781	793	785	785	3 129	3 134
Autres investissements	1 598	1 661	1 729	1 814	1 812	1 900	6 625	7 016
Transferts courants	1 591	1 615	1 775	1 669	1 884	2 208	6 398	6 944
Privé	889	918	977	957	1 004	1 025	3 474	3 855
Officiel	702	698	798	713	880	1 183	2 925	3 089
<b>Total des paiements</b>	<b>117 931</b>	<b>120 209</b>	<b>128 497</b>	<b>130 530</b>	<b>128 594</b>	<b>130 434</b>	<b>477 913</b>	<b>507 830</b>
<b>Soldes</b>								
Biens et services	11 483	12 604	15 608	13 731	11 441	9 944	46 174	53 384
Biens	14 603	16 012	19 005	16 609	14 432	13 177	57 567	66 058
Services	-3 120	-3 408	-3 397	-2 879	-2 991	-3 233	-11 393	-12 674
Voyages	-1 255	-1 184	-1 184	-875	-887	-1 198	-4 029	-4 130
Transports	-1 094	-1 151	-1 173	-1 127	-1 340	-1 354	-4 497	-4 791
Services commerciaux	-910	-1 201	-1 188	-1 029	-899	-852	-3 352	-4 317
Services gouvernementaux	139	128	148	153	135	171	484	563
Revenus de placements	-5 692	-6 093	-6 022	-6 741	-6 080	-5 669	-27 992	-24 935
Investissements directs	-1 059	-1 453	-1 516	-2 255	-2 008	-1 389	-8 654	-7 232
Intérêts	-404	-441	-412	-409	-416	-461	-1 559	-1 678
Bénéfices	-655	-1 012	-1 104	-1 846	-1 593	-929	-7 095	-5 554
Investissements de portefeuille	-4 676	-4 701	-4 676	-4 599	-4 073	-4 199	-19 566	-18 048
Intérêts	-5 628	-5 663	-5 647	-5 607	-5 340	-5 243	-23 743	-22 256
Dividendes	952	962	971	1 008	1 268	1 044	4 177	4 208
Autres investissements	43	61	170	113	1	-81	228	345
Transferts courants	29	172	67	177	-88	-281	215	328
Privé	-317	-231	-343	-282	-370	-330	-1 001	-1 226
Officiel	345	402	411	459	281	49	1 216	1 554
<b>Compte courant</b>	<b>5 820</b>	<b>6 683</b>	<b>9 653</b>	<b>7 168</b>	<b>5 274</b>	<b>3 994</b>	<b>18 397</b>	<b>28 777</b>

## Flux financiers

Premier trimestre de 2005

Le financement total des secteurs non financiers intérieurs obtenu sur les marchés de crédit représentait 137 milliards de dollars au premier trimestre de 2005 (données désaisonnalisées au taux annuel). Ce montant représente une hausse considérable par rapport à celui de 91 milliards de dollars réalisé au quatrième trimestre de 2004. Il reflète l'augmentation de la demande de crédit des ménages et la progression des besoins financiers de l'administration fédérale. Toutefois, cet accroissement a été partiellement contrebalancé par la demande réduite de fonds des sociétés. La demande globale de fonds du secteur privé a ralenti pendant le trimestre, tandis que celle du secteur public a augmenté considérablement.

### Le financement total des secteurs non financiers intérieurs augmentent



L'activité sur le marché financier durant le trimestre s'est traduite par un relâchement des conditions monétaires, accompagné d'une baisse générale des taux des obligations à long terme et de la stabilité des taux d'intérêt à court terme. Le dollar canadien, pour sa part, a affiché une vigueur soutenue, clôturant le trimestre à plus de 0,80 \$, niveau inchangé par rapport au trimestre précédent.

### Recrudescence des emprunts des ménages

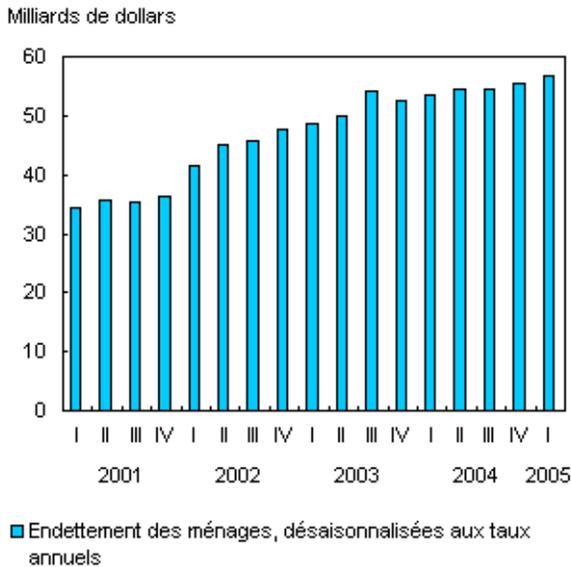
La demande de crédit à la consommation des ménages a continué d'augmenter, en raison de la reprise des dépenses de consommation, notamment à l'égard des biens durables. Malgré le ralentissement de l'investissement dans la nouvelle construction résidentielle, un marché de la revente de maisons plus vigoureux durant le trimestre a entraîné une légère hausse des emprunts hypothécaires des ménages. La dette totale des ménages (hypothèques et crédit à la consommation) a augmenté plus rapidement que le revenu personnel disponible, entraînant une augmentation du ratio d'endettement, qui est passé de 105 % au quatrième trimestre à 107 % au premier trimestre de 2005. L'amenuisement de l'épargne personnelle au cours du trimestre correspond à une réduction des actifs financiers et à une augmentation de l'emprunt.

#### Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesure l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les nouveaux tableaux présentent des données des opérations financières par secteur et illustrent le flux des fonds selon les instruments financiers. Ces tableaux montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

### L'emprunt des ménages continue d'augmenter



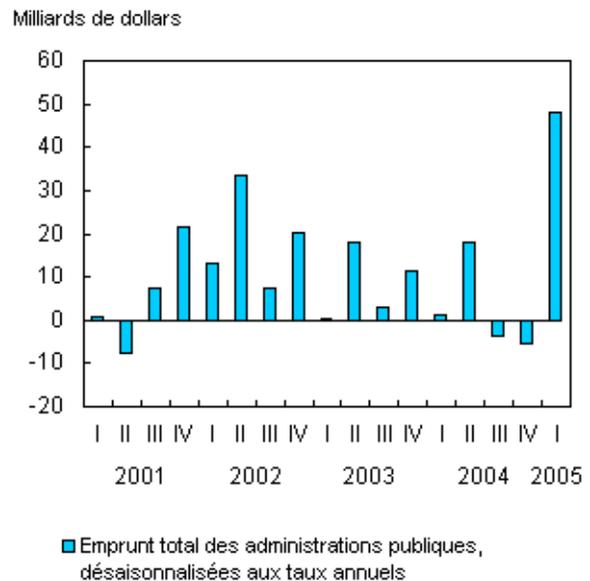
### Les sociétés continuent d'accumuler des excédents

Affichant des excédents trimestriels ininterrompus depuis cinq ans, le secteur des sociétés a continué de prêter au reste de l'économie. La demande de fonds des sociétés privées non financières ainsi que des entreprises publiques non financières s'est encore affaiblie.

### L'emprunt à court terme de l'administration fédérale est à la hausse, les provinces remboursent une partie de leur dette

L'emprunt de l'administration fédérale a fortement augmenté au cours du trimestre sous l'effet du déficit causé par des paiements plus élevés découlant du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux en faveur des provinces. La plus grande partie du financement provenait d'instruments à court terme. En revanche, le secteur des administrations provinciales a affiché un excédent trimestriel marqué. En outre, les provinces ont considérablement réduit leur dette, principalement sous forme d'effets à court terme, tout en augmentant leurs actifs financiers.

### Hausse de l'emprunt total des administrations publiques



## Tableau sommaire du marché financier

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
<b>Financement:</b>								
<b>Particuliers et entreprises individuelles</b>	<b>56 052</b>	<b>56 864</b>	<b>56 720</b>	<b>56 160</b>	<b>57 708</b>	<b>60 172</b>	<b>55 170</b>	<b>56 863</b>
Crédit à la consommation	19 484	20 020	20 528	20 416	21 068	22 128	19 528	20 508
Emprunts bancaires	2 096	900	1 648	952	912	1 064	1 177	1 103
Autres emprunts	1 516	2 472	600	804	1 412	2 412	2 685	1 322
Hypothèques	32 956	33 472	33 944	33 988	34 316	34 568	31 780	33 930
<b>Sociétés privées non financières</b>	<b>63 664</b>	<b>69 196</b>	<b>60 580</b>	<b>34 088</b>	<b>40 644</b>	<b>34 128</b>	<b>40 424</b>	<b>51 127</b>
Emprunts bancaires	-504	10 644	7 964	6 868	6 336	-1 824	-894	7 953
Autres emprunts	2 132	-980	-3 076	-7 320	-3 308	-160	-2 854	-3 671
Autres effets à court terme	-15 700	760	3 036	-3 768	9 968	12 868	-10 084	2 499
Hypothèques	5 652	5 576	6 368	6 772	7 052	6 152	5 272	6 442
Obligations	34 092	20 960	19 964	19 852	3 484	8 176	18 513	16 065
Actions	37 992	32 236	26 324	11 684	17 112	8 916	30 471	21 839
<b>Entreprises publiques non financières</b>	<b>-8 556</b>	<b>-3 672</b>	<b>556</b>	<b>8</b>	<b>-2 520</b>	<b>-5 768</b>	<b>-3 366</b>	<b>-1 407</b>
Emprunts bancaires	-588	-828	256	-132	1 384	-1 248	384	170
Autres emprunts	-524	-1 700	1 212	1 224	356	-560	1 486	273
Autres effets à court terme	-5 064	-2 684	1 092	-824	-2 220	-1 708	-1 347	-1 159
Hypothèques	-4	-8	0	-4	-4	-4	-6	-4
Obligations	-2 372	1 544	-2 008	-252	-2 032	-2 252	-3 883	-687
Actions	-4	4	4	-4	-4	4	0	0
<b>Administration fédérale</b>	<b>-12 252</b>	<b>-10 464</b>	<b>-13 516</b>	<b>-21 920</b>	<b>-28 688</b>	<b>39 124</b>	<b>-1 567</b>	<b>-18 647</b>
Emprunts bancaires	124	192	120	120	128	184	106	140
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	9 640	-5 724	3 380	-716	2 840	38 428	12 231	-55
Obligations d'épargne du Canada	-604	4	-1 128	-1 428	-3 220	-2 936	-1 290	-1 443
Autres obligations	-21 412	-4 936	-15 888	-19 896	-28 436	3 448	-12 614	-17 289
<b>Autres paliers d'administration publique</b>	<b>23 644</b>	<b>11 492</b>	<b>31 668</b>	<b>18 236</b>	<b>23 420</b>	<b>8 964</b>	<b>9 785</b>	<b>21 204</b>
Emprunts bancaires	436	-1 488	-40	-704	224	468	265	-502
Autres emprunts	536	1 508	504	1 268	1 068	1 056	630	1 087
Autres effets à court terme	17 356	-20 092	26 168	-5 828	-8 500	-14 680	-690	-2 063
Hypothèques	4	16	-24	-20	0	40	-13	-7
Obligations provinciales	5 812	29 296	2 684	22 180	28 988	20 556	8 757	20 787
Obligations municipales	-520	2 224	2 356	1 316	1 616	1 500	813	1 878
Autres obligations	20	28	20	24	24	24	23	24
<b>Financement total des secteurs non financiers intérieurs</b>	<b>122 552</b>	<b>123 416</b>	<b>136 008</b>	<b>86 572</b>	<b>90 564</b>	<b>136 620</b>	<b>100 446</b>	<b>109 140</b>
<b>Crédit à la consommation</b>	<b>19 484</b>	<b>20 020</b>	<b>20 528</b>	<b>20 416</b>	<b>21 068</b>	<b>22 128</b>	<b>19 528</b>	<b>20 508</b>
Emprunts bancaires	1 564	9 420	9 948	7 104	8 984	-1 356	1 038	8 864
Autres emprunts	3 660	1 300	-760	-4 024	-472	2 748	1 947	-989
Effets à court terme, Canada	9 640	-5 724	3 380	-716	2 840	38 428	12 231	-55
Autres effets à court terme	-3 408	-22 016	30 296	-10 420	-752	-3 520	-12 121	-723
Hypothèques	38 608	39 056	40 288	40 736	41 364	40 756	37 033	40 361
Obligations	15 016	49 120	6 000	21 796	424	28 516	10 319	19 335
Actions	37 988	32 240	26 328	11 680	17 108	8 920	30 471	21 839

## Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
Données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>941 680</b>	<b>952 876</b>	<b>966 364</b>	<b>975 424</b>	<b>986 128</b>	<b>992 432</b>	<b>930 093</b>	<b>970 198</b>
	0,9	1,2	1,4	0,9	1,1	0,6	3,4	4,3
Rémunération des salariés	626 652	633 052	641 204	647 288	654 312	660 360	617 753	643 964
	1,2	1,0	1,3	0,9	1,1	0,9	4,2	4,2
Revenu net des entreprises individuelles[1]	80 024	81 496	83 712	85 068	85 296	85 644	78 438	83 893
	2,5	1,8	2,7	1,6	0,3	0,4	4,4	7,0
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	105 052	106 216	108 576	108 452	109 756	110 736	105 051	108 250
	-1,1	1,1	2,2	-0,1	1,2	0,9	-0,9	3,0
Transferts courants en provenance des administrations publiques	126 340	128 044	129 028	130 616	132 944	131 520	125 153	130 158
	0,6	1,3	0,8	1,2	1,8	-1,1	2,9	4,0
Transferts courants en provenance des sociétés	1 320	1 320	1 312	1 304	1 284	1 392	1 225	1 305
	1,5	0,0	-0,6	-0,6	-1,5	8,4	-5,8	6,5
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 292	2 748	2 532	2 696	2 536	2 780	2 473	2 628
	-9,3	19,9	-7,9	6,5	-5,9	9,6	-1,3	6,3
<b>Dépenses</b>	<b>924 872</b>	<b>942 636</b>	<b>952 076</b>	<b>964 600</b>	<b>978 712</b>	<b>997 320</b>	<b>913 031</b>	<b>959 506</b>
	0,4	1,9	1,0	1,3	1,5	1,9	4,3	5,1
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	694 048	708 200	717 384	724 980	734 376	748 496	687 791	721 235
	0,0	2,0	1,3	1,1	1,3	1,9	4,8	4,9
Transferts courants aux administrations publiques	215 816	219 232	219 132	224 088	228 356	232 436	210 540	222 702
	1,6	1,6	-0,0	2,3	1,9	1,8	2,4	5,8
Transferts courants aux sociétés	12 340	12 488	12 776	12 696	13 008	13 284	12 074	12 742
	0,4	1,2	2,3	-0,6	2,5	2,1	10,9	5,5
Transferts courants aux non-résidents	2 668	2 716	2 784	2 836	2 972	3 104	2 626	2 827
	0,8	1,8	2,5	1,9	4,8	4,4	6,5	7,7
<b>Épargne</b>	<b>16 808</b>	<b>10 240</b>	<b>14 288</b>	<b>10 824</b>	<b>7 416</b>	<b>-4 888</b>	<b>17 062</b>	<b>10 692</b>
	40,8	-39,1	39,5	-24,2	-31,5	...	-28,8	-37,3
Revenu disponible[2]	725 864	733 644	747 232	751 336	757 772	759 996	719 553	747 496
	0,7	1,1	1,9	0,5	0,9	0,3	3,7	3,9
Taux d'épargne	2,3	1,4	1,9	1,4	1,0	-0,6	2,4	1,4
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>54 756</b>	<b>49 340</b>	<b>54 728</b>	<b>51 736</b>	<b>48 572</b>	<b>36 748</b>	<b>54 609</b>	<b>51 094</b>
	8,4	-9,9	10,9	-5,5	-6,1	-24,3	-8,3	-6,4
Épargne	16 808	10 240	14 288	10 824	7 416	-4 888	17 062	10 692
	40,8	-39,1	39,5	-24,2	-31,5	...	-28,8	-37,3
Provisions pour consommation de capital	36 364	37 080	37 664	38 160	38 684	39 096	35 790	37 897
	0,9	2,0	1,6	1,3	1,4	1,1	5,0	5,9
Transferts nets de capitaux	1 584	2 020	2 776	2 752	2 472	2 540	1 757	2 505
	-37,4	27,5	37,4	-0,9	-10,2	2,8	19,7	42,6
Moins: Acquisition de capital non financier	94 476	98 544	101 552	103 488	105 612	108 516	89 882	102 299
	4,3	4,3	3,1	1,9	2,1	2,7	14,4	13,8
<b>Prêt net</b>	<b>-39 720</b>	<b>-49 204</b>	<b>-46 824</b>	<b>-51 752</b>	<b>-57 040</b>	<b>-71 768</b>	<b>-35 273</b>	<b>-51 205</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>10 468</b>	<b>13 832</b>	<b>11 292</b>	<b>10 224</b>	<b>-800</b>	<b>-8 512</b>	<b>17 324</b>	<b>8 637</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	316	30 516	37 884	21 124	22 228	7 072	20 734	27 938
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres de dette canadiens	-21 332	-16 884	-10 400	-19 952	-21 112	4 420	-5 276	-17 087
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions de sociétés et fonds mutuels	-2 696	3 944	-3 664	1 828	-484	-2 616	-1 539	406
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	35 912	43 480	34 708	34 320	19 144	18 444	23 561	32 913
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	-1 732	-47 224	-47 236	-27 096	-20 576	-35 832	-20 156	-35 533
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>53 384</b>	<b>59 312</b>	<b>56 188</b>	<b>60 816</b>	<b>55 880</b>	<b>62 320</b>	<b>53 864</b>	<b>58 049</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit à la consommation	19 484	20 020	20 528	20 416	21 068	22 128	19 528	20 508
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	3 612	3 372	2 248	1 756	2 324	3 476	3 862	2 425
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	32 956	33 472	33 944	33 988	34 316	34 568	31 780	33 930
	...	...	...	...	...	...	...	...
Comptes à payer	-2 668	2 448	-532	4 656	-1 828	2 148	-1 306	1 186
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-42 916</b>	<b>-45 480</b>	<b>-44 896</b>	<b>-50 592</b>	<b>-56 680</b>	<b>-70 832</b>	<b>-36 540</b>	<b>-49 412</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	3 196	-3 724	-1 928	-1 160	-360	-936	1 267	-1 793
	...	...	...	...	...	...	...	...

1 Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

2 Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

**Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
Données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>290 660</b>	<b>298 784</b>	<b>318 156</b>	<b>326 440</b>	<b>331 640</b>	<b>335 468</b>	<b>290 514</b>	<b>318 755</b>
	1,3	2,8	6,5	2,6	1,6	1,2	7,9	9,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	150 532	163 128	177 176	178 804	181 484	188 188	147 592	175 148
	3,5	8,4	8,6	0,9	1,5	3,7	8,7	18,7
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	11 548	11 836	11 324	12 084	12 124	12 700	11 630	11 842
	9,7	2,5	-4,3	6,7	0,3	4,8	0,9	1,8
Ajustement de la valeur des stocks	1 000	-4 444	-5 856	796	2 828	156	5 075	-1 669
	...	...	...	...	...	...	...	...
Intérêts, dividendes et recettes diverses[1]	60 996	61 464	69 168	68 904	69 172	68 268	60 132	67 177
	-1,1	0,8	12,5	-0,4	0,4	-1,3	1,8	11,7
Intérêts sur la dette de consommation	12 340	12 488	12 776	12 696	13 008	13 284	12 074	12 742
	0,4	1,2	2,3	-0,6	2,5	2,1	10,9	5,5
Intérêts sur la dette publique[2]	54 244	54 312	53 568	53 156	53 024	52 872	54 011	53 515
	0,6	0,1	-1,4	-0,8	-0,2	-0,3	-2,1	-0,9
<b>Dépenses</b>	<b>215 280</b>	<b>217 640</b>	<b>229 480</b>	<b>230 156</b>	<b>237 428</b>	<b>231 916</b>	<b>215 322</b>	<b>228 676</b>
	-0,6	1,1	5,4	0,3	3,2	-2,3	3,1	6,2
Intérêts, dividendes et paiements divers	172 612	172 960	181 148	181 228	187 492	180 236	172 948	180 707
	-0,7	0,2	4,7	0,0	3,5	-3,9	1,0	4,5
Impôts directs	41 128	43 188	46 684	47 416	48 408	50 112	40 963	46 424
	-0,4	5,0	8,1	1,6	2,1	3,5	13,8	13,3
Autres transferts courants	1 540	1 492	1 648	1 512	1 528	1 568	1 411	1 545
	5,5	-3,1	10,5	-8,3	1,1	2,6	-11,1	9,5
<b>Épargne</b>	<b>75 380</b>	<b>81 144</b>	<b>88 676</b>	<b>96 284</b>	<b>94 212</b>	<b>103 552</b>	<b>75 192</b>	<b>90 079</b>
	7,2	7,6	9,3	8,6	-2,2	9,9	24,7	19,8
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>184 420</b>	<b>192 544</b>	<b>202 052</b>	<b>213 072</b>	<b>209 268</b>	<b>219 140</b>	<b>182 011</b>	<b>204 234</b>
	2,3	4,4	4,9	5,5	-1,8	4,7	11,6	12,2
Épargne	75 380	81 144	88 676	96 284	94 212	103 552	75 192	90 079
	7,2	7,6	9,3	8,6	-2,2	9,9	24,7	19,8
Provisions pour consommation de capital	107 264	108 896	110 632	111 892	112 892	114 012	105 345	111 078
	1,1	1,5	1,6	1,1	0,9	1,0	5,1	5,4
Transferts nets de capitaux	1 776	2 504	2 744	4 896	2 164	1 576	1 474	3 077
	-52,4	41,0	9,6	78,4	-55,8	-27,2	-43,8	108,8
Moins: Acquisition de capital non financier	125 440	119 248	121 888	138 892	145 276	141 072	124 477	131 326
	7,2	-4,9	2,2	14,0	4,6	-2,9	7,3	5,5
<b>Prêt net</b>	<b>58 980</b>	<b>73 296</b>	<b>80 164</b>	<b>74 180</b>	<b>63 992</b>	<b>78 068</b>	<b>57 534</b>	<b>72 908</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>325 800</b>	<b>341 236</b>	<b>420 308</b>	<b>308 204</b>	<b>291 348</b>	<b>335 384</b>	<b>235 098</b>	<b>340 274</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	19 484	20 020	20 528	20 416	21 068	22 128	19 528	20 508
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts bancaires et autres prêts	-3 400	25 172	32 680	21 096	23 880	16 968	-586	25 707
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	41 916	42 848	47 436	42 860	45 096	42 668	39 689	44 560
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	9 296	-18 964	15 308	-4 408	-7 724	38 544	-2 166	-3 947
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	68 264	117 708	27 568	38 032	32 720	44 456	45 481	54 007
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	28 824	13 376	31 188	32 380	10 876	9 880	7 792	21 955
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	23 608	-1 796	36 988	18 704	9 952	39 684	23 352	15 962
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>268 908</b>	<b>276 452</b>	<b>347 344</b>	<b>237 808</b>	<b>227 252</b>	<b>254 016</b>	<b>178 747</b>	<b>272 214</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont:</i>								
Argent et dépôts	53 904	52 764	122 960	88 036	83 252	75 144	49 963	86 753
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	-4 472	14 976	16 672	4 068	15 844	8 300	-6 576	12 890
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	-30 788	-8 492	-408	-3 600	8 708	21 644	-15 700	-948
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	84 436	80 824	63 852	59 800	42 764	38 676	56 191	61 810
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	35 848	45 492	51 604	22 324	11 404	42 008	33 279	32 706
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	33 000	41 096	29 580	30 076	18 152	14 804	22 000	29 726
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>56 892</b>	<b>64 784</b>	<b>72 964</b>	<b>70 396</b>	<b>64 096</b>	<b>81 368</b>	<b>56 351</b>	<b>68 060</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	2 088	8 512	7 200	3 784	-104	-3 300	1 183	4 848
	...	...	...	...	...	...	...	...

1 Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

2 L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

## Comptes sectoriels - administrations publiques

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
Données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>500 784</b>	<b>508 448</b>	<b>517 184</b>	<b>526 428</b>	<b>534 948</b>	<b>540 556</b>	<b>493 786</b>	<b>521 752</b>
	0,6	1,5	1,7	1,8	1,6	1,0	4,7	5,7
Impôts sur revenus	190 244	195 232	199 100	204 132	208 712	214 068	185 920	201 794
	1,3	2,6	2,0	2,5	2,2	2,6	3,3	8,5
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	61 184	61 780	61 820	62 280	62 916	63 484	60 094	62 199
	1,4	1,0	0,1	0,7	1,0	0,9	5,7	3,5
Impôts sur production et importations	160 808	161 720	164 268	166 252	168 024	169 372	158 354	165 066
	0,7	0,6	1,6	1,2	1,1	0,8	4,5	4,2
Autres transferts courants en provenance des particuliers	9 704	9 808	9 732	9 780	9 784	9 924	9 626	9 776
	1,8	1,1	-0,8	0,5	0,0	1,4	4,3	1,6
Revenus de placements	39 532	39 872	41 736	43 228	44 980	42 776	40 902	42 454
	-3,5	0,9	4,7	3,6	4,1	-4,9	9,9	3,8
Ventes de biens et services[1]	39 312	40 036	40 528	40 756	40 532	40 932	38 890	40 463
	-0,4	1,8	1,2	0,6	-0,5	1,0	5,2	4,0
<b>Dépenses</b>	<b>490 804</b>	<b>497 104</b>	<b>500 188</b>	<b>502 596</b>	<b>508 588</b>	<b>514 400</b>	<b>485 971</b>	<b>502 119</b>
	0,7	1,3	0,6	0,5	1,2	1,1	4,4	3,3
Dépenses courantes brutes en biens et services[1]	280 908	284 600	288 568	290 112	292 708	297 532	275 521	288 997
	1,4	1,3	1,4	0,5	0,9	1,6	5,6	4,9
Transferts courants	145 836	148 668	148 708	150 224	154 080	155 380	145 669	150 420
	0,0	1,9	0,0	1,0	2,6	0,8	5,7	3,3
Intérêts sur la dette publique	64 060	63 836	62 912	62 260	61 800	61 488	64 781	62 702
	-0,6	-0,3	-1,4	-1,0	-0,7	-0,5	-3,2	-3,2
<b>Épargne</b>	<b>9 980</b>	<b>11 344</b>	<b>16 996</b>	<b>23 832</b>	<b>26 360</b>	<b>26 156</b>	<b>7 815</b>	<b>19 633</b>
	-4,4	13,7	49,8	40,2	10,6	-0,8	29,8	151,2
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>33 048</b>	<b>33 524</b>	<b>39 556</b>	<b>44 156</b>	<b>50 148</b>	<b>50 428</b>	<b>31 028</b>	<b>41 846</b>
	6,7	1,4	18,0	11,6	13,6	0,6	8,6	34,9
Épargne	9 980	11 344	16 996	23 832	26 360	26 156	7 815	19 633
	-4,4	13,7	49,8	40,2	10,6	-0,8	29,8	151,2
Provisions pour consommation de capital	22 736	22 972	23 244	23 500	23 832	24 120	22 467	23 387
	0,9	1,0	1,2	1,1	1,4	1,2	3,5	4,1
Transferts nets de capitaux	332	-792	-684	-3 176	-44	152	746	-1 174
	...	...	...	...	...	...	-11,8	...
Moins: Acquisition de capital non financier	31 460	32 520	33 376	33 428	33 124	33 764	30 968	33 112
	1,7	3,4	2,6	0,2	-0,9	1,9	4,3	6,9
<b>Prêt net</b>	<b>1 588</b>	<b>1 004</b>	<b>6 180</b>	<b>10 728</b>	<b>17 024</b>	<b>16 664</b>	<b>60</b>	<b>8 734</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>25 596</b>	<b>20 860</b>	<b>35 484</b>	<b>1 676</b>	<b>12 124</b>	<b>85 388</b>	<b>25 916</b>	<b>17 536</b>
Argent et dépôts	440	-7 244	2 764	5 680	-7 380	5 532	56	-1 545
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	676	2 136	7 196	7 404	5 892	8 832	4 263	5 657
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres canadiens	-3 912	-4 016	35 092	-3 120	18 452	27 088	8 062	11 602
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	28 392	29 984	-9 568	-8 288	-4 840	43 936	13 535	1 822
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>25 492</b>	<b>19 420</b>	<b>25 724</b>	<b>-5 280</b>	<b>3 772</b>	<b>66 808</b>	<b>24 763</b>	<b>10 909</b>
Emprunts bancaires et autres emprunts	1 096	212	584	684	1 420	1 708	1 001	725
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	26 996	-25 816	29 548	-6 544	-5 660	23 748	11 541	-2 118
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	-16 548	24 772	-11 700	1 692	-1 576	20 764	-5 913	3 297
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	13 948	20 252	7 292	-1 112	9 588	20 588	18 134	9 005
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>104</b>	<b>1 440</b>	<b>9 760</b>	<b>6 956</b>	<b>8 352</b>	<b>18 580</b>	<b>1 153</b>	<b>6 627</b>
Divergence du secteur	1 484	-436	-3 580	3 772	8 672	-1 916	-1 093	2 107
	...	...	...	...	...	...	...	...

1 Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus et les dépenses courantes sont enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

**Comptes sectoriels - non-résidents**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
Données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>465 368</b>	<b>469 464</b>	<b>503 000</b>	<b>506 844</b>	<b>505 008</b>	<b>511 580</b>	<b>470 199</b>	<b>496 079</b>
	1,4	0,9	7,1	0,8	-0,4	1,3	-3,2	5,5
Ventes de biens (importations)	336 228	340 772	367 712	375 832	368 000	377 928	342 611	363 079
	1,5	1,4	7,9	2,2	-2,1	2,7	-4,0	6,0
Ventes de services (importations)	74 044	74 936	76 404	74 268	75 460	77 280	71 759	75 267
	2,6	1,2	2,0	-2,8	1,6	2,4	1,2	4,9
Intérêts, dividendes et recettes diverses	48 736	47 292	51 784	50 068	54 008	47 540	49 431	50 788
	-0,2	-3,0	9,5	-3,3	7,9	-12,0	-5,4	2,7
Transferts courants	6 360	6 464	7 100	6 676	7 540	8 832	6 398	6 945
	-1,1	1,6	9,8	-6,0	12,9	17,1	7,4	8,5
<b>Dépenses</b>	<b>485 116</b>	<b>494 552</b>	<b>540 124</b>	<b>536 540</b>	<b>521 656</b>	<b>525 952</b>	<b>489 451</b>	<b>523 218</b>
	1,2	1,9	9,2	-0,7	-2,8	0,8	-3,9	6,9
Achats de biens (exportations)	394 604	404 808	443 740	442 276	425 736	430 648	400 176	429 140
	0,9	2,6	9,6	-0,3	-3,7	1,2	-3,4	7,2
Achats de services (exportations)	62 324	62 064	63 624	63 672	64 400	65 252	61 090	63 440
	3,0	-0,4	2,5	0,1	1,1	1,3	-4,6	3,8
Intérêts, dividendes et paiements divers	21 708	20 532	25 392	23 208	24 336	22 344	21 575	23 367
	1,2	-5,4	23,7	-8,6	4,9	-8,2	-11,4	8,3
Transferts courants	6 480	7 148	7 368	7 384	7 184	7 708	6 610	7 271
	-0,9	10,3	3,1	0,2	-2,7	7,3	-4,0	10,0
<b>Épargne</b>	<b>-19 748</b>	<b>-25 088</b>	<b>-37 124</b>	<b>-29 696</b>	<b>-16 648</b>	<b>-14 372</b>	<b>-19 252</b>	<b>-27 139</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>-23 440</b>	<b>-28 820</b>	<b>-41 960</b>	<b>-34 168</b>	<b>-21 240</b>	<b>-18 640</b>	<b>-23 229</b>	<b>-31 547</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Épargne	-19 748	-25 088	-37 124	-29 696	-16 648	-14 372	-19 252	-27 139
	...	...	...	...	...	...	...	...
Transferts nets de capitaux	-3 692	-3 732	-4 836	-4 472	-4 592	-4 268	-3 977	-4 408
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Prêt net[1]</b>	<b>-23 440</b>	<b>-28 820</b>	<b>-41 960</b>	<b>-34 168</b>	<b>-21 240</b>	<b>-18 640</b>	<b>-23 229</b>	<b>-31 547</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>79 716</b>	<b>9 188</b>	<b>80 268</b>	<b>51 552</b>	<b>41 728</b>	<b>59 624</b>	<b>36 204</b>	<b>45 684</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	592	-25 880	34 752	-3 968	3 832	1 892	6 028	2 184
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	480	-1 444	-7 724	-8 504	-5 772	704	-2 716	-5 861
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	-6 340	-7 032	7 332	-1 344	440	1 776	-2 172	-151
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	21 120	-3 384	20 480	34 980	26 124	-3 108	7 895	19 550
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	24 592	32 484	48 712	25 712	36 448	28 992	13 492	35 839
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	39 272	14 444	-23 284	4 676	-19 344	29 368	13 677	-5 877
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>93 796</b>	<b>29 932</b>	<b>118 096</b>	<b>78 312</b>	<b>57 496</b>	<b>88 740</b>	<b>57 168</b>	<b>70 959</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Réserves officielles	-5 896	-1 440	-1 072	2 456	-13 648	11 000	-4 694	-3 426
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	-11 684	10 104	5 180	-888	17 724	5 496	6 874	8 030
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	-2 480	7 304	12 648	13 488	4 412	13 020	2 674	9 463
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	33 172	-5 432	28 904	22 716	15 656	39 380	25 019	15 461
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	80 684	19 396	72 436	40 540	33 352	19 844	27 295	41 431
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-14 080</b>	<b>-20 744</b>	<b>-37 828</b>	<b>-26 760</b>	<b>-15 768</b>	<b>-29 116</b>	<b>-20 964</b>	<b>-25 275</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-9 360	-8 076	-4 132	-7 408	-5 472	10 476	-2 265	-6 272
	...	...	...	...	...	...	...	...

1 Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens, et ce pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

## Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

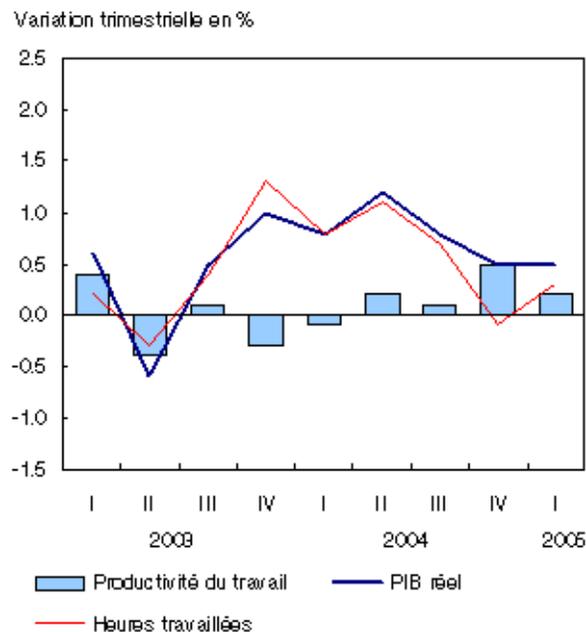
Premier trimestre de 2005

En affichant un faible gain de 0,2% au premier trimestre de 2005 comparativement au trimestre précédent, la productivité du travail des entreprises canadiennes a ainsi poursuivi sa performance anémique des deux dernières années.

Durant la même période aux États-Unis, la productivité s'est accrue trois fois plus vite qu'au Canada, soit par 0,6%. Cet écart en faveur des États-Unis au cours du premier trimestre provient entièrement d'une croissance plus forte du PIB.

La faible croissance de la productivité du premier trimestre a suivi un léger rebond de 0,5% au quatrième trimestre de 2004, et une hausse minime de 0,1% au cours du trimestre précédent. Cette performance anémique de la productivité au Canada s'est produite dans un contexte de dollar canadien fort.

### La croissance de la productivité ralentit à nouveau



#### Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres ainsi que le secteur des biens et celui des services. Pour cette diffusion, les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont maintenant disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

L'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez la page *Aperçu du programme de recherche et une description des publications* de notre site Web. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à [productivite.mesures@statcan.ca](mailto:productivite.mesures@statcan.ca).

#### Révisions

Le présent communiqué introduit partiellement les données historiques révisées de l'Enquête sur la population active (EPA) publiées en février dernier. Une vue d'ensemble des révisions est présentée dans la publication *Améliorations apportées à l'EPA en 2005* (n° 71F0031XIF au catalogue, gratuite). Par ailleurs, le communiqué a également incorporé les révisions de 2001 à 2004 des Comptes économiques et financiers nationaux diffusées le 31 mai, ainsi qu'une nouvelle méthodologie pour ajuster les données trimestrielles au repère annuel. En raison de ces révisions, les données détaillées sur la productivité et d'autres variables connexes ont été révisées en remontant jusqu'au premier trimestre de 1987 et rétropoler jusqu'en 1981. L'impact de ces révisions par industrie et par province sera incorporé dans les comptes annuels de productivité l'automne prochain.

Aux États-Unis, le Bureau of Labor Statistics a révisé ses données historiques sur les heures travaillées alors que les révisions du PIB devraient paraître en septembre prochain.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre en dollars américains**: Il est égal au ratio du coût unitaire de main-d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

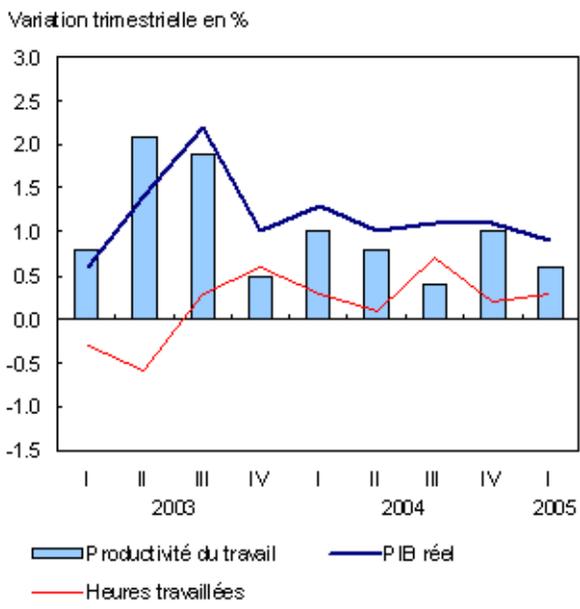
L'accroissement de la productivité survient lorsque le produit intérieur brut (PIB) croît davantage que les heures travaillées. À long terme, la croissance de la productivité permet d'augmenter et de maintenir le niveau de vie des canadiens.

Au premier trimestre de 2005, le PIB des entreprises canadiennes a progressé de 0,5%, le même taux qu'au trimestre précédent. Cela résultait de la vigueur de la demande intérieure partiellement freinée par la hausse appréciable des importations et par un ralentissement dans l'accumulation des stocks.

Profitant de la force du dollar, les entreprises canadiennes ont continué d'investir dans les machines et le matériel, leurs achats à ce titre ont augmenté de 3,8% au premier trimestre de 2005, et explique en partie la hausse de 2,5% des importations.

Au sud de la frontière, bien qu'elle ait fléchi quelque peu, la croissance de la productivité des entreprises américaines a continué de progresser plus rapidement que celle de leurs concurrentes canadiennes.

### La croissance de la productivité américaine ralentit



Entre janvier et mars 2005, la productivité dans les entreprises américaines a augmenté de 0,6%, soit trois fois plus vite qu'au Canada. Il s'agit cependant d'un ralentissement en regard de la croissance de 1,0% au quatrième trimestre de 2004.

L'accroissement de la productivité survient lorsque le produit intérieur brut (PIB) croît davantage que les heures travaillées. À long terme, la croissance de la productivité permet d'augmenter et de maintenir le niveau de vie des canadiens.

### Une croissance de productivité comparable dans le secteur des services et celui des biens

Au premier trimestre de 2005, la productivité dans le secteur des services s'est accrue de 0,3%, soit une augmentation semblable à celle de 0,4% enregistrée dans le secteur des biens.

Au trimestre précédent, la croissance de la productivité dans les deux secteurs était également comparable, soit 0,6% pour le secteur des services et 0,5% pour celui des biens.

Au cours des trois premiers mois de 2005, les gains de productivités dans le deux secteurs découlent de la croissance différente de différentes sources : la production et les heures travaillées dans le secteur des services ont connu des augmentations au premier trimestre, pendant que ces deux mesures ont affiché des baisses dans le secteur des biens.

Du côté du secteur des biens, les gains de productivité enregistrés au premier trimestre ont été soutenus principalement par la reprise de 2,0% de la productivité dans le secteur de la construction, après six trimestres consécutifs de baisse.

Par ailleurs, le secteur de fabrication, une des composantes importantes du secteur des biens, a vu sa productivité croître de 0,9% au cours du premier trimestre, soit un taux inférieur à la moyenne de 1,5% affichée aux trois trimestres précédents. Cette performance provient principalement des efforts des fabricants pour ajuster à la baisse leurs effectifs pour faire face à la faible croissance de leur production.

Après avoir reculé de 0,2% au dernier trimestre de 2004, les activités de fabrication ont augmenté de 0,2% au premier trimestre. Seulement 12 des 21 grands groupes industriels, constituant 53% de la valeur ajoutée du secteur de la fabrication, ont vu une progression dans leurs activités au premier trimestre. Les augmentations plus importantes ont été enregistrées dans la fabrication de machines, de produits informatiques et électroniques ainsi que celle de produits métalliques. Parallèlement, les heures travaillées dans ce secteur ont reculé de 0,7%, soit un troisième trimestre de recul d'affilée.

La croissance de la productivité dans le secteur des services observée au premier trimestre résulte principalement de la forte hausse de 1,8% de la productivité dans le secteur de transport et d'entreposage et de celle de 1,6% dans le commerce de détail.

Les activités du commerce de détail ont connu une forte augmentation de 2,0% du PIB au premier trimestre suite à la fin de la grève des employés de la Société des alcools du Québec ainsi qu'à la popularité croissante des

certificats cadeaux. Entre-temps, les heures travaillées ont augmenté de 0,3%, après avoir reculé d'un taux identique au trimestre précédent.

### Les entreprises resserrent le contrôle de leur coût unitaire de main-d'oeuvre

Suite à une hausse trimestrielle de 0,5% de la rémunération horaire et aux gains de productivité de 0,2%, les coûts unitaires de main-d'oeuvre des entreprises ont augmenté de 0,3% au premier trimestre de 2005. Il s'agit d'un ralentissement par rapport à la hausse de 0,8% affichée au quatrième trimestre de 2004.

Les coûts unitaires de la main-d'oeuvre sont un indicateur qui permet de mesurer les changements relatifs entre la rémunération horaire et la productivité.

Les coûts de main-d'oeuvre par unité produite dans le secteur des services ont reculé de 0,2% au premier trimestre, soit un premier recul depuis le premier trimestre de 2002. Du côté du secteur des biens, les coûts unitaires de main d'oeuvre ont augmenté de 0,8% au premier trimestre, après une hausse de 1,2% au quatrième trimestre.

Parmi les industries ayant affiché les taux de croissance les plus élevés des coûts unitaires de main d'oeuvre durant le premier trimestre de 2005 figuraient les services professionnels, scientifiques et techniques, la construction ainsi que l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse. À l'opposé, les baisses les plus marquées au chapitre des coûts de main d'oeuvre ont été signalées dans le secteur de commerce de détail et de gros.

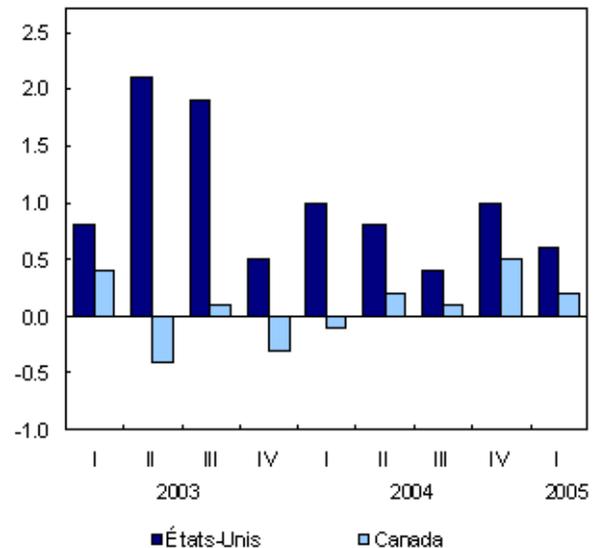
En raison de sa performance de productivité au premier trimestre, le secteur de la fabrication a enregistré une diminution de 0,3% de ses coûts de main-d'oeuvre par unité produite, comparativement à une hausse de 0,7% au trimestre précédent.

### Les entreprises canadiennes continuent à traîner de l'arrière comparativement à leurs homologues américaines

La croissance de la productivité des entreprises américaines continue à distancer celle des entreprises canadiennes. Au cours des trois premiers mois de 2005, la productivité trimestrielle dans chacun des deux pays a ralenti.

### L'écart de la productivité Canada/États-Unis persiste

Variation trimestrielle en %

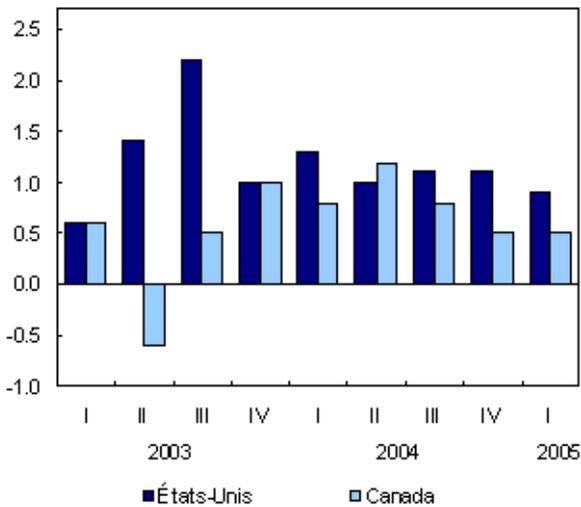


L'écart de productivité entre les deux pays au cours du premier trimestre tient entièrement à la performance différente du PIB, compte tenu de la hausse identique des heures travaillées dans les deux pays.

Pour un troisième trimestre d'affilée, la croissance du PIB réel dans les entreprises canadiennes a été inférieure à celle des entreprises américaines. Au premier trimestre de 2005, le PIB américain a progressé de 0,9%, soit un rythme presque deux fois plus élevé que celui du Canada.

### Une croissance de production plus élevée dans les entreprises américaines

Variation trimestrielle en %



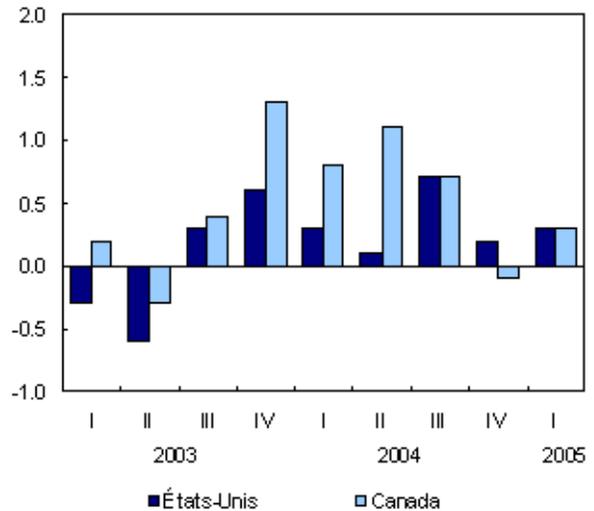
Après avoir affiché des hausses se situant autour de 1,0% pendant environ un an, la production dans les entreprises canadiennes a ralenti à partir de la fin de 2004. Au sud de la frontière, la croissance trimestrielle du PIB américain avant le premier trimestre de 2005 avait affiché des taux de croissance supérieur ou égale à 1,0% durant sept trimestres consécutifs.

Au premier trimestre de 2005, la croissance de l'activité économique au Canada a reposé essentiellement sur le dynamisme de la demande intérieure qui est fortement soutenue par la consommation des ménages. La forte demande intérieure ayant contré le frein exercé par le solde des échanges extérieurs sur la croissance du PIB; le bond de 1,5% des exportations après deux trimestres de baisse n'arrivant pas à faire contreponds au gain appréciable de 2,5% des importations.

Aux États-Unis, ce sont les consommateurs qui ont fourni l'essentiel de la croissance du PIB au premier trimestre. Les investissements des entreprises en stocks, les exportations, les investissements résidentiels ainsi que le matériel et les logiciels informatiques y ont également contribué.

### Les heures travaillées ont augmenté à un rythme similaire dans les deux pays

Variation trimestrielle en %



La faible hausse des heures travaillées affichée au Canada durant les deux derniers trimestres fait suite à une série de fortes augmentations qui avaient débuté au troisième trimestre de 2003. En comparaison, la croissance des heures travaillées aux États-Unis s'est maintenue quasiment au même rythme au cours des sept derniers trimestres. En moyenne, les heures travaillées ont augmenté durant cette période de 0,3 % par trimestre.

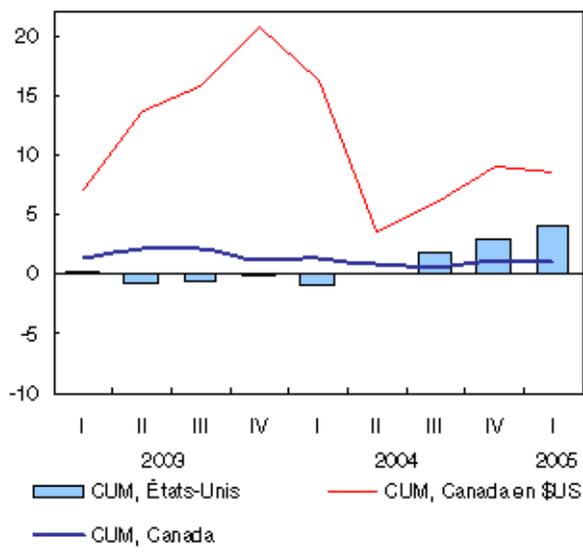
### Les entreprises canadiennes continuent de voir leur capacité concurrentielle s'effriter avec la vitalité du huard

Sans l'effet du taux de change, le Canada se compare favorablement aux États-Unis d'une année à l'autre depuis le troisième trimestre de 2004. Le coût de main-d'oeuvre pour produire une unité du PIB dans les entreprises canadiennes a augmenté de 0,9 % au premier trimestre, soit un léger ralentissement par rapport au quatrième trimestre de 2004.

En comparaison, les entreprises américaines ont vu leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre augmenter pour un troisième trimestre consécutif. D'une année à l'autre, leur coût unitaire de main-d'oeuvre a augmenté de 4,1 % au premier trimestre de 2005 après s'être accru de 3,0% au quatrième trimestre de 2004.

## Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en \$US ralentissent légèrement

Variation en % d'une année à l'autre



Lorsque le taux de change est pris en compte, la position devient favorable aux entreprises américaines.

L'absence de gains de productivité au cours des trois premiers mois de 2005 dans le secteur des entreprises au Canada, combinée à la vigueur du dollar canadien, s'est traduite par une hausse de 8,5 % du coût unitaire de main-d'oeuvre mesuré en dollars américains. Cela se compare à la hausse de 4,1% aux États-Unis.

En dépit de cette détérioration de la compétitivité au chapitre des coûts, les exportations ont quand même rebondi de 4,4 % au premier trimestre 2005, après avoir affiché une baisse de 3,0% au quatrième trimestre de 2004.

Les entreprises canadiennes ont profité de la vigueur du dollar pour investir dans les machines et le matériel, leurs achats à ce titre sur une base annuelle ayant bondi de 11,2% au premier trimestre de 2005, ce qui explique en partie la hausse de 10,7% des importations.

## Avec les révisions récentes dans les pays, l'écart de productivité persiste en faveur des États-Unis

Les données diffusées aujourd'hui incorporent les révisions des données canadiennes qui ont touché à la fois le PIB et les heures travaillées. Pour sa part, le Bureau of Labor Statistics a révisé ses données historiques sur les heures travaillées alors que les révisions du PIB devraient paraître en septembre prochain.

En général, les révisions n'ont entraîné presque aucun changement par rapport aux estimations précédentes. Les mesures trimestrielles de la productivité dans le secteur des entreprises canadiennes sont maintenant disponibles à partir de 1981, ce qui permettra d'évaluer les changements de la productivité entre les deux pays au cours des trois derniers cycles. Avant cette publication, les données étaient seulement disponibles à partir de 1987.

À long terme, la croissance annuelle de la productivité au Canada sur l'horizon 1981-2004 s'élève en moyenne à 1,4% par année, soit un taux inférieur à celui de 2,2 % enregistré aux États-Unis durant la même période.

Cet écart de croissance de la productivité est attribuable principalement à la période de 2000-2004. Durant cette période, le taux de croissance moyen annuel de la productivité américaine (+3,8%) a été environ quatre fois plus rapide que celui du Canada (+0,9%).

## Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision

	Canada		États-Unis	
	Avant révision	Après révision	Avant révision	Après révision
	varianciation annuelle en %			
1981-2004	..	1,4	2,2	2,2
1981-2000	1,4	1,5	1,9	1,9
2000-2004	1,1	0,9	3,8	3,8
2000	3,6	3,4	2,9	2,8
2001	1,7	1,5	2,5	2,5
2002	2,5	2,1	4,3	4,3
2003	0,2	0,2	4,5	4,4
2004	0,0	0,0	4,0	3,9

Source: Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics dans NEWS, Productivity and Costs - premier trimestre de 2005 qui a paru le 2 juin.

**Secteur des entreprises: Productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	-0,3	-0,1	0,2	0,1	0,5	0,2
PIB réel	1,0	0,8	1,2	0,8	0,5	0,5
Heures travaillées	1,3	0,8	1,1	0,7	-0,1	0,3
Rémunération horaire	-0,3	0,4	0,0	0,2	1,3	0,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,1	0,5	-0,1	0,0	0,8	0,3
Taux de change[2]	-4,7	0,2	3,2	-3,9	-6,6	0,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	5,0	0,3	-3,2	4,1	7,9	-0,2
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	0,5	1,0	0,8	0,4	1,0	0,6
PIB réel	1,0	1,3	1,0	1,1	1,1	0,9
Heures travaillées	0,6	0,3	0,1	0,7	0,2	0,3
Rémunération horaire	0,9	0,7	1,4	1,4	2,7	1,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,3	-0,3	0,5	1,0	1,7	0,8
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	-0,2	-0,6	-0,1	-0,1	0,7	1,0
PIB réel	1,4	1,6	3,5	3,9	3,4	3,0
Heures travaillées	1,6	2,2	3,7	4,0	2,6	2,0
Rémunération horaire	1,0	0,8	0,5	0,3	1,9	2,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,2	1,4	0,8	0,5	1,1	0,9
Taux de change[2]	-16,2	-12,7	-2,8	-5,3	-7,2	-6,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	20,8	16,2	3,5	6,0	9,0	8,5
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	5,3	5,5	4,2	2,7	3,1	2,8
PIB réel	5,3	6,1	5,6	4,4	4,5	4,2
Heures travaillées	0,0	0,5	1,3	1,7	1,3	1,3
Rémunération horaire	5,1	4,5	4,2	4,4	6,3	7,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,2	-1,0	0,0	1,7	3,0	4,1
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	-1,1	-0,4	0,7	0,4	2,1	0,7
PIB réel	3,9	3,2	5,1	3,4	1,8	1,8
Heures travaillées	5,5	3,2	4,6	2,8	-0,3	1,0
Rémunération horaire	-1,0	1,7	0,0	0,7	5,4	2,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,4	1,9	-0,4	0,0	3,0	1,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	21,5	1,1	-12,3	17,3	35,5	-0,7
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	1,9	3,9	3,4	1,5	3,8	2,6
PIB réel	4,2	5,3	3,9	4,5	4,3	4,0
Heures travaillées	2,2	1,3	0,5	2,9	0,5	1,4
Rémunération horaire	3,5	2,8	5,5	5,8	11,1	6,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,6	-1,0	2,1	4,2	7,1	3,3

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

**Secteur des entreprises: Quelques variables associées au marché du travail[1]**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	0,9	0,2	0,7	0,5	0,3	0,5
Heures travaillées	1,3	0,8	1,1	0,7	-0,1	0,3
Heures moyennes	0,3	0,7	0,4	0,2	-0,4	-0,2
Part du travail[2]	-0,2	-0,7	-1,6	-1,0	0,3	0,0
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	0,3	0,3	0,6	0,5	0,3	0,7
Heures travaillées	0,6	0,3	0,1	0,7	0,2	0,3
Heures moyennes	0,3	0,1	-0,4	0,2	-0,2	-0,3
Part du travail[2]	0,2	-0,8	-0,2	0,7	1,1	0,1
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	1,4	1,2	2,2	2,3	1,7	2,1
Heures travaillées	1,6	2,2	3,7	4,0	2,6	2,0
Heures moyennes	0,1	1,0	1,3	1,6	0,9	0,0
Part du travail[2]	-1,0	0,0	-3,1	-3,5	-2,9	-2,2
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	0,1	0,3	1,5	1,6	1,6	2,1
Heures travaillées	0,0	0,5	1,3	1,7	1,3	1,3
Heures moyennes	-0,2	0,2	-0,1	0,2	-0,3	-0,7
Part du travail[2]	-1,3	-2,1	-1,6	-0,1	0,8	1,7
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	3,5	0,7	2,8	2,1	1,4	2,1
Heures travaillées	5,5	3,2	4,6	2,8	-0,3	1,0
Heures moyennes	1,2	2,9	1,6	0,8	-1,6	-0,8
Part du travail[2]	-0,8	-2,9	-6,2	-3,8	1,3	0,0
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	1,0	1,0	2,4	2,1	1,0	2,7
Heures travaillées	2,2	1,3	0,5	2,9	0,5	1,4
Heures moyennes	1,2	0,4	-1,6	0,8	-0,8	-1,2
Part du travail[2]	0,8	-3,2	-0,8	2,9	4,6	0,4

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

**Productivité du travail par industrie**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>113,7</b>	<b>113,1</b>	<b>113,3</b>	<b>114,1</b>	<b>114,7</b>	<b>115,2</b>	<b>114,0</b>	<b>113,8</b>
	<i>0,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	131,2	133,0	134,5	140,7	139,3	136,8	130,7	136,9
	<i>-0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>1,1</i>	<i>4,6</i>	<i>-1,0</i>	<i>-1,8</i>	<i>5,8</i>	<i>4,8</i>
Construction	108,0	106,3	104,3	102,8	102,4	103,9	108,6	104,0
	<i>-0,6</i>	<i>-1,6</i>	<i>-1,9</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,9</i>	<i>-4,3</i>
Fabrication	121,1	120,9	122,2	124,3	126,4	127,5	120,4	123,5
	<i>0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,1</i>	<i>1,7</i>	<i>1,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>2,5</i>
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>113,6</b>	<b>113,7</b>	<b>114,0</b>	<b>113,8</b>	<b>114,5</b>	<b>114,9</b>	<b>114,0</b>	<b>114,0</b>
	<i>-0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>
Commerce de gros	130,0	130,0	132,7	132,3	133,1	128,3	126,7	132,0
	<i>4,6</i>	<i>0,0</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>-3,6</i>	<i>2,3</i>	<i>4,2</i>
Commerce de détail	119,5	120,8	120,7	120,8	122,1	124,1	121,8	121,1
	<i>-3,2</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,6</i>
Transport et entreposage	111,5	111,7	112,8	113,4	116,2	118,3	110,1	113,5
	<i>1,3</i>	<i>0,2</i>	<i>1,0</i>	<i>0,5</i>	<i>2,5</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>3,2</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	109,9	109,5	113,9	111,2	110,3	107,7	114,4	111,2
	<i>-3,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>4,0</i>	<i>-2,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>-2,4</i>	<i>-2,6</i>	<i>-2,8</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	107,1	107,7	109,2	107,1	105,4	105,9	107,6	107,4
	<i>-0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>1,4</i>	<i>-1,9</i>	<i>-1,6</i>	<i>0,5</i>	<i>-3,1</i>	<i>-0,2</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	121,6	121,7	121,5	120,3	120,9	121,7	123,3	121,1
	<i>-1,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>3,7</i>	<i>-1,8</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	92,7	91,7	90,5	88,3	89,0	89,8	93,9	89,9
	<i>-2,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>-1,3</i>	<i>-2,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,3</i>	<i>-4,3</i>
Hébergement et services de restauration	104,3	103,8	103,7	104,0	104,6	104,4	101,9	104,0
	<i>2,8</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>-3,3</i>	<i>2,1</i>
Autres services commerciaux	109,8	110,1	106,5	109,5	110,3	110,1	111,0	109,1
	<i>-1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-3,3</i>	<i>2,8</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,7</i>

## Coût unitaire de main d'oeuvre par industrie

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
données désaisonnalisées								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>107,3</b>	<b>108,0</b>	<b>107,6</b>	<b>106,8</b>	<b>108,1</b>	<b>109,0</b>	<b>107,1</b>	<b>107,6</b>
	-0,1	0,7	-0,4	-0,7	1,2	0,8	1,7	0,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	110,7	109,5	103,9	100,3	101,7	103,0	112,2	103,9
	0,3	-1,1	-5,1	-3,5	1,4	1,3	-14,1	-7,4
Construction	108,8	109,9	112,7	113,6	115,0	116,5	107,2	112,8
	1,2	1,0	2,5	0,8	1,2	1,3	2,9	5,2
Fabrication	99,0	99,1	97,5	96,1	96,8	96,5	100,1	97,4
	-1,7	0,1	-1,6	-1,4	0,7	-0,3	2,1	-2,7
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>104,5</b>	<b>104,7</b>	<b>104,7</b>	<b>105,2</b>	<b>105,7</b>	<b>105,5</b>	<b>104,0</b>	<b>105,1</b>
	0,2	0,2	0,0	0,5	0,5	-0,2	2,0	1,1
Commerce de gros	89,4	89,4	86,8	85,9	87,1	85,1	91,6	87,3
	-4,0	0,0	-2,9	-1,0	1,4	-2,3	-1,0	-4,7
Commerce de détail	102,8	102,6	105,1	104,4	103,3	101,8	101,6	103,9
	2,0	-0,2	2,4	-0,7	-1,1	-1,5	3,5	2,2
Transport et entreposage	105,9	105,6	104,9	106,0	105,6	104,9	107,5	105,5
	-2,3	-0,3	-0,7	1,0	-0,4	-0,7	2,1	-1,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	102,9	103,2	102,9	102,3	103,4	102,9	101,2	103,0
	1,2	0,3	-0,3	-0,6	1,1	-0,5	0,4	1,8
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	105,2	105,0	104,7	105,7	106,1	106,9	104,1	105,4
	1,4	-0,2	-0,3	1,0	0,4	0,8	2,7	1,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	105,0	106,2	104,5	104,2	106,7	108,6	104,0	105,4
	1,4	1,1	-1,6	-0,3	2,4	1,8	-2,9	1,3
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	122,6	125,2	126,9	128,3	129,7	130,8	119,4	127,5
	3,3	2,1	1,4	1,1	1,1	0,8	1,4	6,8
Hébergement et services de restauration	116,7	112,3	115,8	118,9	115,8	116,1	117,5	115,7
	-3,0	-3,8	3,1	2,7	-2,6	0,3	6,6	-1,5
Autres services commerciaux	106,3	107,0	108,1	109,4	111,1	112,5	102,8	108,9
	1,5	0,7	1,0	1,2	1,6	1,3	3,8	6,0

## Bilan des investissements internationaux

Premier trimestre de 2005

Le passif international net du Canada a poursuivi sa tendance à la baisse au cours des trois premiers mois de 2005 enregistrant une baisse trimestrielle record.

Notre passif net a diminué de 10,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2004 pour atteindre 162,3 milliards de dollars, soit son plus bas niveau en vingt ans.

Le passif international net représentait seulement 12,2 % du produit intérieur brut annuel du Canada à la fin de mars 2005, poursuivant sa tendance à la baisse. Il y a dix ans, il se situait à 42,3 % du PIB.

La baisse du passif net s'explique par une hausse moyenne plus rapide de la valeur des actifs canadiens à l'étranger comparativement à la hausse des engagements envers l'étranger.

Par ailleurs, les étrangers qui ont investi au Canada ont acheté des actions à un rythme plus rapide que les obligations, parallèlement à la baisse de la dette de l'administration publique. Les actions canadiennes aux mains de non-résidents ont plus que doublé depuis 10 ans en proportion du passif international total.

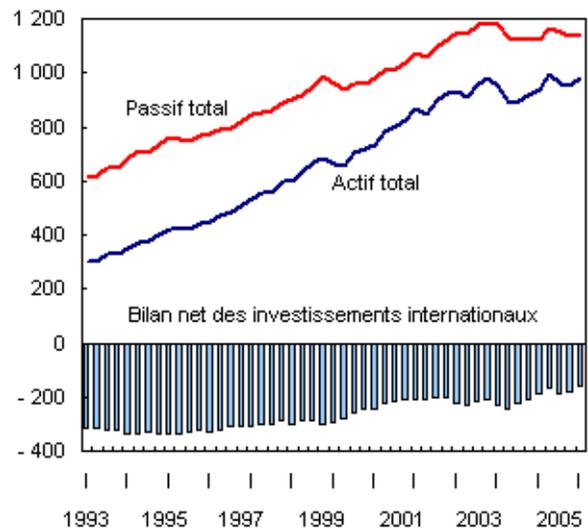
La valeur de l'actif international s'établissait à 983,3 milliards de dollars à la fin du premier trimestre de 2005, soit une hausse de 2,9 % par rapport au trimestre précédent. Les investissements directs à l'étranger, les dépôts et les avoirs en obligations étrangères expliquent en grande partie cette augmentation.

Le dollar canadien s'est légèrement déprécié par rapport au dollar américain au premier trimestre, mais s'est apprécié par rapport à la plupart des autres devises, réduisant de 4,2 milliards de dollars la valeur de l'actif international.

Le passif international du Canada se chiffrait de son côté à 1 145,6 milliards de dollars, enregistrant un faible gain de 0,8 % par rapport à la fin de 2004. La hausse du passif s'expliquait surtout par les investissements directs étrangers et les prêts. Elle faisait suite à une série de baisses trimestrielles fréquentes du passif depuis le début de 2003.

### Bilan des investissements internationaux net du Canada

Milliards de dollars



#### Note aux lecteurs

##### Nouvelle série sur les instruments du marché monétaire

L'investissement de portefeuille dans les titres étrangers (actif du Canada) a été élargi et il comprend maintenant les instruments du marché monétaire étranger. La nouvelle série commence au premier trimestre de 2002. Ces instruments étaient inclus précédemment dans l'actif sous « Autres investissements », et ils demeurent dans cette catégorie pour les périodes antérieures au premier trimestre de 2002.

##### Estimations supplémentaires fondées sur la valeur marchande

Au premier trimestre de 2005, les investissements totaux de portefeuille (actions, obligations et instruments du marché monétaire) sont disponibles à la valeur marchande. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan pour tous les secteurs de l'économie. L'analyse qui suit porte sur des données fondées sur la valeur comptable, en attendant qu'un jeu complet d'estimations fondées sur la valeur marchande soit disponible.

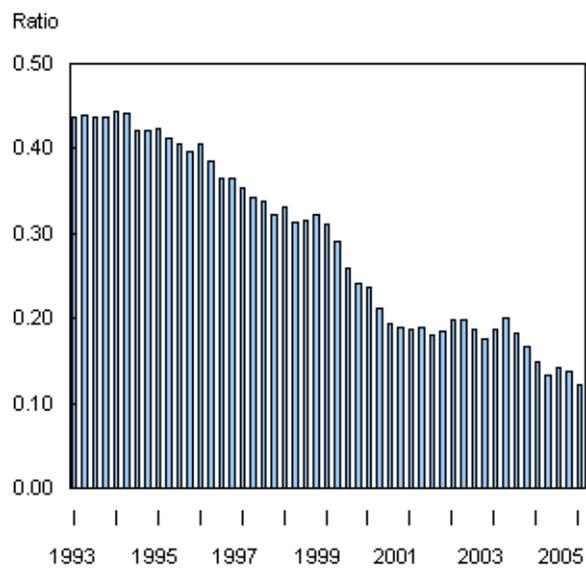
Les estimations selon la valeur au marché des investissements directs étrangers, dont la diffusion était prévue initialement en juin 2005, seront disponibles en juin 2006. Diverses méthodes visant à mieux mesurer les investissements directs étrangers à la valeur au marché sont à l'étude à l'échelle internationale. Les recommandations d'experts en investissements directs seront disponibles au cours de 2005 et serviront de guide à l'établissement de la méthodologie du Canada.

##### Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

## Passif international net du Canada par rapport au PIB



### Hausse modérée des investissements directs canadiens à l'étranger

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 452,6 milliards de dollars à la fin de mars 2005, une hausse de 1,7 % par rapport à la fin de 2004. Ils représentent maintenant 46 % de l'actif international du Canada et progressent régulièrement depuis 10 ans.

Des opérations de 10 milliards de dollars expliquent cette hausse de la position, en partie réduite (2,4 milliards de dollars) par une appréciation globale du dollar canadien.

Les investissements directs aux États-Unis ont augmenté de 9,1 milliards de dollars pour atteindre 202,9 milliards de dollars, surtout à cause de l'acquisition d'une entreprise du secteur financier américain.

La valeur des investissements directs canadiens dans tous les autres pays a diminué de 1,5 milliard de dollars pour se situer à 249,7 milliards de dollars, surtout en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport aux devises autres que le dollar américain.

### Les Canadiens achètent des obligations étrangères à un rythme plus rapide que les actions

Les investisseurs canadiens ont acheté des obligations étrangères à un rythme plus rapide que ce qu'ils ont fait pour les actions étrangères durant le premier trimestre de 2005.

La croissance des avoirs canadiens en obligations étrangères a augmenté de 9,4 % ce qui les a portés à 62,9 milliards de dollars. Près des trois quarts de cette augmentation s'expliquent par l'acquisition d'obligations américaines.

Par ailleurs, les avoirs en actions et instruments du marché monétaire étranger ont diminué de 0,6 % pour atteindre 196,6 milliards de dollars. L'effet conjoint de la faiblesse des achats et de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la plupart des devises autres que le dollar américain, explique ce recul.

L'augmentation des réserves et de l'actif-dépôt a contribué pour sa part à réduire le bilan net des investissements internationaux de 9,0 milliards de dollars.

### Près des deux tiers des investissements directs proviennent toujours des États-Unis

La hausse de 1,6 % des investissements directs étrangers au Canada leur a permis d'atteindre 371,5 milliards de dollars à la fin de mars 2005.

Près des deux tiers de cette augmentation provenaient des États-Unis. Cette proportion est demeurée relativement stable au cours des trois dernières années.

Par ailleurs, l'Union européenne a perdu du terrain au profit d'autres pays de l'OCDE et de pays moins développés durant la même période.

Par rapport au passif international total, les investissements étrangers ont avoisiné 32 % au cours des deux dernières années, après une croissance constante au cours des huit années précédentes.

### Croissance régulière de la proportion des avoirs étrangers en actions canadiennes

Il y a eu une croissance régulière de la proportion des avoirs étrangers en actions canadiennes par rapport aux obligations. À la fin de mars 2005, les non-résidents détenaient pour une valeur de 110,5 milliards de dollars d'actions canadiennes, une hausse de 1,8 % par rapport au trimestre précédent.

Les actions canadiennes aux mains de non-résidents ont plus que doublé depuis 10 ans en proportion du passif international total, atteignant 10 % en 2005. Plus de 90 % de ces actions sont détenues par des résidents américains.

À l'opposé, les non-résidents possédaient 405,2 milliards de dollars d'obligations canadiennes. À la fin de mars 2005, un montant presque identique à celui du trimestre précédent.

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont poursuivi leur recul par rapport au passif international total. Ils ont atteint 36 % du passif total en 2005, comparativement à 43 % 10 ans plus tôt.

Les données annuelles indiquent que, géographiquement, ces avoirs étrangers sont beaucoup plus diversifiés, 57 % étant détenus par les États-Unis, 27 % par l'Union européenne et 6 % par le Japon en 2004.

Les avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien ont également enregistré une forte baisse par rapport au passif international du Canada. Ils représentent maintenant seulement 2 % de ce passif, comparativement à 7 % il y a 10 ans. Les non-résidents détenaient 18,6 milliards de dollars d'instruments du marché monétaire à la fin de mars 2005.

Le passif-prêt a connu un bond de 7,0 % pour se situer à 42,5 milliards de dollars, après deux trimestres de fort recul.

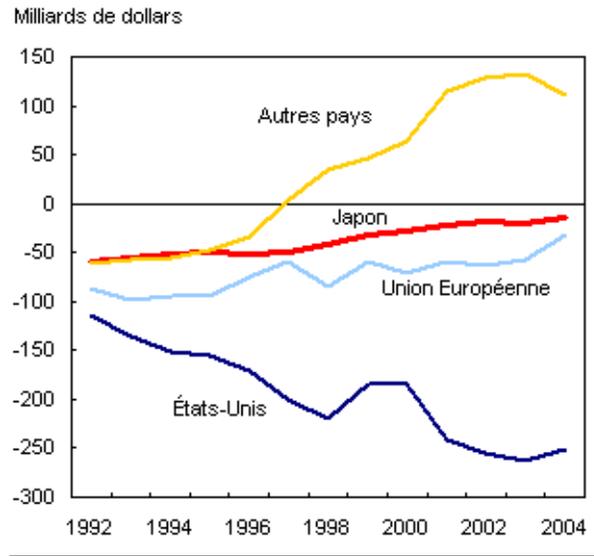
**Diminution du passif étranger net avec les États-Unis**

Les investisseurs américains ont continué de détenir de loin la part plus considérable du passif net du Canada, mais cette part a diminué en 2004. À la fin de l'année elle s'élevait à 251,0 milliards de dollars, en baisse comparativement à 262,3 milliards de dollars un an plus tôt.

Le Canada doit également moins à l'Union européenne et au Japon. Ces créanciers nets détenaient 45,8 milliards de dollars de la dette nette du Canada en 2004, par rapport à 78,0 milliards de dollars en 2003.

L'actif net du Canada avec tous les autres pays est passé à 115,7 milliards de dollars à la fin de 2004, après une forte augmentation au cours des dix années précédentes.

**Bilan des investissements internationaux du Canada, par zone géographique**



**Bilan des investissements internationaux en fin de période**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
millions de dollars								
<b>Actif</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	403 444	415 555	450 253	443 568	445 063	452 615	403 444	445 063
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	45 137	48 220	51 882	52 377	57 471	62 892	45 137	57 471
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	48 293	52 844	55 081	56 859	61 941	67 472	48 293	61 941
Actions étrangères	194 889	197 214	199 868	190 024	186 678	185 606	194 889	186 678
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	352 318	364 914	373 539	349 024	368 926	367 117	352 318	368 926
Marché monétaire étranger	10 953	12 268	11 359	11 398	11 079	10 985	10 953	11 079
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	10 977	12 286	11 373	11 413	11 108	11 008	10 977	11 108
Autres investissements								
Prêts	58 426	65 298	69 721	62 403	56 047	58 792	58 426	56 047
Provisions	-11 612	-11 079	-11 187	-11 006	-10 879	-10 805	-11 612	-10 879
Dépôts	109 877	110 136	119 976	108 076	112 460	118 684	109 877	112 460
Réserves internationales	45 690	46 116	46 349	44 652	40 315	43 072	45 690	40 315
Autres actifs	61 436	55 506	59 990	60 452	57 202	61 448	61 436	57 202
Total de l'actif								
à la valeur comptable	918 241	939 236	998 211	961 943	955 436	983 289	918 241	955 436
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	1 078 849	1 111 576	1 175 095	1 125 441	1 142 183	1 169 403	1 078 849	1 142 183
<b>Passif</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	354 466	359 704	356 167	365 789	365 675	371 480	354 466	365 675
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	405 742	410 856	419 910	408 158	405 091	405 219	405 742	405 091
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	436 244	451 654	442 302	440 963	437 692	439 254	436 244	437 692
Actions canadiennes	83 316	85 225	103 239	105 598	108 554	110 523	83 316	108 554
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	181 582	193 996	211 998	220 492	242 326	256 736	181 582	242 326
Marché monétaire canadien	21 388	18 843	20 852	18 111	19 621	18 605	21 388	19 621
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	21 523	18 946	20 939	18 191	19 707	18 672	21 523	19 707
Autres investissements								
Emprunts	54 504	52 463	54 074	42 876	39 743	42 544	54 504	39 743
Dépôts	183 139	174 599	191 379	185 607	175 970	175 094	183 139	175 970
Autres passifs	21 858	22 550	22 434	22 063	21 910	22 128	21 858	21 910
Total du passif								
à la valeur comptable	1 124 412	1 124 240	1 168 055	1 148 202	1 136 563	1 145 592	1 124 412	1 136 563
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	1 253 316	1 273 912	1 299 293	1 295 981	1 303 023	1 325 908	1 253 316	1 303 023
<b>Bilan net des investissements internationaux</b>								
à la valeur comptable	-206 171	-185 005	-169 844	-186 258	-181 127	-162 303	-206 171	-181 127
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	-174 467	-162 336	-124 198	-170 540	-160 840	-156 505	-174 467	-160 840

# Comptes du bilan national

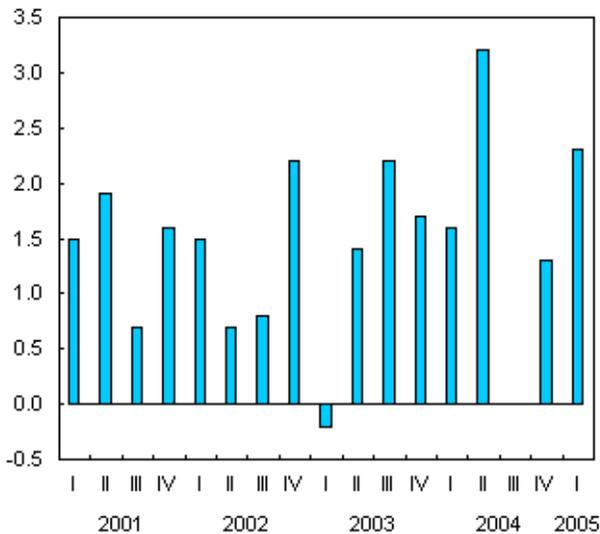
Premier trimestre de 2005

## La croissance de la valeur nette nationale s'accélère

La croissance de la valeur nette nationale est passée à 2,3 % au premier trimestre, en hausse par rapport à la croissance de 1,3 % enregistrée au quatrième trimestre. Cette augmentation est attribuable à une plus forte croissance du patrimoine national et à une autre diminution de la dette extérieure nette.

## La valeur nette nationale augmente plus rapidement

Variation en %, données non désaisonnalisées



Le patrimoine national a progressé de 2,1 %, taux de croissance supérieur à celui de 1,0 % enregistré au quatrième trimestre. Alors que l'investissement dans la construction de logements neufs a ralenti, une hausse des prix des logements ont contribué au renchérissement de la valeur des biens immobiliers résidentiels. Globalement, l'augmentation de la valeur des biens immobiliers résidentiels représentait environ 40 % de la hausse du patrimoine national durant le trimestre.

La dette nette des Canadiens envers les non-résidents a diminué au premier trimestre, deuxième baisse d'affilée. La valeur des actifs canadiens à l'étranger a augmenté, grâce à la dépréciation du dollar canadien vis-à-vis le dollar américain durant le trimestre, tandis que la dette des Canadiens envers les non-résidents a crû plus légèrement.

## La valeur nette des ménages augmente grâce aux biens immobiliers et aux actions

Pour la première fois depuis des décennies, au premier trimestre 2005, les ménages se sont trouvés en désépargne, le taux d'épargne personnelle chutant à -0,66 %. Malgré cela, la valeur nette des ménages a continué d'augmenter (1,5 %), mais à un rythme plus lent qu'au quatrième trimestre.

Le changement de la valeur nette des ménages est attribuable surtout à l'augmentation de la valeur marchande des actions et des biens immobiliers résidentiels. La hausse des marchés boursiers est venue accroître la valeur des actions détenues par les particuliers. L'augmentation des avoirs des ménages a cependant été amorti en partie par un passif plus important.

La demande de crédit aux fins de consommation et d'hypothèques a augmenté par rapport au trimestre précédent. Les taux d'intérêt étant demeurés faibles, la croissance de la dette totale des ménages a continué d'être supérieure à celle du revenu personnel disponible. Le ratio d'endettement est passé de 105,8 % au quatrième trimestre à 107,3 % au premier trimestre. Toutefois, le ratio de la dette des ménages et de leur valeur nette a reculé à 17,9 % durant le trimestre, la croissance de la valeur nette dépassant celle de l'endettement.

### Note aux lecteurs

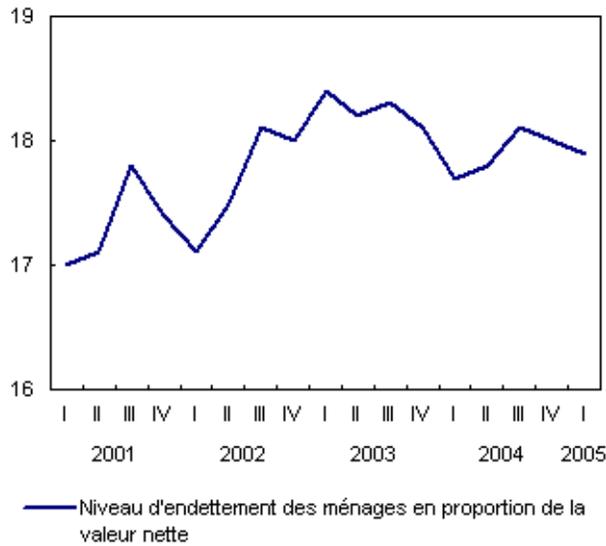
Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers — soit les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles — de tous les secteurs de l'économie. La **valeur nette nationale** est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à notre égard). On peut aussi la définir comme étant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. Les séries trimestrielles disponibles remontent au premier trimestre de 1990.

Des estimations fondées sur la valeur marchande sont disponibles depuis juin 2004. Pour de plus amples renseignements, consulter *Estimations du bilan à la valeur marchande*. ([www.stacan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/conceptual/2004marketvalue\\_f.htm](http://www.stacan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/conceptual/2004marketvalue_f.htm)).

Une mesure annuelle du patrimoine national incluant certaines ressources naturelles est offerte dans CANSIM, tableau 378-0005. Les estimations des ressources naturelles ont été révisées jusqu'à 1961 en raison des améliorations de la méthodologie.

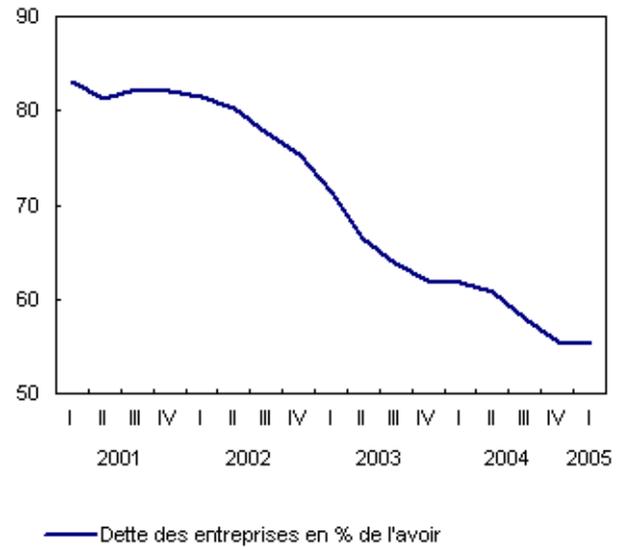
### Baisse de l'endettement des ménages

En % de la valeur nette, données non désaisonnalisées



### L'endettement des sociétés continue de diminuer

En % de l'avoir, données non désaisonnalisées



### L'endettement des sociétés diminue

Depuis 2000, au cours de la plupart des trimestres, les sociétés ont tiré plus de fonds de leurs opérations internes qu'elles n'en avaient besoin pour financer leurs acquisitions d'actifs non financiers. Cette série d'excédents entraînés par les bénéfices explique que ce secteur ait été un prêteur net de fonds au reste de l'économie; les sociétés ont en outre utilisé ces fonds pour restructurer leur bilan, notamment en remboursant leurs emprunts.

Pour les sociétés non financières, le ratio d'endettement est demeuré sur une trajectoire descendante, ayant atteint un nouveau creux au premier trimestre comme il l'a fait lors de chaque trimestre au cours des quatre dernières années.

### Le ratio de la dette des administrations publiques au PIB est à son point le plus bas des vingt dernières années

La dette nette des administrations publiques (le total des passifs financiers moins le total des actifs financiers) a diminué, ce secteur continuant d'enregistrer un excédent au premier trimestre. La dette nette des administrations publiques, exprimée en pourcentage du PIB, a diminué, repli prolongeant la série de baisses trimestrielles amorcée il y a quatre ans, pour atteindre son point le plus bas des vingt dernières années.

**Comptes du bilan national**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
Valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Patrimoine national	4 153	4 203	4 293	4 341	4 386	4 477	4 153	4 386
	1,0	1,2	2,1	1,1	1,0	2,1	4,6	5,6
- Dette nette extérieur	-174	-162	-124	-170	-161	-156	-174	-161
	...	...	...	...	...	...	...	...
= Valeur nette nationale	3 979	4 041	4 169	4 170	4 225	4 321	3 979	4 225
	1,7	1,6	3,2	0,0	1,3	2,3	5,2	6,2
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	125 200	126 900	130 500	130 200	131 700	134 400	125 200	131 700
	1,5	1,4	2,8	-0,2	1,2	2,1	4,2	5,2

**Bilan national, valeur marchande**

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Total des actifs</b>	<b>12 810 692</b>	<b>13 113 587</b>	<b>13 387 385</b>	<b>13 499 765</b>	<b>13 758 425</b>	<b>14 026 697</b>	<b>12 810 692</b>	<b>13 758 425</b>
Actifs non financiers	4 153 483	4 203 410	4 292 782	4 340 565	4 386 039	4 477 496	4 153 483	4 386 039
Immeubles résidentiels	1 113 011	1 138 582	1 172 206	1 191 166	1 204 005	1 222 850	1 113 011	1 204 005
Construction non résidentielle	1 010 436	1 016 884	1 024 940	1 035 690	1 045 854	1 057 729	1 010 436	1 045 854
Machines et matériel	407 558	408 405	412 034	412 924	414 394	450 104	407 558	414 394
Biens de consommation durables	345 833	344 388	351 105	351 961	360 073	360 760	345 833	360 073
Stocks	190 613	192 871	190 634	198 459	198 332	204 592	190 613	198 332
Terrains	1 086 032	1 102 280	1 141 863	1 150 365	1 163 381	1 181 461	1 086 032	1 163 381
Actifs financiers nets	-174 329	-162 232	-124 112	-170 462	-160 751	-156 438	-174 329	-160 751
Actifs financiers	8 657 209	8 910 177	9 094 603	9 159 200	9 372 386	9 549 201	8 657 209	9 372 386
Réserves officielles	45 689	46 116	46 349	44 653	40 314	43 072	45 689	40 314
Or et devises étrangères	39 615	40 282	40 768	39 530	35 204	38 137	39 615	35 204
Position de réserve au FMI	4 988	4 723	4 448	4 035	3 999	3 827	4 988	3 999
Droits de tirage spéciaux	1 086	1 111	1 133	1 088	1 111	1 108	1 086	1 111
Argent et dépôts bancaires	698 232	710 717	736 946	748 316	768 021	791 874	698 232	768 021
Autres dépôts	179 943	180 098	184 597	187 244	190 916	194 019	179 943	190 916
Devises et dépôts étrangers	89 082	95 539	95 874	91 630	91 809	83 164	89 082	91 809
Crédit à la consommation	223 549	225 488	232 727	238 581	243 883	246 330	223 549	243 883
Comptes à recevoir	226 154	229 741	232 281	230 810	231 056	233 549	226 154	231 056
Prêts bancaires	175 890	183 392	189 259	191 083	191 363	197 123	175 890	191 363
Autres prêts	191 253	192 929	197 256	199 459	205 421	207 936	191 253	205 421
Effets à court terme, Canada	108 420	108 160	108 085	108 852	110 759	122 886	108 420	110 759
Autres effets à court terme	161 896	155 755	155 938	152 173	150 174	149 232	161 896	150 174
Hypothèques	633 179	639 525	653 697	665 394	674 495	681 643	633 179	674 495
Obligations fédérales	291 115	292 893	284 998	275 955	271 203	283 397	291 115	271 203
(dont les OÉC)	20 468	21 330	21 208	21 063	19 462	19 086	20 468	19 462
Obligations provinciales	272 350	290 987	285 090	297 475	306 557	309 268	272 350	306 557
Obligations municipales	35 052	37 168	36 687	37 315	37 965	37 966	35 052	37 965
Autres obligations	296 391	296 955	305 071	316 678	325 646	338 123	296 391	325 646
Assurances-vie et rentes	1 050 370	1 093 274	1 094 412	1 103 720	1 129 545	1 134 277	1 050 370	1 129 545
Créances, entreprises privées	1 045 040	1 064 367	1 132 311	1 131 120	1 136 285	1 156 035	1 045 040	1 136 285
Créances, administrations publiques	182 661	189 856	192 022	189 661	184 782	189 749	182 661	184 782
Actions	1 616 135	1 699 269	1 729 117	1 755 748	1 845 372	1 884 626	1 616 135	1 845 372
Investissements étrangers	425 170	437 330	450 514	427 714	448 799	455 904	425 170	448 799
Autres éléments de l'actif	709 638	740 618	751 372	765 619	788 021	809 028	709 638	788 021
<b>Passif et valeur nette</b>	<b>12 810 692</b>	<b>13 113 587</b>	<b>13 387 385</b>	<b>13 499 765</b>	<b>13 758 425</b>	<b>14 026 697</b>	<b>12 810 692</b>	<b>13 758 425</b>
Passif	8 831 538	9 072 409	9 218 715	9 329 662	9 533 137	9 705 639	8 831 538	9 533 137
Argent et dépôts bancaires	712 462	725 328	752 438	764 613	784 249	806 908	712 462	784 249
Autres dépôts	179 943	180 098	184 597	187 244	190 916	194 019	179 943	190 916
Devises et dépôts étrangers	100 917	97 377	100 211	100 780	97 679	87 944	100 917	97 679
Crédit à la consommation	223 549	225 488	232 727	238 581	243 883	246 330	223 549	243 883
Comptes à payer	227 727	230 227	232 289	233 741	234 408	238 249	227 727	234 408
Emprunts bancaires	154 913	160 408	164 101	165 237	165 623	167 387	154 913	165 623
Autres emprunts	196 580	196 660	198 484	196 849	201 619	204 217	196 580	201 619
Effets à court terme, Canada	118 941	116 764	116 791	115 921	118 787	131 062	118 941	118 787
Autres effets à court terme	171 625	164 613	167 296	162 479	161 072	159 223	171 625	161 072
Hypothèques	633 535	639 872	654 060	665 745	674 846	681 994	633 535	674 846
Obligations fédérales	355 312	357 001	349 555	339 964	330 880	341 572	355 312	330 880
(dont les OÉC)	20 468	21 330	21 208	21 063	19 462	19 086	20 468	19 462
Obligations provinciales	404 443	426 539	411 602	422 032	432 694	437 208	404 443	432 694
Obligations municipales	38 317	40 418	40 168	40 938	41 691	41 517	38 317	41 691
Autres obligations	524 780	536 687	544 139	556 624	565 719	578 944	524 780	565 719
Assurances-vie et rentes	1 050 370	1 093 274	1 094 412	1 103 720	1 129 545	1 134 277	1 050 370	1 129 545
Créances, entreprises privées	443 682	449 114	456 082	451 622	442 718	448 343	443 682	442 718
Créances, administrations publiques	182 661	189 856	192 022	189 661	184 782	189 749	182 661	184 782
Actions	2 395 199	2 504 552	2 576 808	2 630 545	2 743 952	2 803 715	2 395 199	2 743 952
Autres éléments du passif	716 582	738 133	750 933	763 366	788 074	812 981	716 582	788 074
<b>Valeur nette</b>	<b>3 979 154</b>	<b>4 041 178</b>	<b>4 168 670</b>	<b>4 170 103</b>	<b>4 225 288</b>	<b>4 321 058</b>	<b>3 979 154</b>	<b>4 225 288</b>

## Tableau sommaire du marché du crédit

	Quatrième trimestre de 2003	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	2003	2004
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Passif de:</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	852 741	861 812	880 433	896 315	909 453	919 052	852 741	909 453
Crédit à la consommation	223 549	225 488	232 727	238 581	243 883	246 330	223 549	243 883
Emprunts bancaires	33 306	34 743	34 908	34 666	34 896	36 282	33 306	34 896
Autres emprunts	71 415	72 474	72 489	72 522	73 002	73 578	71 415	73 002
Hypothèques	524 471	529 107	540 309	550 546	557 672	562 862	524 471	557 672
Sociétés privées non financières	545 185	555 800	565 310	561 850	559 098	568 199	545 185	559 098
Emprunts bancaires	106 069	108 762	110 638	112 598	113 301	112 501	106 069	113 301
Autres emprunts	77 407	75 927	75 082	72 933	72 612	71 851	77 407	72 612
Autres effets à court terme	36 092	39 467	39 575	39 595	38 351	43 477	36 092	38 351
Hypothèques	101 254	102 886	104 432	105 901	107 475	109 526	101 254	107 475
Obligations	224 363	228 758	235 583	230 823	227 359	230 844	224 363	227 359
Entreprises publiques non financières	65 599	65 073	65 181	64 702	64 506	62 831	65 599	64 506
Emprunts bancaires	2 748	2 886	2 949	2 702	2 936	2 931	2 748	2 936
Autres emprunts	5 945	5 806	5 718	6 168	6 213	6 381	5 945	6 213
Autres effets à court terme	7 002	6 225	7 169	6 785	5 843	5 285	7 002	5 843
Hypothèques	99	99	97	97	97	96	99	97
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	48 028	48 274	47 079	46 802	47 001	45 755	48 028	47 001
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 656	1 662	2 048	2 027	2 295	2 262	1 656	2 295
Administration fédérale	430 411	431 473	427 432	419 903	410 612	426 405	430 411	410 612
Emprunts bancaires	103	100	100	100	100	100	103	100
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	118 941	116 764	116 791	115 921	118 787	131 062	118 941	118 787
Obligations fédérales	311 367	314 609	310 541	303 882	291 725	295 243	311 367	291 725
Obligations d'épargne du Canada	20 468	21 330	21 208	21 063	19 462	19 086	20 468	19 462
Autres obligations	290 899	293 279	289 333	282 819	272 263	276 157	290 899	272 263
Autres paliers d'administration publique	378 671	381 206	391 093	395 662	401 499	401 662	378 671	401 499
Emprunts bancaires	4 339	3 899	3 863	3 856	3 873	3 871	4 339	3 873
Autres emprunts	11 398	12 058	12 079	12 610	12 840	13 147	11 398	12 840
Autres effets à court terme	21 066	13 932	22 797	19 682	18 398	12 348	21 066	18 398
Hypothèques	2 054	2 045	2 045	2 045	2 045	2 045	2 054	2 045
Obligations provinciales	300 892	310 140	310 122	316 903	323 519	329 398	300 892	323 519
Obligations municipales	37 081	37 285	38 334	38 707	38 959	38 982	37 081	38 959
Autres obligations	1 841	1 847	1 853	1 859	1 865	1 871	1 841	1 865
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 272 607	2 295 364	2 329 449	2 338 432	2 345 168	2 378 149	2 272 607	2 345 168
Crédit à la consommation	223 549	225 488	232 727	238 581	243 883	246 330	223 549	243 883
Emprunts bancaire	146 565	150 390	152 458	153 922	155 106	155 685	146 565	155 106
Autres emprunts	166 165	166 265	165 368	164 233	164 667	164 957	166 165	164 667
Effets à court terme, Canada	118 941	116 764	116 791	115 921	118 787	131 062	118 941	118 787
Autres effets à court terme	64 160	59 624	69 541	66 062	62 592	61 110	64 160	62 592
Hypothèques	627 878	634 137	646 883	658 589	667 289	674 529	627 878	667 289
Obligations	925 349	942 696	945 681	941 124	932 844	944 476	925 349	932 844
Non-résidents	54 595	56 817	60 036	59 425	58 363	62 077	54 595	58 363
Emprunts bancaires	20 977	22 984	25 158	25 846	25 740	29 736	20 977	25 740
Autres emprunts	33 618	33 833	34 878	33 579	32 623	32 341	33 618	32 623
Hypothèques	...	0	0	0	...	...	...	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 327 202	2 352 181	2 389 485	2 397 857	2 403 531	2 440 226	2 327 202	2 403 531
Institutions financières canadiennes	412 703	424 331	437 732	443 677	460 217	471 972	412 703	460 217
Emprunts bancaires	8 348	10 018	11 643	11 315	10 517	11 702	8 348	10 517
Autres emprunts	30 415	30 395	33 116	32 616	36 952	39 260	30 415	36 952
Autres effets à court terme	107 465	104 989	97 755	96 417	98 480	98 113	107 465	98 480
Hypothèques	5 657	5 735	7 177	7 156	7 557	7 465	5 657	7 557
Obligations	260 818	273 194	288 041	296 173	306 711	315 432	260 818	306 711
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	2 739 905	2 776 512	2 827 217	2 841 534	2 863 748	2 912 198	2 739 905	2 863 748
<b>Actif de:</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	138 672	129 698	119 073	120 875	114 003	119 155	138 672	114 003
Entreprises non financières	73 298	75 275	74 709	75 085	74 502	73 687	73 298	74 502
Administrations publiques	189 900	193 063	198 371	204 038	203 392	210 322	189 900	203 392
Non-résidents	456 994	457 217	467 758	448 023	445 112	443 591	456 994	445 112
Institutions financières canadiennes	1 906 279	1 946 478	1 992 397	2 018 429	2 051 317	2 090 004	1 906 279	2 051 317

## Les révisions de 2001-2004 des Comptes des revenus et dépenses

### Introduction

Des estimations révisées des comptes des revenus et dépenses (CRD), pour la période de 2001 à 2004, ont été diffusées en même temps que celles se rapportant au premier trimestre de 2005. Ces estimations révisées intègrent les données de source et les tendances saisonnières les plus à jour.

### Calendrier de révision

La révision annuelle du Système de comptabilité nationale est un processus intégré selon lequel les estimations révisées des comptes des revenus et dépenses, des comptes des flux financiers et de la balance des paiements internationaux sont compilées et diffusées simultanément. Le processus d'intégration a lieu lorsque les tableaux d'entrées-sorties sont compilés en dollars courants, pour les deux premières années de la période de révision de quatre ans. Ces données sont diffusées à l'automne de chaque année lorsque les comptes provinciaux d'entrées-sorties sont complétés. Les révisions correspondantes des estimations mensuelles du produit intérieur brut réel par industrie sont diffusées en septembre.

On procède périodiquement à des révisions statistiques du Système de comptabilité nationale, afin d'y intégrer les renseignements les plus à jour provenant des recensements, des enquêtes annuelles, des statistiques fiscales, des comptes publics, etc. En principe, la révision des comptes nationaux des revenus et dépenses se déroule selon le calendrier suivant : la première estimation pour un trimestre donné est diffusée environ 60 jours après la fin du trimestre de référence; cette estimation est révisée lorsque celles se rapportant aux trimestres subséquents de la même année civile sont diffusées; elles ne sont révisées ensuite qu'une fois l'an au cours des quatre années suivantes, au moment de la diffusion des estimations du premier trimestre. Par exemple, les estimations pour le premier trimestre de 2001 ont été diffusées pour la première fois en mai 2001. La première révision de ces estimations a eu lieu lorsque les estimations du deuxième trimestre ont été diffusées, en août 2001; d'autres révisions ont été apportées au moment de la diffusion des estimations pour le troisième et le quatrième trimestres de 2001. Ces estimations ont été révisées à nouveau chacune des quatre années suivantes, les dernières révisions accompagnant la présente diffusion.

On procède parfois à des révisions limitées pour des périodes qui remontent à plus de quatre ans, et on procède à des révisions historiques périodiquement, soit environ tous les dix ans. Ces dernières fournissent l'occasion d'améliorer les méthodes d'estimation, d'éliminer les ruptures dans les séries de données découlant des révisions plus limitées et d'apporter des changements conceptuels au système. La révision historique la plus récente a eu lieu en décembre 1997. De la documentation relative à cette révision se trouve à l'adresse suivante : [http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/free\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/free_f.htm).

La politique qui consiste à réviser les estimations des années précédentes seulement une fois l'an est appliquée dans l'ensemble du Système de comptabilité nationale. La période pour laquelle les estimations peuvent faire l'objet de révisions, toutefois, varie d'un ensemble de comptes à un autre. Ainsi, la révision des comptes des revenus et dépenses et de la balance des paiements porte normalement sur quatre ans. Celle des comptes d'entrées-sorties porte normalement sur un an, qui correspond à la première des quatre années sur lesquelles porte la révision des comptes des revenus et dépenses et de la balance des paiements. La révision des comptes des flux financiers se fait habituellement en parallèle avec celle des comptes du bilan national et porte souvent sur plus de quatre années, afin de pouvoir rapprocher les stocks et les révisions apportées aux flux.

### Révisions des comptes des revenus et dépenses

Au moment de la diffusion de mai 2001, un certain nombre de changements conceptuels ont été apportés aux comptes nationaux des revenus et dépenses, y compris l'adoption de l'indice de volume en chaîne Fisher, le remplacement de l'évaluation aux coûts des facteurs par une évaluation aux prix de base, et un changement en ce qui a trait à la capitalisation des logiciels. Au moment de la diffusion de mai 2002, d'autres changements conceptuels ont été apportés aux comptes nationaux des revenus et dépenses et appliqués rétroactivement à 1981. Il s'agissait notamment de changements de classification pour les licences et immatriculations, les taxes sur les transferts de terrains et les frais de fréquences, ainsi que de l'inclusion des résultats du Recensement de 1996 dans les stocks agricoles. La documentation relative à ces changements conceptuels se trouve à l'adresse suivante : [http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/free\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/free_f.htm).

Aucun changement conceptuel n'a été apporté aux comptes des revenus et dépenses cette année.

### Répercussion des révisions sur le produit intérieur brut (PIB)

Les révisions courantes apportées au PIB ont résulté de l'inclusion des dernières estimations provenant des sources de données, y compris les résultats d'enquêtes, les données administratives et les comptes publics. Les données d'entrées-sorties révisées pour 2001 et provisoires pour 2002 sont intégrées pour les deux premières années de la période de révision de quatre ans. De nouvelles données repères ont été intégrées pour les périodes les plus récentes. D'autres séries ont été révisées à la suite de l'application de bases de projection existantes aux nouveaux repères provenant des comptes d'entrées-sorties.

Comme le montre le tableau 1, les révisions courantes ont donné lieu à des révisions minimes du PIB sur une base annuelle pour 2001, mais à des ajustements négatifs du PIB pour 2002 à 2004. Même si la révision courante des données pour 2001 est minime, la révision cumulative se chiffre à 2,2 %. La révision cumulative correspond à l'estimation courante comparée à l'estimation initiale pour la même période de référence. Les révisions à la baisse du PIB en dollars courants pour 2002, 2003 et 2004 se sont chiffrées à 3,8, 2,6 et 3,1 milliards de dollars respectivement. Exprimé en pourcentage des estimations, il s'agit d'un changement de -0,3 % pour 2002, et -0,2 % pour 2003 et 2004 respectivement. Les révisions à la baisse au cours des trois dernières années d'un cycle de révision de quatre ans sont relativement peu courantes, le PIB étant traditionnellement révisé à la hausse. Comme on peut le voir dans le tableau suivant, ces révisions à la baisse ont découlé principalement de révisions des bénéfices des sociétés, des impôts indirects moins les subventions sur les produits, des dépenses personnelles et celles des administrations publiques en biens et services et des exportations. Sur une

base trimestrielle, le PIB en dollars courants a été révisé à la baisse pour tous les trimestres, sauf le premier, le troisième et le quatrième de 2001.

Dans une perspective historique portant sur deux décennies (tableau 5), les révisions du PIB en dollars courants pour 2002, 2003 et 2004 se situent à un faible niveau dans la fourchette des révisions (si l'on ne tient pas compte des années où des révisions historiques ont été apportées et de la révision effectuée en mai 2001, pour laquelle la capitalisation des logiciels a eu des répercussions importantes), allant de -0,9 % à 1,4 % pour l'année précédente, de -0,7 % à 1,7 % pour la deuxième année précédente et de -0,4 % à 1,0 % pour la troisième année précédente. Au cours des deux dernières décennies, la révision moyenne pour l'année précédente et pour la deuxième année précédente a été de 0,3 %, et la révision moyenne pour la troisième année précédente a été de 0,2 %. La révision de 0,0 % pour 2001 se situe au milieu de la fourchette des révisions pour les quatre années précédentes, qui allaient de -0,2 % à 0,9 %, la moyenne se situant à 0,1 %. Les révisions apportées pour la période précédente correspondent à la comparaison des données du PIB diffusées au premier trimestre et des estimations diffusées au quatrième trimestre de l'année en question.

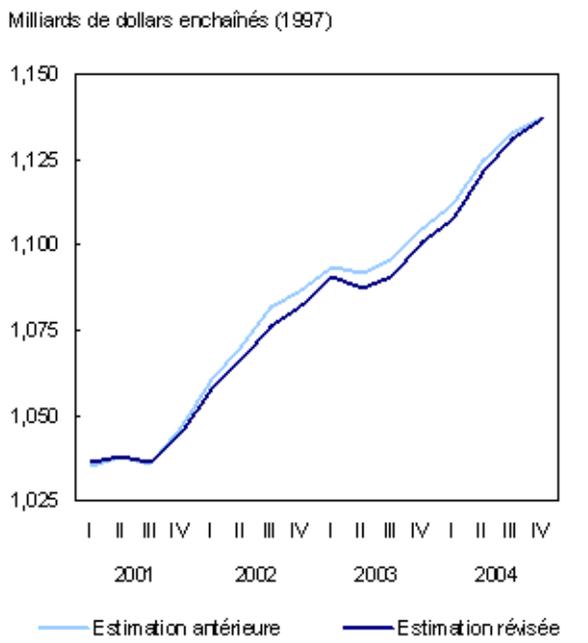
### Certaines composantes - révision courante

Millions de dollars courants	2001	2002	2003	2004
<b>Produit intérieur brut</b>	-152	-3 764	-2 581	-3 104
<b>Composantes du revenu</b>				
Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail	0	0	4 035	5 096
Bénéfices des sociétés avant impôts	453	-1 640	-3 618	-2 866
Intérêts et revenus divers des placements	-388	-1 026	-1 285	-1 437
Impôts sur les facteurs de production moins les subventions	93	298	911	818
Impôts sur les produits moins les subventions	-1 124	-1 034	-2 140	-3 045
Provisions pour consommation de capital	-72	-142	-801	-1 854
<b>Composantes des dépenses</b>				
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	-2 289	-953	-916	-1 396
Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	591	228	-1 080	-1 237
Investissement des entreprises en construction résidentielle	-7	-117	-786	-913
Investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels	39	301	2 728	2 896
Investissement des entreprises en machines et matériel	-679	-2 163	-697	-470
Investissement des entreprises en stocks	1 530	-733	-423	539
Exportations de biens et de services	-590	-1 287	-330	-1 939
Importations de biens et de services	-672	-569	759	942

En termes réels, (voir le tableau 1), le PIB a été révisé à la baisse lors de la révision annuelle, pour 2001 à 2004 inclusivement, la révision la plus importante, se situant à 3,9 milliards de dollars, ayant été effectuée pour l'année 2003. Le PIB réel trimestriel a été révisé à la baisse pour 2002, 2003 et 2004. Les révisions au premier trimestre de 2001 ont été les révisions à la hausse les plus importantes pour la période, soit 0,1 %, la fourchette s'étendant de -0,5 % à 0,1 % et les variations étant plus importantes que pour les révisions des estimations annuelles. Le graphique 1 comprend une comparaison de la valeur des estimations précédentes et des estimations révisées du PIB réel sur une base trimestrielle.

Comme le montre la révision cumulative du tableau 1, la révision totale la plus importante du PIB réel et du PIB en dollars courants s'est produite la première année du cycle de révision de quatre ans. Il s'agit de la dernière révision pour 2001 dans le cadre du calendrier courant de révision, le rapprochement étant complet avec les comptes d'entrées-sorties révisés.

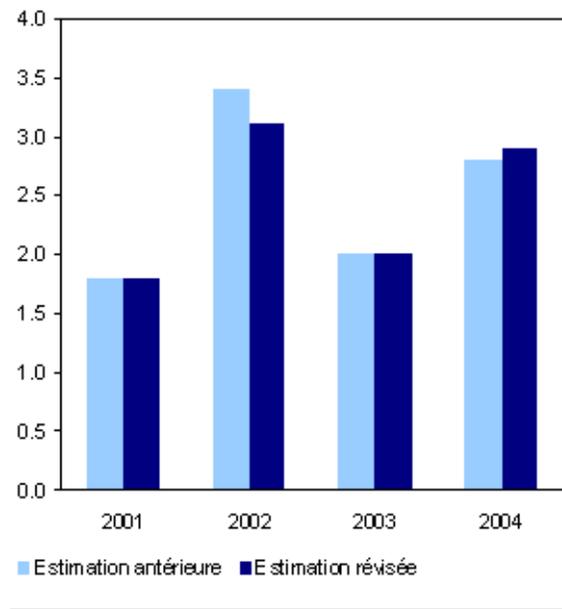
**PIB réel, base trimestrielle**



Le taux de croissance annuel du PIB en dollars courants qui figure au tableau 2 a été révisé à la baisse en 2002, dans une proportion de 0,3 %, à la hausse en 2003, dans une proportion de 0,1 %, et est demeuré inchangé en 2001 et 2004. La croissance annuelle, en termes réels, elle est demeurée inchangée en 2001 et 2003, a été révisée à la hausse en 2004 et a été révisée à la baisse en 2003, avec une variation du taux de croissance de -0,3 %. Les révisions du taux de croissance trimestriel vont de -0,3 % à 0,2 % en dollars courants, et de -0,1 % à 0,2 % sur la base du PIB réel. Les révisions cumulatives des taux de croissance trimestriels sont plus importantes, la révision la plus forte de la croissance du PIB en dollars courants s'étant produite au premier trimestre de 2001. Les graphiques 2 et 3 montrent les révisions des taux de croissance du PIB réel figurant dans la présente diffusion, en comparaison avec les estimations précédentes.

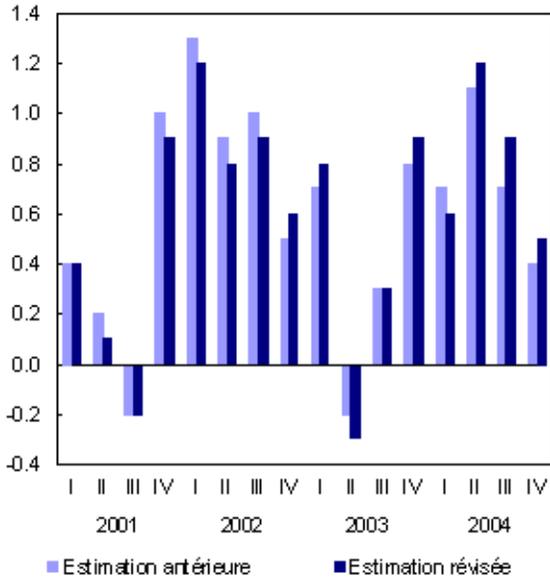
**Taux de croissance du PIB réel, annuel**

Variation en pourcentage, dollars enchaînés (1997)



### Taux de croissance du PIB réel, trimestriel

Variation trimestrielle en pourcentage, dollars enchaînés (1997)



L'indice implicite de prix en chaîne pour le PIB n'a pas été révisé en 2001 et 2002, et il a été révisé légèrement en 2003 et 2004, à la hausse de 0,2 %, et à la baisse de 0,1 % respectivement. Le prix de la main-d'œuvre des administrations a été révisé à la hausse en 2003 et 2004. Les prix des biens exportés ont été révisés à la baisse en 2003 et 2004 en fonction de données améliorées sur les prix des machines et matériel.

#### Révisions des agrégats des revenus (tableau 3)

Les estimations de la **rémunération des salariés** n'ont pas été révisées en 2001 et 2002, mais ont connu des révisions significatives à la hausse en 2003 et 2004, de 4 milliards de dollars et 5 milliards de dollars respectivement. La révision en 2003 a été attribuable pour une large part à la réception du fichier supplémentaire T4 de l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour l'année d'imposition 2003, qui fournit les repères annuels pour les salaires et traitements.

Les salaires et traitements ont été révisés à la hausse de 3,4 milliards de dollars en 2003, la croissance ayant été plus forte que les estimations publiées en ce qui a trait les provinces de l'Ontario, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador. Les salaires ont été révisés à la hausse dans l'industrie des services professionnels et personnels, l'éducation, les soins de santé et l'assistance sociale, la fabrication et le transport. Le Yukon a enregistré une baisse, principalement attribuable au commerce et à l'industrie des services professionnels et personnels. Le revenu supplémentaire du travail a été révisé à la hausse de 600 millions de dollars en 2003, des sources de données plus à jour ayant été intégrées pour les contributions des employeurs à l'aide sociale et aux indemnités pour accidents du travail.

Les révisions des salaires et traitements ainsi que du revenu supplémentaire du travail pour 2003 ont été reportées à 2004, ce qui contribue à une révision à la hausse de 5 milliards de dollars.

Les **bénéfices des sociétés** avant impôts ont été révisés légèrement à la hausse en 2001, mais ils ont connu des révisions importantes à la baisse de 1,6 milliard de dollars en 2002, de 3,6 milliards de dollars en 2003 et de 2,9 milliards de dollars en 2004. Les révisions apportées en 2001 et 2002 rendent compte de l'étalonnage des comptes d'entrées-sorties et de la mise à jour des déclarations de revenus annuelles des sociétés pour 2002. De nouvelles estimations provisoires découlant des statistiques financières et fiscales des entreprises, y compris les annexes de l'Index général des renseignements financiers (IGRF), ont été intégrées pour 2003. Ces nouvelles estimations ont donné lieu à des révisions à la baisse en 2003, qui ont été reportées en 2004.

Les **intérêts et revenus divers des placements** ont été révisés à la baisse pour les quatre années. En 2001, la révision à la baisse a été de 388 millions de dollars, tandis qu'en 2002, 2003 et 2004, les révisions à la baisse ont été respectivement de 1 026, 1 285 et 1 437 millions de dollars. Les révisions apportées à cette série rendent compte de renseignements nouveaux et révisés sur les paiements et revenus d'intérêts ainsi que sur les paiements de redevances des entreprises.

Le **revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole** a été révisé légèrement en 2001 et 2002, mais de façon plus substantielle en 2003 et 2004. En 2003, la révision la plus importante est attribuable aux paiements des programmes agricoles, qui ont été révisés à la hausse, selon la comptabilité d'exercice, afin de tenir compte du nouveau Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA), et reportés jusqu'à la fin de 2004. Par ailleurs, les dépenses d'exploitation agricole ont été révisées à la baisse en 2003 et 2004, par rapport aux estimations initialement projetées. Ces révisions à la baisse des dépenses agricoles, combinées à la révision à la hausse des paiements des programmes agricoles, ont donné lieu à des révisions significatives du revenu comptable net des exploitants agricoles pour 2003 et 2004.

Le **revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers** compris a été révisé à la hausse, de 493 millions de dollars en 2001, de 419 millions de dollars en 2002, et de 14 millions de dollars en 2004. Toutefois, une révision à la baisse du revenu provenant des loyers en 2003 a plus que contrebalancé une hausse des autres revenus des entreprises individuelles non agricoles, ce qui a donné lieu à une révision totale à la baisse de 224 millions de dollars. Les révisions de 2001 et 2002 des autres revenus des entreprises individuelles non agricoles rendent compte de l'étalonnage selon les comptes d'entrées-sorties par industrie, tandis que les révisions de 2003 intègrent de nouvelles données administratives provenant de l'ARC sur le revenu net des entreprises individuelles non agricoles.

Les estimations des **impôts sur les facteurs de production moins les subventions** ont été révisées à la hausse chaque année, de 2001 à 2004, les révisions les plus importantes s'étant produites en 2003, soit 911 millions de dollars, et en 2004, soit 818 millions de dollars. Les **impôts sur les produits moins les subventions** ont été révisés à la baisse pour l'ensemble de la période, soit de 1,1 milliard de dollars en 2001, de 1,0 milliard de dollars en 2002, de 2,1 milliards de dollars en 2003 et de 3,0 milliards de dollars en 2004. Les révisions des deux séries découlent de l'intégration de nouveaux comptes publics et d'autres données financières pour les différents sous-secteurs de l'administration publique. Les revenus plus faibles de la TPS, combinés à des subventions plus élevées, y compris le nouveau Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, ont donné lieu à des révisions importantes à la baisse des impôts sur les produits moins les subventions.

Les **provisions pour consommation de capital** ont été révisées à la baisse pour l'ensemble de la période : révisions à la baisse de 72 millions de dollars en 2001, de 142 millions de dollars en 2002, de 801 millions de dollars en 2003 et de 1 854 millions de dollars en 2004. La mise à jour des déclarations de revenus annuelles des sociétés, ainsi que des estimations révisées de l'amortissement, ont entraîné ces révisions.

### Révisions des agrégats des dépenses en prix courants (tableau 4)

Les **dépenses personnelles en biens et services de consommation** ont été révisées à la baisse pour les quatre années. Les révisions à la baisse ont été de 2 289 millions de dollars en 2001, de 953 millions de dollars en 2002, de 916 millions de dollars en 2003 et de 1 396 millions de dollars en 2004. Les révisions importantes à la baisse des dépenses en services ont contrebalancé les révisions à la hausse des biens durables et semi-durables en 2002, 2003 et 2004.

Les dépenses personnelles en services ont été révisées à la baisse pour chacune des quatre années, en raison principalement des révisions des estimations des services de loisirs et des repas pris à l'extérieur. Une nouvelle répartition des services de loisirs entre les entreprises et les particuliers a donné lieu à une révision à la baisse de 1,3 milliard de dollars en 2001. Les changements de méthodologie pour l'Enquête mensuelle sur les restaurants, traiteurs et tavernes et l'Enquête annuelle sur les industries des services : services de restauration et débits de boisson ont entraîné des révisions des ventes totales des services de restauration. Ces changements ont donné lieu à une révision à la baisse de 600 millions de dollars des estimations des dépenses au chapitre des repas pris à l'extérieur. Les révisions de 2001 ont été reportées à 2004.

Les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages pour 2003, ainsi que des enquêtes sur les industries de service, ont été intégrés à ces estimations.

Les **dépenses courantes des administrations publiques** en biens et services ont été révisées à la hausse en 2001 et 2002, de 591 millions de dollars et de 228 millions de dollars respectivement. Des révisions à la baisse se sont produites en 2003 (1 080 millions de dollars) et en 2004 (1 237 millions de dollars). Ces révisions rendent compte des nouvelles données des comptes publics fédéraux et provinciaux, ainsi que des derniers renseignements concernant les administrations locales. Les résultats des enquêtes pour 2002 de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) et de Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation ont aussi été intégrés et reportés à 2004.

L'**investissement en construction résidentielle** a été révisé à la baisse pour chacune des années, de 2001 à 2004, les révisions les plus significatives ayant été de 1,1 % en 2003 et 2004. Les révisions sont fondées sur des données administratives ainsi que sur les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages de 2003 et de l'Enquête auprès des agents et des courtiers immobiliers.

Les **estimations de l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et en matériel** ont connu des révisions à la baisse en 2001 et 2002, mais des révisions importantes à la hausse en 2003 et 2004. Les estimations ont connu des révisions à la baisse de 640 millions de dollars en 2001 et de 1 862 millions de dollars en 2002, de même que des révisions à la hausse de 2 031 millions de dollars et de 2 426 millions de dollars respectivement en 2003 et 2004. La composante « machines et matériel » de ces estimations a été révisée à la baisse pour l'ensemble de la période, tandis que celle de l'investissement non résidentiel a été révisée à la hausse. Les révisions des deux séries rendent compte de l'étalonnage des comptes d'entrées-sorties, ainsi que de l'intégration des dernières estimations de l'Enquête sur les investissements publics et privés. L'augmentation plus forte de l'investissement dans les ouvrages non résidentiels en 2003 est attribuable pour une large part à l'investissement accru des secteurs du pétrole et du gaz ainsi que des services publics.

L'**investissement en stocks** a été révisé à la hausse de 1 530 millions de dollars en 2001 et de 539 millions de dollars en 2004, mais à la baisse, de 733 millions de dollars en 2002 et de 423 millions de dollars en 2003. Les révisions des stocks non agricoles rendent compte de l'intégration des données de nouvelles enquêtes mensuelles sur le commerce de gros et de détail. De nouvelles données sur l'extraction minière et les services publics sont aussi intégrées dans ces révisions. Les ajustements rendent aussi compte des résultats du processus d'équilibrage des biens et des services qui fait partie intégrante de l'élaboration des comptes d'entrées-sorties, à partir desquels les comptes des revenus et des dépenses sont étalonnés. La révision à la baisse des stocks agricoles pour 2003 s'est largement concentrée dans le secteur des céréales, les stocks de céréales détenus dans les exploitations agricoles à la fin de l'année n'ayant pas été aussi élevés que ce qui avait été prévu au départ.

Les **exportations de biens et services** ont été révisées à la baisse pour l'ensemble de la période, soit de 590 millions de dollars en 2001, de 1 287 millions de dollars en 2002, de 330 millions de dollars en 2003 et de 1 939 millions de dollars en 2004. Ce sont les exportations de produits énergétiques, de machines et matériel et de services de transport qui ont connu les révisions les plus importantes en 2004. En général, les révisions apportées aux services sont liées aux nouvelles données d'enquête. Les estimations des **importations de biens et services** ont été révisées à la baisse en 2001 et en 2002, de 672 millions de dollars et de 569 millions de dollars respectivement, et ont été révisées à la hausse en 2003 et 2004, de 759 millions de dollars et de 942 millions de dollars respectivement. Ces révisions ont été attribuables principalement aux machines et matériel (2001 et 2003) ainsi qu'aux services commerciaux de 2001 à 2004.

D'importantes révisions à la baisse des services liés à l'outillage, au génie, au lancement et à la désuétude destinés aux fabricants de véhicules automobiles ont été apportées aux exportations et aux importations de cette catégorie de services commerciaux à partir de 2001. Ces révisions font suite à des discussions avec les fabricants de véhicules automobiles et des recherches, qui ont mené à une meilleure compréhension de la façon dont les services liés à la production et au commerce ont été échangés dans cette industrie. Ces recherches ont révélé que certains de ces coûts de production sont inclus dans le prix des automobiles et des pièces, alors qu'ils ont été traités comme des services distincts par le passé.

### **Autres révisions appréciables**

Des révisions à la baisse ont été apportées aux impôts sur le revenu des entreprises de 2001 à 2004, allant de 1,4 milliard de dollars, en 2001, à 5,5 milliards de dollars, en 2004. Ces révisions ont été inscrites afin de rajuster les données de l'impôt sur le revenu des entreprises aux résultats cumulatifs connus. Ces modifications ont contribué à la révision à la baisse de l'excédent des administrations publiques.

**Tableau 1 - Révisions au produit intérieur brut**

Période de référence	Estimation initiale <sup>1</sup>	Estimation antérieure <sup>2</sup>	Estimation révisée <sup>3</sup>	Révision courante <sup>4</sup>	Révision courante <sup>5</sup>	Révision cumulative <sup>6</sup>	
	données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars courants				%		
2001	1 084 119	1 108 200	1 108 048	-152	0,0	2,2	
2002	1 142 123	1 157 968	1 154 204	-3 764	-0,3	1,1	
2003	1 214 601	1 218 772	1 216 191	-2 581	-0,2	0,1	
2004	1 293 289	1 293 289	1 290 185	-3 104	-0,2	-0,2	
2001 T1	1 095 100	1 115 408	1 115 212	-196	0,0	1,8	
2001 T2	1 099 840	1 117 628	1 116 576	-1 052	-0,1	1,5	
2001 T3	1 077 744	1 101 644	1 102 200	556	0,1	2,3	
2001 T4	1 073 880	1 098 120	1 098 204	84	0,0	2,3	
2002 T1	1 106 352	1 121 528	1 118 780	-2 748	-0,2	1,1	
2002 T2	1 138 212	1 153 848	1 148 380	-5 468	-0,5	0,9	
2002 T3	1 151 832	1 169 092	1 164 288	-4 804	-0,4	1,1	
2002 T4	1 170 916	1 187 404	1 185 368	-2 036	-0,2	1,2	
2003 T1	1 211 120	1 214 880	1 212 808	-2 072	-0,2	0,1	
2003 T2	1 206 560	1 207 032	1 202 620	-4 412	-0,4	-0,3	
2003 T3	1 216 256	1 219 452	1 216 956	-2 496	-0,2	0,1	
2003 T4	1 228 876	1 233 724	1 232 380	-1 344	-0,1	0,3	
2004 T1	1 255 676	1 254 648	1 252 380	-2 268	-0,2	-0,3	
2004 T2	1 287 476	1 286 684	1 284 268	-2 416	-0,2	-0,2	
2004 T3	1 308 012	1 307 956	1 305 484	-2 472	-0,2	-0,2	
2004 T4	1 323 868	1 323 868	1 318 608	-5 260	-0,4	-0,4	
	données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)				%		
2001	1 024 196	1 038 845	1 038 702	-143	0,0	1,4	
2002	1 062 143	1 074 621	1 070 789	-3 832	-0,4	0,8	
2003	1 092 891	1 096 359	1 092 388	-3 971	-0,4	0,0	
2004	1 126 625	1 126 625	1 124 428	-2 197	-0,2	-0,2	
2001 T1	1 025 401	1 035 414	1 036 161	747	0,1	1,0	
2001 T2	1 025 177	1 037 639	1 037 653	14	0,0	1,2	
2001 T3	1 022 883	1 036 038	1 036 072	34	0,0	1,3	
2001 T4	1 027 799	1 046 287	1 044 922	-1 365	-0,1	1,7	
2002 T1	1 047 731	1 060 397	1 057 600	-2 797	-0,3	0,9	
2002 T2	1 059 412	1 070 382	1 066 568	-3 814	-0,4	0,7	
2002 T3	1 066 551	1 081 335	1 076 430	-4 905	-0,5	0,9	
2002 T4	1 072 854	1 086 368	1 082 557	-3 811	-0,4	0,9	
2003 T1	1 090 415	1 093 793	1 090 723	-3 070	-0,3	0,0	
2003 T2	1 089 797	1 091 782	1 087 321	-4 461	-0,4	-0,2	
2003 T3	1 090 382	1 095 469	1 090 863	-4 606	-0,4	0,0	
2003 T4	1 101 564	1 104 391	1 100 645	-3 746	-0,3	-0,1	
2004 T1	1 110 917	1 112 104	1 107 771	-4 333	-0,4	-0,3	
2004 T2	1 124 350	1 124 486	1 121 455	-3 031	-0,3	-0,3	
2004 T3	1 131 302	1 132 573	1 131 229	-1 344	-0,1	0,0	
2004 T4	1 137 337	1 137 337	1 137 256	-81	0,0	0,0	

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre correspondant. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2 Pour 2001, 2002 et 2003, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2004, tandis que pour 2004, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2004.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2005

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure

5 La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de l'estimation antérieure

6 La révision cumulative en pourcentage est l'estimation révisée moins l'estimation initiale sous forme de pourcentage de l'estimation initiale.

**Tableau 2 - Révisions au produit intérieur brut (taux de croissance)**

Période de référence	Estimation initiale <sup>1</sup>	Estimation antérieure <sup>2</sup>	Estimation révisée <sup>3</sup>	Révision courante <sup>4</sup>	Révision cumulative <sup>5</sup>
données désaisonnalisées au taux annuel, dollars courants, %					
2001	2,7	2,9	2,9	0,0	0,2
2002	4,6	4,5	4,2	-0,3	-0,4
2003	5,2	5,3	5,4	0,1	0,2
2004	6,1	6,1	6,1	0,0	0,0
2001 T1	1,9	1,2	1,1	-0,1	-0,8
2001 T2	0,4	0,2	0,1	-0,1	-0,3
2001 T3	-1,4	-1,4	-1,3	0,1	0,1
2001 T4	-0,2	-0,3	-0,4	-0,1	-0,2
2002 T1	2,3	2,1	1,9	-0,2	-0,4
2002 T2	2,8	2,9	2,6	-0,3	-0,2
2002 T3	1,2	1,3	1,4	0,1	0,2
2002 T4	1,6	1,6	1,8	0,2	0,2
2003 T1	2,5	2,3	2,3	0,0	-0,2
2003 T2	-0,4	-0,6	-0,8	-0,2	-0,4
2003 T3	1,1	1,0	1,2	0,2	0,1
2003 T4	1,0	1,2	1,3	0,1	0,3
2004 T1	1,8	1,7	1,6	-0,1	-0,2
2004 T2	2,5	2,6	2,5	-0,1	0,0
2004 T3	1,7	1,7	1,7	0,0	0,0
2004 T4	1,2	1,2	1,0	-0,2	-0,2
données désaisonnalisées au taux annuel, dollars enchaînés (1997), %					
2001	1,5	1,8	1,8	0,0	0,3
2002	3,4	3,4	3,1	-0,3	-0,3
2003	1,7	2,0	2,0	0,0	0,3
2004	2,8	2,8	2,9	0,1	0,1
2001 T1	0,6	0,4	0,4	0,0	-0,2
2001 T2	0,1	0,2	0,1	-0,1	0,0
2001 T3	-0,2	-0,2	-0,2	0,0	0,0
2001 T4	0,5	1,0	0,9	-0,1	0,4
2002 T1	1,5	1,3	1,2	-0,1	-0,3
2002 T2	1,1	0,9	0,8	-0,1	-0,3
2002 T3	0,8	1,0	0,9	-0,1	0,1
2002 T4	0,4	0,5	0,6	0,1	0,2
2003 T1	0,6	0,7	0,8	0,1	0,2
2003 T2	-0,1	-0,2	-0,3	-0,1	-0,2
2003 T3	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0
2003 T4	0,9	0,8	0,9	0,1	0,0
2004 T1	0,6	0,7	0,6	-0,1	0,0
2004 T2	1,1	1,1	1,2	0,1	0,1
2004 T3	0,8	0,7	0,9	0,2	0,1
2004 T4	0,4	0,4	0,5	0,1	0,1

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre en question. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2 Pour 2001, 2002 et 2003, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2004, tandis que pour 2004, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2004.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2005.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

**Tableau 3 - Révisions aux agrégats des revenus en dollars courants**

Période de référence	Estimation	Estimation	Estimation	Révision	Révision	Révision	Proportion du PIB <sup>7</sup>
	initiale <sup>1</sup>	antérieure <sup>2</sup>	révisée <sup>3</sup>	courante <sup>4</sup>	courante <sup>5</sup>	cumulative <sup>6</sup>	
	millions de dollars				%		
<b>Rémunération des salariés</b>							
2001	559 102	570 008	570 008	0	0,0	2,0	51,4
2002	595 267	592 692	592 692	0	0,0	-0,4	51,4
2003	617 506	613 718	617 753	4 035	0,7	0,0	50,8
2004	638 868	638 868	643 964	5 096	0,8	0,8	49,9
<b>Bénéfices des sociétés avant impôts</b>							
2001	119 922	126 620	127 073	453	0,4	6,0	11,5
2002	125 507	137 480	135 840	-1 640	-1,2	8,2	11,8
2003	146 417	151 210	147 592	-3 618	-2,4	0,8	12,1
2004	178 014	178 014	175 148	-2 866	-1,6	-1,6	13,6
<b>Bénéfices des entreprises publiques avant impôts</b>							
2001	9 678	10 483	10 787	304	2,9	11,5	1,0
2002	10 845	11 478	11 525	47	0,4	6,3	1,0
2003	10 102	11 643	11 630	-13	-0,1	15,1	1,0
2004	11 857	11 857	11 842	-15	-0,1	-0,1	0,9
<b>Intérêts et revenus divers de placements</b>							
2001	53 463	52 967	52 579	-388	-0,7	-1,7	4,7
2002	49 666	48 188	47 162	-1 026	-2,1	-5,0	4,1
2003	50 625	51 508	50 223	-1 285	-2,5	-0,8	4,1
2004	56 845	56 845	55 408	-1 437	-2,5	-2,5	4,3
<b>Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole</b>							
2001	2 963	1 633	1 675	42	2,6	-43,5	0,2
2002	2 119	889	855	-34	-3,8	-59,7	0,1
2003	1 079	694	1 280	586	84,4	18,6	0,1
2004	1 700	1 700	2 866	1 166	68,6	68,6	0,2
<b>Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris</b>							
2001	65 719	68 364	68 857	493	0,7	4,8	6,2
2002	71 894	73 841	74 260	419	0,6	3,3	6,4
2003	77 366	77 382	77 158	-224	-0,3	-0,3	6,3
2004	81 013	81 013	81 027	14	0,0	0,0	6,3
<b>Ajustement de la valeur des stocks</b>							
2001	-458	240	574	334	...	...	0,1
2002	-3 044	-2 959	-3 334	-375	...	...	-0,3
2003	4 941	4 876	5 075	199	...	...	0,4
2004	-657	-657	-1 669	-1 012	...	...	-0,1
<b>Impôts moins subventions, sur facteurs de production</b>							
2001	56 253	52 557	52 650	93	0,2	-6,4	4,8
2002	53 152	53 721	54 019	298	0,6	1,6	4,7
2003	55 717	55 465	56 376	911	1,6	1,2	4,6
2004	57 661	57 661	58 479	818	1,4	1,4	4,5
<b>Impôts moins subventions, sur produits</b>							
2001	75 269	76 995	75 871	-1 124	-1,5	0,8	6,8
2002	84 448	85 538	84 504	-1 034	-1,2	0,1	7,3
2003	86 660	87 188	85 048	-2 140	-2,5	-1,9	7,0
2004	93 248	93 248	90 203	-3 045	-3,3	-3,3	7,0
<b>Provisions pour consommation de capital</b>							
2001	142 498	147 608	147 536	-72	0,0	3,5	13,3
2002	152 642	156 146	156 004	-142	-0,1	2,2	13,5
2003	164 030	164 403	163 602	-801	-0,5	-0,3	13,5
2004	174 216	174 216	172 362	-1 854	-1,1	-1,1	13,4

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante.

2 Pour 2001, 2002 et 2003, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2004, tandis que pour 2004, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2004.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2005.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de l'estimation antérieure.

6 La révision cumulative en pourcentage est l'estimation révisée moins l'estimation initiale sous forme de pourcentage de l'estimation initiale.

7 L'estimation révisée de l'agrégat en pourcentage de l'estimation révisée du PIB.

Tableau 4 - Révisions aux agrégats des dépenses en dollars courants

Période de référence	Estimation	Estimation	Estimation	Révision	Révision	Révision	Proportion du PIB <sup>7</sup>
	initiale <sup>1</sup>	antérieure <sup>2</sup>	révisée <sup>3</sup>	courante <sup>4</sup>	courante <sup>5</sup>	cumulative <sup>6</sup>	
	millions de dollars			%			
<b>Dépenses personnelles en biens et services de consommation</b>							
2001	619 860	622 903	620 614	-2 289	-0,4	0,1	56,0
2002	651 192	657 302	656 349	-953	-0,1	0,8	56,9
2003	689 419	688 707	687 791	-916	-0,1	-0,2	56,6
2004	722 631	722 631	721 235	-1 396	-0,2	-0,2	55,9
<b>Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services</b>							
2001	199 683	211 115	211 706	591	0,3	6,0	19,1
2002	214 174	223 677	223 905	228	0,1	4,5	19,4
2003	231 003	237 711	236 631	-1 080	-0,5	2,4	19,5
2004	249 771	249 771	248 534	-1 237	-0,5	-0,5	19,3
<b>Formation brute de capital fixe des administrations publiques</b>							
2001	26 410	26 993	27 287	294	1,1	3,3	2,5
2002	29 233	29 617	29 732	115	0,4	1,7	2,6
2003	32 144	31 501	30 953	-548	-1,7	-3,7	2,5
2004	32 702	32 702	33 091	389	1,2	1,2	2,6
<b>Investissements des administrations publiques en stock</b>							
2001	13	13	13	0	...	...	...
2002	-45	-45	-45	0	...	...	...
2003	15	15	15	0	...	...	...
2004	21	21	21	0	...	...	...
<b>Investissements des entreprises en bâtiments résidentiels</b>							
2001	51 659	55 140	55 133	-7	0,0	6,7	5,0
2002	63 103	65 829	65 712	-117	-0,2	4,1	5,7
2003	73 016	73 757	72 971	-786	-1,1	-0,1	6,0
2004	84 470	84 470	83 557	-913	-1,1	-1,1	6,5
<b>Investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels</b>							
2001	51 956	52 927	52 966	39	0,1	1,9	4,8
2002	50 024	49 686	49 987	301	0,6	-0,1	4,3
2003	49 844	51 155	53 883	2 728	5,3	8,1	4,4
2004	54 243	54 243	57 139	2 896	5,3	5,3	4,4
<b>Investissements des entreprises en machines et matériel</b>							
2001	84 728	82 558	81 879	-679	-0,8	-3,4	7,4
2002	84 380	82 313	80 150	-2 163	-2,6	-5,0	6,9
2003	82 187	80 963	80 266	-697	-0,9	-2,3	6,6
2004	85 641	85 641	85 171	-470	-0,5	-0,5	6,6
<b>Investissements des entreprises en stocks</b>							
2001	-6 022	-6 270	-4 740	1 530	...	...	-0,4
2002	2 672	-568	-1 301	-733	...	...	-0,1
2003	7 563	7 662	7 239	-423	...	...	0,6
2004	7 219	7 219	7 758	539	...	...	0,6
<b>Exportations de biens et services</b>							
2001	469 355	483 053	482 463	-590	-0,1	2,8	43,5
2002	470 114	479 358	478 071	-1 287	-0,3	1,7	41,4
2003	459 561	461 596	461 266	-330	-0,1	0,4	37,9
2004	494 519	494 519	492 580	-1 939	-0,4	-0,4	38,2
<b>Importations de biens et services</b>							
2001	413 812	419 508	418 836	-672	-0,2	1,2	37,8
2002	423 096	428 248	427 679	-569	-0,1	1,1	37,1
2003	409 993	413 611	414 370	759	0,2	1,1	34,1
2004	437 404	437 404	438 346	942	0,2	0,2	34,0

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante.

2 Pour 2001, 2002 et 2003, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2004, tandis que pour 2004, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2004.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2005.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de l'estimation antérieure.

6 La révision cumulative en pourcentage est l'estimation révisée moins l'estimation initiale sous forme de pourcentage de l'estimation initiale.

7 L'estimation révisée de l'agrégat en pourcentage de l'estimation révisée du PIB.

**Tableau 5 - Révisions au produit intérieur brut, perspective historique<sup>1</sup>**

Année de référence		1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Date de diffusion										
1986	T4	505 227								
1986	<i>révision historique</i>	506 483 0,2								
1987	T1	509 898 0,7								
1987	T4		553 870							
1988	T1	506 483 -0,7	549 692 -0,8							
1988	T4			598 732						
1989	T1	504 631 -0,4	550 334 0,1	601 508 0,5						
1989	T4				648 537					
1990	T1	505 666 0,2	551 336 0,2	603 356 0,3	651 616 0,5					
1990	T4					677 900				
1991	T1		551 597 0,0	605 147 0,3	649 102 -0,4	671 577 -0,9				
1991	T4						679 203			
1992	T1			605 906 0,1	649 916 0,1	667 843 -0,6	674 388 -0,7			
1992	T4							687 334		
1993	T1				650 748 0,1	670 952 0,5	675 928 0,2	688 541 0,2		
1993	T4								710 723	
1994	T1					669 467 -0,2	674 766 -0,2	688 391 -0,0	711 658 0,1	
1994	T4									748 606
1995	T1						676 477 0,3	690 122 0,3	712 855 0,2	750 053 0,2
1995	T4									
1996	T1							690 122 0,0	712 855 0,0	747 260 -0,4
1996	T4									
1997	T1								712 855 0,0	747 260 0,0
1997	<i>révision historique</i>	511 796 1,2	558 106 1,2	611 785 1,0	656 190 0,8	678 135 1,3	683 239 1,0	698 544 1,2	724 920 1,7	762 251 2,0
1997	T4									
1998	T1									762 251 0,0
1998	T3								724 960 0,0	767 506 0,7
1998	T4									
1999	T1									
1999	T4									
2000	T1									
2000	T4									
2001	T1	513 805 0,4	560 390 0,4	614 530 0,4	659 270 0,5	681 657 0,5	686 971 0,5	702 393 0,6	729 580 0,6	772 827 0,7
2001	T4									
2002	T1	512 541 -0,2	558 949 -0,3	613 094 -0,2	657 728 -0,2	679 921 -0,3	685 367 -0,2	700 480 -0,3	727 184 -0,3	770 873 -0,3
2002	T4									
2003	T1									
2003	T4									
2004	T1									
2004	T4									
2005	T1									

<sup>1</sup> La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la révision en pourcentage entre l'estimation et l'estimation précédente

1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	Date de diffusion
										1986 T4
										1986 révision historique
										1987 T1
										1987 T4
										1988 T1
										1988 T4
										1989 T1
										1989 T4
										1990 T1
										1990 T4
										1991 T1
										1991 T4
										1992 T1
										1992 T4
										1993 T1
										1993 T4
										1994 T1
										1994 T4
										1995 T1
780 027										1995 T4
776 299										1996 T1
-0,5										
	797 789									1996 T4
776 299	797 789									1997 T1
0,0	0,0									
799 129	820 323									1997 révision historique
2,9	2,8									1997 T4
		856 134								
799 129	820 323	855 103								1998 T1
0,0	0,0	-0,1								
806 778	828 997	866 252								1998 T3
1,0	1,1	1,3								
			888 390							1998 T4
807 088	833 921	873 947	895 704							1999 T1
0,0	0,6	0,9	0,8							
				949 400						1999 T4
	833 070	877 921	901 805	957 911						2000 T1
	-0,1	0,5	0,7	0,9						
					1 038 794					2000 T4
812 460	839 064	885 022	915 865	975 263	1 056 010					2001 T1
0,7	0,7	0,8	1,6	1,8	1,7					
						1 084 119				2001 T4
810 426	836 864	882 733	914 973	980 524	1 064 995	1 092 246				2002 T1
-0,3	-0,3	-0,3	-0,1	0,5	0,9	0,7				
							1 142 123			2002 T4
				982 441	1 075 566	1 107 459	1 154 949			2003 T1
				0,2	1,0	1,4	1,1			
								1 214 601		2003 T4
				1 076 577	1 108 200	1 157 968	1 218 772			2004 T1
				0,1	0,1	0,3	0,3			
								1 293 289		2004 T4
					1 108 048	1 154 204	1 216 191	1 290 185		2005 T1
					0,0	-0,3	-0,2	-0,2		